



**ETAT DE LA CAMPAGNE DU
SOMMET DU MICROCRÉDIT
RAPPORT 2005**

ECRIT PAR **SAM DALEY-HARRIS**

LA CAMPAGNE DU SOMMET DU MICROCRÉDIT

CO-PRÉSIDENTS HONORAIRES

Sa Majesté, La Reine Sofia d'Espagne
Tsutomu Hata, Ancien Premier Ministre du Japon

PRÉSIDENTS DES CONSEILS

CONSEIL DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

* Honorable Vicente Fox, Président du Mexique

CONSEIL DES PROMOTEURS

* Chief Bisi Ogunleye, Présidente, Country Women's Association of Nigeria

CONSEIL DES BANQUES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES COMMERCIALES

Eugene Ludwig, Partenaire Directeur Général, Promontory Financial
Andrew Krieger, PDG, Northbridge Capital Management

CONSEIL DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES

* Brett Begemann, Vice-Président Exécutif et Responsable du Commerce International, Monsanto

CONSEIL DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

Ned Hill, Doyen, Marriott School of Management, Brigham Young University
James Gustave Speth, Doyen, Yale University

CONSEIL DES FONDATIONS ET DES PHILANTHROPIES

* George Soros, Président, Open Society Institute

CONSEIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

* Lennart Båge, Président, Fonds International de Développement Agricole (FIDA)

CONSEIL DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

Margaret Catley-Carlson, Présidente, ICARDA & Global Water Partnership
Mazide Ndiaye, Présidente Directeur Général, FAVDO

CONSEIL DES PARLEMENTAIRES

Wakako Hironaka, Membre, House of Councillors, Japon
* Sharad Pawar, Ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, Inde
* Michel Rocard, Président, Comité de Développement et de Coopération, Parlement Européen

CONSEIL DES OPÉRATEURS

Nancy Barry, Présidente, Women's World Banking
Ela Bhatt, Secrétaire Générale, Self-Employed Women's Association
* Connie Evans, Présidente, Women's Self-Employment Program
* John Hatch, Fondateur, FINCA International
* Muhammad Yunus, Directeur, Grameen Bank

CONSEIL DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Dr. William Vendley, Secrétaire Général, World Conference on Religion and Peace

CONSEIL DES AGENCES DES NATIONS UNIES

Noeleen Heyzer, Directrice, Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)
* Juan Somavia, Directeur Général, Organisation Internationale du Travail

Les Présidents des Conseils indiqués par * sont aussi membres du Comité Exécutif de la Campagne du Sommet du Microcrédit.

Page de Couverture conçue par Alyssa Boxhill

Publié en 2005 par la Campagne du Sommet du Microcrédit
440 First St. NW, Suite 460, Washington DC 20001 USA

Copyright © 2005 Campagne du Sommet du Microcrédit, Tous droits réservés
ISBN# 0-9763704-1-7

ETAT DE LA **CAMPAGNE DU SOMMET DU MICROCRÉDIT** RAPPORT 2005

Ecrit par

Sam Daley-Harris

Directeur de la Campagne du Sommet du Microcrédit

Compilé par

Brian McConnell

D.S.K. Rao

Avec l'assistance de

Nelson Agyemang

Alicia Antayhua

Anna Awimbo

Armando Boquin

Trenton DuVal

Amna Kazmi

Anjum Khalidi

Lisa Laegreid

Sherine Mahmoud

Dalia Palchik

Shiela Rao

Adil Sadoq

TABLE DES MATIERES

1	Introduction
2	Les visages derrière les statistiques
3	La fin de la pauvreté: un appel inspirateur et un défi impressionnant
5	Le défi posé par les institutions inefficaces
8	Faire place aux révolutionnaires
12	Les mythes empêchant que la microfinance contribue pleinement aux OMD
19	Une nouvelle loi et une opportunité pour multiplier les avancées
22	Aller plus loin que le fait de desservir les plus pauvres
23	La méthodologie du sondage
25	Clients desservis
26	Croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois
28	Clientes desservies
28	L'utilisation des outils de mesure de la pauvreté
29	Données régionales
30	Desservir 100 millions de personnes parmi les plus pauvres d'ici la fin de 2005
32	Quels clients ne sont pas comptés?
32	Relancer la Campagne du Sommet du Microcrédit avec deux nouveaux objectifs d'ici 2015
34	Rencontres régionales et mondiales du Sommet du Microcrédit en 2004 – 2006
35	Conclusion
38	Remerciements
39	Annexe I: Institutions vérifiées
50	Annexe II: Vérificateurs
56	Annexe III: Institutions ayant soumis un Plan d'Action Institutionnel 2005

Introduction

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement peuvent être atteints d'ici 2015, à condition de s'écarter des pratiques habituelles et d'accélérer et d'intensifier immédiatement et de façon spectaculaire l'application des mesures.

Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies

Huit ans avant que ces mots ne soient insérés dans le *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005* publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), plus de 2900 personnes provenant de 137 pays se sont retrouvées à Washington D.C. pour participer au Sommet du Microcrédit—un sommet organisé par les membres de la société civile qui s'engageaient solennellement à ne pas se contenter d'opérer comme ils en ont l'habitude et, au contraire, dès aujourd'hui, à accélérer et accroître rapidement leurs actions. Les délégués du Sommet du Microcrédit de 1997 lancèrent une campagne audacieuse pour desservir 100 millions de personnes parmi les familles les plus pauvres du monde, particulièrement les femmes, avec des crédits pour des activités économiques indépendantes et d'autres services commerciaux et financiers, d'ici l'année 2005. Ainsi, le Sommet 1) brisait avec la tradition qui consistait à exclure les pauvres de l'accès aux services financiers, 2) brisait avec la tradition qui consistait à exclure les plus pauvres¹ du développement international et 3) s'engageait à accélérer rapidement et augmenter significativement leur action. Ce rapport résume les progrès faits pour atteindre l'objectif de desservir 100 millions des plus démunis ainsi que les obstacles rencontrés. Cette Campagne apporte beaucoup d'espoir pour ceux qui oeuvrent pour l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avec particulièrement l'objectif de réduire de moitié la pauvreté absolue d'ici 2015.

Au 31 Décembre 2004, 3.164 institutions de microcrédit² ont rapporté qu'elles desservaient 92.270.289 clients, dont 66.614.871 faisaient partie des plus pauvres lorsqu'ils ont souscrit leur premier emprunt. Si l'on estime qu'il y a en moyenne cinq personnes par famille, les 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2004 ont affecté près de 333 millions de personnes, membres des familles de ces clients.

Afin de desservir 100 millions de familles parmi les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne requiert un taux de croissance de 38,1 pour cent par an à

¹ La Campagne du Sommet du Microcrédit définit les plus pauvres comme étant ceux qui se trouvent dans la seconde moitié de ceux vivant sous le seuil de pauvreté national ou tous ceux des 1,2 milliards de gens qui vivent avec moins de 1\$ par jour ajusté à la parité du pouvoir d'achat (PPA), quand ils ont souscrit à un programme. Comme stipulé dans les rapports précédents, le défi le plus important pour la Campagne est de combler le fossé entre son engagement à desservir les plus pauvres et le manque d'un nombre suffisant d'outils qui peuvent efficacement mesurer la pauvreté. Donc, toute mention du terme les plus pauvres dans ce rapport doit être lue dans le contexte de ce dilemme. Notre travail pour faire en sorte que plus de gens connaissent et utilisent des outils de mesure de la pauvreté efficaces et rentables est décrit tout au long de ce rapport.

² Dans ce rapport, lors du Sommet du Microcrédit 1997 et pendant la campagne de neuf ans du Sommet, toute mention du terme microcrédit fait référence aux programmes qui offrent des crédits pour le travail autonome et d'autres services financiers et commerciaux (y compris l'épargne et l'assistance technique) aux personnes très pauvres.

Au 31 Décembre 2004, 3.164 institutions de microcrédit ont rapporté qu'elles desservaient 92.270.289 clients, dont 66.614.871 faisaient partie des plus pauvres lorsqu'ils ont souscrit leur premier emprunt. Si l'on estime qu'il y a en moyenne cinq personnes par famille, les 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2004 ont affecté près de 333 millions de personnes, membres des familles de ces clients.

Les prêts à ces 66,6 millions de clients parmi les plus pauvres affectent au total 333 millions de personnes. Cela représente un total égal à l'ensemble combiné de la population de Grande Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas, de Suisse et de Norvège.

partir de son point de départ qui représentait, à la fin de 1997, 7,6 millions de familles parmi les plus pauvres desservies. La croissance globale de la Campagne, qui s'élève à 776 pour cent entre 1997 et 2004, représente aujourd'hui un peu plus de 36 pour cent en moyenne par an.

Cette année, la Campagne fut capable de vérifier les données de 330 institutions, ce qui représente 58.450.926 familles parmi les plus pauvres, soit 87,7 pour cent du total des familles les plus pauvres rapportées. Une liste complète des institutions ayant été vérifiées cette année se trouve en Annexe I.

Les prêts à ces 66,6 millions de clients parmi les plus pauvres affectent au total 333 millions de personnes. Cela représente un total égal à l'ensemble combiné de la population de Grande Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas, de Suisse et de Norvège, mais leurs vies sont très différentes des citoyens de ces pays.

Les visages derrière les statistiques

La microfinance s'illustre comme étant l'outil le plus prometteur et le moins coûteux de la lutte contre la pauvreté mondiale.

**Jonathan Morduch,
Président du Groupe d'experts des Nations Unies sur les
statistiques relatives à la pauvreté mondiale**

Janèt Dèval, une cliente de Fonkoze, une institution de microcrédit en Haïti, fait partie des 66,6 millions de clients les plus pauvres touchés par le microcrédit à travers le monde. Janèt est une cliente depuis plus de deux ans et assiste régulièrement à toutes les réunions. Elle a aussi participé à tous les programmes d'alphabétisation disponibles et s'apprête à prendre part au nouveau module de développement des compétences commerciales. Elle ne pouvait non seulement ni lire ni écrire, mais elle avait aussi une difficulté supplémentaire: Janèt ne jouissait que d'une fraction de son ouïe à cause d'un accident lorsqu'elle était âgée de 20 ans.

Mon époux ne voulait pas que j'envoie nos enfants à l'école parce que ses parents ne l'avaient pas envoyé à l'école. Dès le départ, il avait dit qu'il ne paierait pas et depuis, il n'a jamais donné une seule gourde; mais j'ai toujours su que l'éducation était importante. Pendant longtemps j'ai fait le voyage à Port-au-Prince pour acheter des produits que je revendais à Hinche et j'investissais l'argent gagné dans l'éducation de mes enfants.

Lorsque j'ai appris que Fonkoze donnait des cours d'alphabétisation aux femmes du marché, cela m'a fait très plaisir. Je ne suis jamais allée à l'école de toute ma vie. Je ne savais rien à propos de l'école. J'ai commencé directement avec l'éducation de base et je n'ai jamais manqué à un cours.

Je ne pouvais écrire mon nom, encore moins comprendre quoi que ce soit; cela ne m'a pas découragée à participer, même pas la colère

de mon époux. Mes enfants me poussaient et m'encourageaient et ils m'aidaient pour les rédactions. L'institutrice Christa m'encourageait à écrire tous les jours même si je ne comprenais pas ce que j'écrivais.

Maintenant je peux écrire mon nom et je l'écris partout. Vous vous rendez compte: j'allais à Port-au-Prince faire mes achats, mais je ne pouvais pas lire ce qui était écrit sur les emballages, je me sentais perdue. Je ne pouvais pas contrôler ce que j'achetais. Parfois les chauffeurs déchargeaient mes bagages du camion et les donnaient à d'autres passagers et je ne pouvais m'en rendre compte qu'une fois arrivée à la maison. Maintenant j'écris mon nom sur chacun de mes cartons et je sais ce que j'achète.

J'ai terminé Alfa Baz et Alfa Pos puis j'ai participé au programme de santé. Je ne connais pas encore tout, aussi j'ai décidé de continuer. J'emporte mon carnet de notes à l'école et j'écris tout à l'intérieur parce qu'un jour, j'espère tout lire et tout comprendre. J'ai acheté deux livres au marché et mes enfants m'aident à les lire.

Je travaille dur au marché pour pouvoir rembourser mes emprunts, me rendre à l'école et permettre à mes enfants d'avoir aussi cette opportunité. Si mes parents m'avaient envoyée à l'école, j'aurais organisé une grande fête en leur honneur pour leur dire merci.³

La Campagne du Sommet du Microcrédit a été lancée afin de multiplier une centaine de millions de fois ce type de récits mais un certain nombre d'obstacles continuent à ralentir le succès de la Campagne.

La fin de la pauvreté: un appel édifiant et un défi impressionnant

La pauvreté de masse et les inégalités obscènes constituent des tares si terribles de notre époque—une époque au cours de laquelle le monde se vante d'avancées à couper le souffle en science, en technologie, dans l'industrie et dans l'accumulation des richesses—qu'on doit les classer aux côtés des démons sociaux que sont l'esclavage et l'apartheid.

**Nelson Mandela, Ex-Président
République d'Afrique du Sud**

La nouvelle la plus excitante dans le domaine du développement international est traduite par les appels de plus en plus répétés en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement qui doivent être atteints d'ici 2015; y compris les appels de plus en plus importants en vue de l'élimination de la pauvreté d'ici 2015.

³ Du site Internet de Fonkoze www.fonkoze.org.

Lorsque les appels pour éradiquer la pauvreté sont repris par les médias, on a un bref aperçu de ce qui est vraiment important et possible pour le futur de notre planète.

Le surcroît de futilités de Muller grossit lorsque des centaines de médias à travers le monde se précipitent pour couvrir les actions des célébrités et autres histoires qui comptent peu. Le surcroît de futilités nous submerge et nous distrait de ce qui compte le plus, ne nous permettant pas d'agir, alors que notre génération a tous les outils nécessaires pour faire la différence.

Ces appels, venant des leaders tels que le professeur Jeffrey Sachs de Columbia University, des musiciens de rock et activistes Bono et Bob Geldof, et des mouvements de base tels que 2005: Plus d'Excuses! / Abolissons la pauvreté et le ONE Campaign sont inspirateurs parce qu'ils éclipsent, même momentanément, le penchant mortel de notre société vers la futilité. Lorsque les appels pour éradiquer la pauvreté sont repris par les médias, on a un bref aperçu de ce qui est vraiment important et possible pour le futur de notre planète.

Les délégués du Sommet de Microcrédit de l'Amérique Latine et des Caraïbes, qui s'est tenu du 19 au 22 avril à Santiago au Chili, ont eu l'opportunité d'écouter un discours riche et visionnaire lorsque Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh, s'est adressé au président Ricardo Lagos dans son allocution en plénière à la fin des ateliers de travail. Le Pr. Yunus dont l'institution a atteint la barre des 5 millions de clients en août 2005, affectant ainsi environ 25 millions de membres des familles, a visité le Chili deux fois et chaque fois, a rencontré le président Lagos. Cette fois-ci, il s'adressait au président Lagos devant les 1.100 délégués. Voici un extrait de ce qu'a dit le professeur Yunus:

Monsieur le Président, lorsque j'ai visité le Chili pour la première fois et appris qu'il n'y avait que 15 millions de Chiliens et que seulement trois millions vivaient dans la pauvreté, j'ai pensé: le Chili pourrait être le premier pays de la planète à éradiquer la pauvreté et vous Monsieur le Président, pourriez recruter le premier architecte qui construirait le musée que les gens visiteraient pour voir à quoi ressemblait la pauvreté au Chili avant son éradication. Monsieur le Président, il m'a été rapporté qu'il fait particulièrement très beau au Nord du Chili. Le musée de la pauvreté pourrait être construit là-bas et vous, Monsieur le Président, pourriez y poser la pierre angulaire.

Le Président Lagos dont le mandat s'achève en mars 2006 monta sur le podium, regarda le Pr. Yunus, puis les 1.100 délégués et dit: C'est un homme très optimiste. Optimiste ou pas, certains membres de la communauté de la microfinance au Chili ont pris à cœur ce défi et ont commencé à se poser la question de savoir comment leur travail pourrait contribuer à l'éradication de la pauvreté au Chili.

Pourquoi les appels comme ceux-ci et les plaidoyers comme ceux de Jeffrey Sachs et autres personnes qui oeuvrent pour la justice mondiale ne sont que très rarement entendus sur l'échiquier mondial? Pourquoi sont-ils noyés par des problèmes futiles? Steven Muller, ancien président de l'Université John Hopkins et vice-président de la Commission du Président Jimmy Carter contre la faim a mieux appréhendé notre dilemme lorsqu'il dit: au milieu du surcroît de futilités qui nous submerge tous, la tentation compréhensible est d'arrêter de penser. Le problème est que les personnes qui cessent de penser ne devraient pas choisir mais devraient plutôt laisser les autres choisir à leur place....

Le surcroît de futilités de Muller grossit lorsque des centaines de médias à travers le monde se précipitent pour couvrir les actions des célébrités et autres histoires qui comptent peu. Le surcroît de futilités nous submerge et nous distrait de ce qui

compte le plus, ne nous permettant pas d'agir, alors que notre génération a tous les outils nécessaires pour faire la différence.

Qu'est ce qui compte donc le plus? Plus de 20 ans plus tôt, l'ancien sénateur républicain des Etats-Unis, Mark Hatfield disait: Nous restons debout à regarder, indifférents, des millions d'enfants affamés parce que nous manquons de volonté pour éliminer la famine. Cependant, nous avons trouvé la volonté de développer des missiles capables de survoler le cap polaire et atterrir à quelques centaines de mètres de leurs cibles. Ceci n'est pas de l'innovation, c'est la profonde distorsion du but de l'humanité sur la terre.

Pour Hartfield, arrêter les morts inutiles de millions d'enfants chaque année est clairement l'un des aspects du but de l'humanité sur terre. Pourtant, 20 ans plus tard, nous vivons toujours dans un monde où 29.000 enfants âgés de moins de cinq ans meurent chaque jour de malnutrition et de maladies largement évitables. Ces mots, 29.000 enfants meurent chaque jour sont très faciles à écrire, très faciles à lire et pourtant extrêmement difficiles à comprendre. Comment expliquer autrement l'indifférence presque totale des médias devant cette tragédie?

Si les habitants de cette planète pouvaient vraiment saisir l'étendue de cette scandaleuse calamité humaine et notre potentiel à y mettre fin, le monde serait très certainement un endroit différent.

C'est pourquoi cette récente attention croissante sur l'éradication de la pauvreté, aussi limitée soit-elle, demeure une inspiration et une raison d'espérer très importantes. Mais cette inspiration s'accompagne d'un certain nombre de défis impressionnants: le défi posé par les institutions inefficaces, le défi des analyses imprécises et le besoin de créer des actions révolutionnaires.

Les pages suivantes se concentrent particulièrement sur les leaders des institutions du Bangladesh parce qu'il reste moins de temps pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et que les données qui proviennent de ce pays, qui a le marché de microcrédit le plus saturé au monde, offrent une preuve convaincante d'un changement important dans le développement international, un changement qui fait de la microfinance durable pour les très pauvres l'un des piliers pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire.

Le défi posé par les institutions inefficaces

Si le monde devait vraiment saisir l'opportunité d'éradiquer la pauvreté, nous devrions toujours confronter les difficultés rencontrées par la plupart de nos institutions pour générer les progrès nécessaires.

En 2003, par exemple, plus de 700 parlementaires ont écrit aux responsables de la Banque Mondiale, aux banques régionales de développement et au PNUD à propos de l'importance du microcrédit durable pour les plus pauvres, de l'aide à apporter pour atteindre l'objectif de développement du millénaire relatif à la réduction de la pauvreté, du besoin d'augmenter les ressources investies sur la microfinance et du

Les pages suivantes se concentrent particulièrement sur les leaders des institutions du Bangladesh parce qu'il reste moins de temps pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et que les données qui proviennent de ce pays, qui a le marché de microcrédit le plus saturé au monde, offrent une preuve convaincante d'un changement important dans le développement international, un changement qui fait de la microfinance durable pour les très pauvres l'un des piliers pour l'atteinte des objectifs du Millénaire.

Comment ces agences contribueront-elles à l'accomplissement de l'objectif de réduire de moitié la pauvreté en dix ans, sans parler de celui d'éliminer la pauvreté d'ici 20 ans, sans pour autant augmenter les ressources allouées par ces organisations? Comment cet objectif sera-t-il atteint sans que l'on cible spécifiquement une partie de ceux qui vivent avec moins de 1 USD par jour? Comment saurons-nous que la pauvreté décroît sans outils de mesure? Et peut-être le point le plus important: pourquoi y a-t-il autant de résistance à ces changements?

besoin de garantir que la moitié des aides atteindra les personnes vivant avec moins de 1 dollar U.S. (USD) par jour. Le président de la Banque Mondiale de l'époque, James Wolfensohn répondit en retour en disant que: la microfinance a fait preuve d'un impact puissant dans l'amélioration des conditions de vie des pauvres et joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et que l'habileté du pauvre à accéder aux services financiers est une condition cruciale pour pouvoir atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Le propos était clair dans sa conviction mais il venait du dirigeant d'une institution dépensant moins de un pour cent de son budget annuel sur la microfinance. Le fossé entre les mots de reconnaissance et le faible niveau de financement est difficile à réconcilier. Wolfensohn avait demandé aux hauts cadres de la Banque Mondiale et du Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres (GCAP) de répondre plus en profondeur aux parlementaires. Leurs réponses remettaient en cause la suggestion proposée d'accroître les ressources de presque 1% à presque 2%, d'orienter la moitié de ces ressources vers ceux qui vivent avec moins de 1 USD par jour et d'exiger des outils efficaces et économiques de mesure de la pauvreté pour assurer le respect de cette orientation. Le raisonnement utilisé par les cadres de la Banque Mondiale pour justifier l'inaction a trouvé écho dans certains sièges de la communauté d'aide au développement; mais ce raisonnement est faillible aux yeux de la plupart des personnes qui travaillent directement avec les communautés locales et sont conscients de l'immense opportunité que représente cette approche pour réduire la pauvreté.

Les réponses de ces importantes agences de développement soulèvent des questions évidentes. Comment ces agences contribueront-elles à l'accomplissement de l'objectif de réduire de moitié la pauvreté en dix ans, sans parler de celui d'éliminer la pauvreté d'ici 20 ans, sans pour autant augmenter les ressources allouées par ces organisations? Comment cet objectif sera-t-il atteint sans que l'on cible spécifiquement une partie de ceux qui vivent avec moins de 1 USD par jour? Comment saurons-nous que la pauvreté décroît sans outils de mesure? Et peut-être le point le plus important: pourquoi y a-t-il autant de résistance à ces changements?

Une des raisons de cette résistance a été fournie par un directeur de l'une des banques régionales de développement. Celui-ci considère que les institutions telles que la Banque Mondiale sont des institutions *académiques* et non des institutions de *développement*; ce sont des institutions qui cherchent avant tout à tester des théories académiques.

Le fossé dans le secteur du développement peut aussi être décrit de la manière suivante: d'un côté, vous avez les officiels peuplant ces institutions qui sont informés par le monde académique et de l'autre, vous avez des praticiens qui sont informés par la pratique sur le terrain. Ceux du monde académique ont très certainement une expérience du terrain, mais ils sont motivés et informés par les théories et les hypothèses académiques. D'un autre côté, ceux qui sont informés par l'expérience sur le terrain ont très certainement un bagage académique, très souvent exceptionnel, mais ils sont guidés par leur expérience sur le terrain. En fait, ils ignorent leurs hypothèses académiques si le terrain leur instruit le contraire.

Une bonne illustration de ce que signifie être guidé par l'expérience sur le terrain vient des réflexions de Fazle Abed, Président du BRAC, une institution qui avait dès

1985 formé cinq millions de Bangladais à préparer les solutions salées de réhydratation orale, une solution qui protège les enfants sérieusement déshydratés d'une mort imminente. Cherchant toujours à surmonter les obstacles et à résoudre les problèmes apparemment insurmontables, Abed a développé une approche visionnaire et pertinente que BRAC applique dans son travail de développement.

Abed décrit l'effort massif entrepris par BRAC pour apprendre aux mères comment reconnaître les signes de la déshydratation chez les enfants et comment préparer et administrer des solutions de réhydratation par voie orale. BRAC mesura les résultats et trouva un taux d'utilisation de seulement huit pour cent au sein de la communauté. Abed mit alors sur pied une campagne pour former les pères et autres hommes des villages à la préparation des solutions orales, ce qui doubla le taux d'utilisation, pour atteindre 16%. Abed poursuivit avec le lancement d'une campagne de marketing social qui utilisait multiples formes de communication pour éduquer des communautés entières, ce qui aboutit à un bond dans l'utilisation des solutions de réhydratation orales.

Cet effort sur la réhydratation par voie orale n'est pas un cas isolé du BRAC. Jeffrey Sachs dans son livre *The End of Poverty*, après avoir rendu visite aux clientes du programme de microcrédit du BRAC et après avoir appris que toutes les femmes n'avaient ou ne comptaient pas avoir plus de deux enfants chacune, écrivait:

Plus étonnante que les récits sur le soutien de la microfinance au développement des petites entreprises était l'attitude des femmes par rapport à la prise en charge des enfants... On trouvait ici un groupe de femmes où la moyenne d'enfants par femme était comprise entre un et deux enfants... Cette norme sociale était nouvelle, une démonstration du changement de paysage tellement dramatique que le Dr. Rosenfield [Doyen de l'école de santé publique de Columbia University] s'y intéressa durant toute la visite... Il se rappelait clairement des jours où les femmes du Bangladesh avaient entre six et sept enfants.⁴

Le Doyen Rosenfield était très étonné de cette transformation; pourtant, c'est ce type de transformation dont on a besoin si nous voulons éradiquer la pauvreté. Hélas, nos systèmes ne sont pas encore prêts à fournir plus d'aide et de meilleure qualité préconisée par les membres de la campagne 2005: Plus d'Excuses! Abolissons la pauvreté. Le récit suivant, une fois encore de Sachs, nous offre le douloureux exemple de comment la bureaucratie peut triompher sur la vision.

Dans son livre, Sachs fait référence à des processus internationaux cruels lorsqu'il décrit la réponse des donateurs aux efforts du Malawi cherchant à gérer ses 900.000 citoyens infectés par le virus du VIH/SIDA.

Le Malawi avait très tôt mis en place une des meilleures stratégies pour procurer le traitement à sa population mourant du VIH/SIDA et conçut une réponse très pertinente... permettant au Malawi de

⁴ Sachs, Jeffrey, *The End of Poverty*, (The Penguin Press 2005), pp. 13-14.

*Plus étonnante que les récits sur le soutien de la microfinance au développement des petites entreprises était l'attitude des femmes par rapport à la prise en charge des enfants. . . On trouvait ici un groupe de femmes où la moyenne d'enfants par femme était comprise entre un et deux enfants. . . Cette norme sociale était nouvelle, une démonstration du changement de paysage tellement dramatique que le Dr. Rosenfield [Doyen de l'école de santé publique de Columbia University] s'y intéressa durant toute la visite. . . Il se rappelait clairement des jours où les femmes du Bangladesh avaient entre six et sept enfants.
Jeffrey Sachs, The End of Poverty*

fournir les médicaments contre le SIDA à environ un tiers du total de la population infectée (soit environ trois cent mille personnes) sur une période de cinq ans.

...Les gouvernements donateurs, y compris les Etats-Unis et les Européens, décidèrent de réduire sa proposition, parce qu'elle était trop ambitieuse et trop coûteuse.

La proposition qui suivit envisageait d'offrir le traitement à 100.000 personnes sur une période de 5 ans; celle-ci fut également réduite deux fois successivement sur l'insistance des donateurs. Sachs poursuit:

Après une longue bataille, le Malawi reçut le financement pour ne sauver que 25.000 personnes à la fin des cinq années, une sentence de mort prononcée par la communauté internationale sur le peuple de ce pays.⁵

L'inspiration contenue dans les appels à éradiquer la pauvreté sera-t-elle suivie par l'action requise des institutions de développement? Il est clair qu'il n'est pas suffisant de continuer à opérer comme on en a l'habitude.

Faire place aux révolutionnaires

Au lieu d'opérer comme nous en avons l'habitude, ce dont nous avons besoin c'est d'une révolution dans la manière dont nous combattons la pauvreté. Le Directeur de la Grameen Bank, Mohammad Yunus donna un exemple du type d'action révolutionnaire requis lorsqu'on lui demanda de présenter la stratégie qu'il utilisa en créant la Grameen Bank. Le Professeur Yunus répondit: Je n'avais pas de stratégie, je me contentais de faire ce qui devait suivre. Mais lorsque je me retourne et regarde ce que j'ai fait, ma stratégie se résume ainsi: je faisais exactement le contraire de tout ce que faisaient les banques. Quand les banques prêtaient aux riches, je prêtais aux pauvres. Quand les banques prêtaient aux hommes, je prêtais aux femmes. Quand les banques offraient de larges prêts, j'en offrais des petits. Quand les banques demandaient des garanties, mes prêts n'en demandaient pas. Quand les banques demandaient beaucoup de formulaires, mes prêts pouvaient être souscrits par les analphabètes. Quand vous deviez vous déplacer pour aller à la banque, ma banque était dans le village. Oui, c'était cela ma stratégie. Je faisais le contraire de tout ce que faisaient les banques.

Si nous voulons éradiquer la pauvreté, nous ne devons pas seulement faire place aux révolutionnaires, nous devons aussi les suivre. Cependant, trop souvent, la tendance à l'intérieur du secteur de la microfinance est de faire comme les banques, souvent avec la conséquence non intentionnelle de ne pas réussir à offrir des produits et services financiers aux très pauvres, refusant de nouveau de leur donner les outils dont ils ont besoin pour suivre avec dignité la route hors de la pauvreté. Le travail de la

Si nous voulons éradiquer la pauvreté, nous ne devons pas seulement faire place aux révolutionnaires, nous devons aussi les suivre. Cependant, trop souvent, le mouvement à l'intérieur du secteur de la microfinance est de faire comme les banques, souvent avec la conséquence non intentionnelle de ne pas réussir à offrir des produits et services financiers aux très pauvres, refusant de nouveau de leur donner les outils dont ils ont besoin pour suivre avec dignité la route hors de la pauvreté.

⁵ Sachs, Jeffrey, ibid.

Campagne du Sommet du Microcrédit cherchant à intégrer la microfinance avec l'éducation sur la santé en est une illustration.

La Campagne et beaucoup d'opérateurs de microfinance qu'elle soutient à travers le monde ont compris une chose: la microfinance est une solution incomplète pour beaucoup de pauvres et son impact peut être beaucoup plus important si elle est utilisée avec des stratégies complémentaires. Si une famille augmente ses revenus journaliers de 0.50 à 1.50 USD grâce au microcrédit, il se peut que ses membres n'aient pas pour autant plus de connaissances sur la santé de base et autres habiletés fondamentales telles que l'importance de vacciner les enfants contre des maladies évitables ou apprendre comment prévenir le VIH/SIDA. Cette absence de connaissances et les maladies qui en résultent peuvent rapidement défaire les progrès faits sur la situation économique d'une famille. Le bien-être économique ne peut être séparé de la santé; en fait, les deux sont étroitement liés.

Cette leçon est en train d'émerger au sein d'institutions dans le monde entier. Par exemple, la Directrice de Fonkoze, Anne Hastings, parle de son travail en Haïti avec le Dr. Paul Farmer, co-fondateur de Partners in Health et son affilié haïtien, Zanmi Lasante. Farmer veut une agence de Fonkoze dans chaque clinique et hôpital de Zanmi Lasante parce qu'il ne veut pas seulement voir ses patients guéris, il veut aussi s'assurer qu'ils disposent de services financiers qui puissent les aider à se libérer d'une vie de pauvreté sans fin. Dr. Vicky Guzmán, un leader visionnaire dans le secteur de la santé au Salvador, est parvenue à la même conclusion et a commencé à intégrer le microcrédit dans le travail de son organisation, Asociación Salvadoreña Pro-Salud Rural (ASAPROSAR).

De la même manière, alors que certains fournisseurs de services de santé s'intéressent au microcrédit, certains opérateurs de microcrédit trouvent que les plus grands obstacles auxquels font face leurs clients pour sortir de la pauvreté sont leur mauvaise santé et tout l'argent qu'ils doivent dépenser pour obtenir des traitements médicaux. De plus, les traitements médicaux sont certes parfois administrés par du personnel compétent, mais ce n'est pas toujours le cas.

La plupart des programmes de microfinance offrent déjà des formes de combinaison de services à leurs clients, y compris l'épargne, la formation, la mise en réseau et le soutien aux pairs. Les programmes de microfinance peuvent devenir des véhicules efficaces pour d'autres développements sociaux souhaitables. Lier les services financiers à l'éducation sur la santé peut améliorer le bien-être des clients et de leurs familles, augmenter leur productivité et réduire les taux d'abandon des programmes de microcrédit, et ceci de façon durable.

L'expérience a montré que le microcrédit peut renforcer le pouvoir d'action des femmes et changer des vies. Chris Dunford écrit: Les évaluations des programmes de Crédit avec Education ont montré que les bons résultats sont parfois liés à la composante financière ou à celle de l'éducation ou parfois aux deux à la fois.

... En Bolivie, il a été démontré que l'accès aux services financiers et à l'éducation a eu un impact positif sur la confiance en soi des femmes et sur leur statut au sein de la communauté... les participantes en Bolivie se portaient candidates et étaient élues à des

Farmer veut une agence de Fonkoze dans chaque clinique et hôpital de Zanmi Lasante parce qu'il ne veut pas seulement voir ses patients guéris, il veut aussi s'assurer qu'ils disposent de services financiers qui puissent les aider à se libérer d'une vie de pauvreté sans fin.

postes au sein des agences gouvernementales locales... et avaient beaucoup plus de chance de donner des conseils aux autres sur les bonnes pratiques en matière de bonne santé, alimentation et en gestion des affaires.⁶

Sous la tutelle de Freedom from Hunger, les formateurs du Sommet du Microcrédit en Asie et en Afrique ont commencé à mener des ateliers de formation de trois et cinq jours sur la manière d'intégrer la microfinance avec l'éducation sur la santé. En Août 2005, des formations avaient été données dans huit pays d'Asie et d'Afrique. Se basant sur les données collectées lors de l'évaluation faite dans les quatre premiers pays, l'ensemble des huit formations pourrait atteindre 731.731 clients, affectant plus de 3,7 millions de membres des familles.

Bien que combiner des services financiers de qualité à une éducation de qualité sur la santé puisse créer une synergie efficace, il existe toujours une école de pensée très influente et, selon l'avis de la Campagne, très myope qui affirme que les institutions de microfinance ne devraient offrir que des services financiers. Cette perspective était très clairement exprimée en 1999, lorsqu'un spécialiste de la microfinance d'une agence de développement répondit de la façon suivante à l'effort initial de la campagne pour intégrer la microfinance à l'éducation sur la santé: C'est un non sens! répondit-il en réaction à notre demande de recevoir ses commentaires, Laissons les banquiers être des banquiers et laissons les éducateurs de la santé être des éducateurs de la santé.

L'année dernière, on répéta ces mots au début d'un atelier de trois jours en Afrique de l'Est. Un des 33 participants, un dirigeant dans une association d'institutions de microfinance (IMFs) de ce pays, qualifia la formation qui allait commencer de mauvaise pratique.⁷ Le formateur du Sommet du Microcrédit lui demanda s'il n'avait jamais participé à un atelier de formation sur l'intégration de la microfinance à l'éducation sur la santé. Non répondit le participant. Le formateur du Sommet demanda au participant de rester pendant les trois jours et de partager ensuite son point de vue.

A la fin de l'atelier, le participant affirma que les opérateurs de microfinance avaient été mal orientés par les bailleurs de fonds qui leur demandaient de se concentrer uniquement sur l'offre de services financiers. Il se rendait maintenant compte qu'intégrer la microfinance à l'éducation sur la santé était important aussi bien pour ses clients que pour ses employés et il fut le premier à s'inscrire pour un atelier de suivi de cinq jours. On a rencontré une résistance similaire dans certaines régions d'Asie et d'Amérique Latine, posant un défi continu à relever.

⁶ Dunford, Christopher, Amélioration des Conditions de Vie: Intégration durable de la microfinance et de l'éducation pour la survie de l'enfant, la santé génésique et la prévention du VIH-SIDA auprès des entrepreneurs les plus pauvres, dans *Chemins Hors de la Pauvreté: Innovations en Microfinance pour les Familles les Plus Pauvres*, Sam Daley-Harris, ed., (Bloomfield, CT, USA: Kumarian Press, Inc., 2002), pp. 91.

⁷ C'est le piège de définir certaines approches comme meilleures pratiques, ce qui a tendance à étouffer de nouvelles idées et des innovations. Il vaudrait peut-être mieux définir des bonnes pratiques qui sont plus appropriées à différents objectifs et différents contextes.

Il est donc très important que les universitaires apprennent des révolutionnaires. Ceux qui affirment qu'on ne peut pas desservir les très pauvres n'auront pas de raison d'essayer et donc, de fait, *ne desserviront pas* les très pauvres. Ceux qui affirment qu'on ne peut pas intégrer les services financiers à l'éducation sur la santé n'auront pas de raison d'essayer. Ce sont les leaders visionnaires, ceux qui sont prêts à briser les règles, qui créeront ce qui manque pour éradiquer la pauvreté.

Le défi qui se présente à nous est peut-être le mieux décrit dans un discours donné il y a 21 ans par Louis Kelso, un banquier d'affaires qui lança le concept du régime d'actionnariat des salariés. Kelso décrit sa découverte, dans des livres écrits avec Mortimer Adler et avec sa femme Patricia Kelso, de la manière suivante: Alors que la production des biens et services change, passant de l'utilisation de beaucoup de main d'œuvre à l'utilisation de beaucoup de capital, la manière dont chaque homme (sic) —pas seulement quelques hommes, mais tous les hommes—gagne ses revenus doit changer de la même manière. Vous ne pouvez y arriver sans que deux choses ne se passent: 1) vous devez élargir la possession du capital et 2) vous devez renforcer les lois sur la propriété de sorte que le propriétaire du capital collecte les revenus de son capital avec la même fidélité que le travailleur collecte les revenus de son travail. Voici ce que pense Kelso de la résistance rencontrée par ses propres idées et par les découvertes d'autres personnes:

Ce que j'ai découvert n'est pas une nouvelle théorie économique mais un fait manquant. Copernic, après avoir observé les étoiles et après avoir joué avec les formules mathématiques qui, selon lui, expliquaient ces activités, a conclu que la théorie géocentrique était fausse. Il a déduit, au contraire, que tous les corps célestes de notre galaxie ne bougeaient pas autour de la terre mais autour du soleil. Mais il parlait de quelque chose de si éloigné que l'on ne pouvait pas facilement le voir ou le mesurer. Et lorsque Galilée, presque un siècle plus tard, reprit la même idée et essaya de la faire accepter par la science conventionnelle, l'establishment le fit presque brûler. Ils l'obligèrent à se rétracter sur la théorie héliocentrique afin de sauver sa vie. Ce que chacun avait découvert sans s'en rendre compte n'était pas une nouvelle théorie, mais un fait manquant. Vous ne pouviez pas le voir tant que le télescope n'avait pas été inventé.

Plus tard, lorsque Pasteur avança sa théorie sur les germes et se battit durant la majorité de sa vie pour faire accepter sa théorie par le corps professionnel médical, il ne s'agissait pas vraiment d'une nouvelle théorie mais d'un fait manquant. Le seul problème était que les germes étaient si petits que vous ne pouviez pas les voir tant que le microscope n'avait pas été inventé.

Nous n'avons pas besoin de télescopes ou de microscopes pour comprendre le fait dont je veux parler maintenant. Nous avons besoin de pelles pour creuser à travers les tonnes de mythologies qui le recouvrent.

De la même manière, le secteur de la microfinance a aussi besoin de pelles pour creuser à travers les mythes qui cachent souvent ce que les visionnaires ont trouvé.

Ceux qui affirment qu'on ne peut pas desservir les très pauvres n'auront pas de raison d'essayer et donc, de fait, ne desserviront pas les très pauvres. Ceux qui affirment qu'on ne peut pas intégrer les services financiers à l'éducation sur la santé n'auront pas de raison d'essayer. Ce sont les leaders visionnaires, ceux qui sont prêts à briser les règles, qui créeront ce qui manque pour éradiquer la pauvreté.

Les mythes empêchant que la microfinance contribue pleinement aux OMD

Au niveau le plus élémentaire, la clé pour mettre fin à l'extrême pauvreté est de permettre aux pauvres de mettre leurs pieds sur l'échelle du développement. L'échelle du développement plane au-dessus de nos têtes et les plus pauvres parmi les pauvres sont coincés en-dessous. Il leur manque le montant minimum de capital nécessaire pour avoir un marche-pied et, donc, ils ont besoin d'une poussée pour atteindre le premier échelon.

Jeffrey D. Sachs
The End of Poverty

Les quatre thèmes de la campagne sont: 1) desservir les plus pauvres, 2) desservir et renforcer le pouvoir d'action des femmes, 3) construire des institutions financières financièrement autonomes, et 4) garantir un impact positif et mesurable sur la vie des clients et de leurs familles.

Chaque année, le *Rapport sur l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit* insiste sur le travail de la Campagne cherchant à faire tomber les mythes qui nous empêchent de répondre aux quatre thèmes de la Campagne: 1) desservir les plus pauvres, 2) desservir et renforcer le pouvoir d'action des femmes, 3) construire des institutions financières financièrement autonomes, et 4) garantir un impact positif et mesurable sur la vie des clients et de leurs familles. Les trois mythes suivants ont été les plus pernicioseux:

Premier mythe: les institutions ne peuvent pas desservir les plus pauvres parce que cela coûte trop cher de les identifier et de les motiver.

Deuxième mythe: si une institution dessert les plus pauvres, elle ne peut pas être financièrement autonome.

Troisième mythe: une institution qui par miracle réussit à desservir les gens très pauvres et réussit à être financièrement autonome ne fera que leur mettre sur le dos des soucis d'endettement.

Tous ces mythes viennent de la conviction que le microcrédit ne va pas aider les familles les plus pauvres du monde à sortir de la pauvreté. Cependant, chaque année, des progrès sont faits qui discréditent de plus en plus chacun de ces mythes.

Il est très important de réfuter ces mythes, un à un et en groupe, car ceux qui promulguent ces mythes pensent qu'ils sont interconnectés. Ainsi, la Campagne a cherché à les réfuter séparément et en groupe. Dans ce chapitre, nous les traitons d'abord un à un.

En 1998, afin de démontrer que l'on pouvait identifier les familles les plus pauvres à un faible coût, la Campagne lança la Boîte à Outils de Mesure de la Pauvreté de la Campagne, comprenant deux outils: 1) Participatory Wealth Ranking (Classement Participatif de Richesse) (PWR)⁸ et 2) CASHPOR House Index (Index sur les Maisons

⁸ Avec le Classement Participatif de Richesse (PWR ou CPR), les villageois font le plan de leur village avec l'aide d'un facilitateur et trois groupes séparés de villageois classent chaque foyer en différentes catégories en fonction de leur niveau de pauvreté. Le PWR, bien que similaire à l'Evaluation Participative Rurale et à l'Estimation Rapide Rurale, est beaucoup plus précis et fiable parce qu'avec cette méthode, chaque famille est classée par trois groupes séparés de villageois et on utilise une moyenne des trois groupes pour classer chaque famille. Puis on motive les femmes faisant partie des derniers groupes à joindre le programme.

de CASHPOR) (CHI).⁹ La Boîte à Outils fut le résultat d'un Groupe de Discussion sur la Mesure de la Pauvreté lancé par la Campagne en 1997.

Les deux outils ont été testés par l'Outil de Mesure de la Pauvreté plus rigoureux de CGAP. CGAP a trouvé que: Le Classement Participatif de Richesse ... offre une méthode bien plus fiable aux communautés pour identifier qui sont les pauvres ... Il reconnaît la primauté de la connaissance locale sur des critères de mesure déterminés par des personnes extérieures et laisse la communauté décider de la manière dont le classement doit être organisé. CGAP trouva également que: l'intérêt de l'Indice [sur les Maisons] réside dans le fait que c'est un outil simple, observable et vérifiable ... L'état des logements peut être utilisé comme une excellente approximation pour classer les foyers. Depuis le lancement de la Boîte à Outils, le personnel de la Campagne a organisé des sessions de deux heures sur les outils, offrant cette formation à plus de 3000 opérateurs dans 35 pays d'Asie et d'Afrique, et a organisé près d'une douzaine de formations sur quatre jours dans toute l'Asie.

Le second mythe est réfuté grâce à l'accumulation de plus en plus importante de preuves démontrant que l'on peut desservir les très pauvres tout en construisant une institution financièrement autonome. C'est plus difficile quand les clients se trouvent dans des zones reculées mais des institutions en Afrique, Asie et Amérique Latine ont continué à démontrer que c'était possible. La Campagne a commandé un article en 1999 sur ce sujet. Il fut discuté lors de notre rencontre mondiale et lors des rencontres régionales en Afrique, Asie et Amérique Latine de 1999 à 2001.

Depuis maintenant plusieurs années, le Microfinance Information eXchange (The MIX) et le Micro-banking Bulletin (MBB) ont montré que les IMF desservant les clients très pauvres peuvent se développer tout en étant financièrement solides. La Présidente du GCAP, Elizabeth Littlefield l'a reconnu dans son discours prononcé au Sommet du Microcrédit de l'Asie/Pacifique qui s'est tenu à Dhaka au Bangladesh l'année dernière.

Il n'y a pas de preuves d'opposition ou d'incompatibilité entre l'orientation vers la pauvreté et la viabilité. Des données très récentes de notre MBB et du MIX nous montrent que les meilleures institutions orientées vers la pauvreté défient les idées reçues... Les institutions de microfinance viables qui servent les segments faibles du marché, les plus pauvres, atteignent en moyenne une fois et demi autant de clients que les autres institutions de microfinance; et ceci avec moins de ressources. De plus, ces institutions font un meilleur travail d'utilisation de leurs ressources pour atteindre les plus pauvres. En termes de clients servis, servant en moyenne chaque client à un coût réduit de moitié, elles sont de loin beaucoup plus efficaces avec leurs ressources humaines que les institutions viables ciblant les segments les plus élevés du marché.

⁹ Avec l'Indice sur les Maisons de CASHPOR (CHI), le personnel examine les maisons des clients potentiels et leur attribue une note standard en fonction de la taille et de la structure du logement, ainsi que des matériaux utilisés pour le toit et les murs. Après avoir sélectionné les maisons de ceux qui sont le plus probablement pauvres, un test sur les actifs est organisé pour vérifier les résultats.

Depuis le lancement de la Boîte à Outils, le personnel de la Campagne a organisé des sessions de deux heures sur les outils, offrant cette formation à plus de 3000 opérateurs dans 35 pays d'Asie et d'Afrique, et a organisé près d'une douzaine de formations sur quatre jours dans toute l'Asie.

Ce point est le plus évident dans le cas de l'Association for Social Advancement (ASA) au Bangladesh, une institution qui dessert plus de 2,7 millions de clients, dont beaucoup sont des clients très pauvres lorsqu'ils souscrivent leur premier emprunt. ASA a été reconnue comme étant l'IMF la plus efficace du monde, étant capable de prêter à un coût de 3,5 centimes de dollars américains par dollar prêté.

Finalement, le troisième mythe est réfuté lorsque l'on montre que la microfinance, même si ce n'est pas une panacée, est quand même le meilleur outil que nous avons pour réduire la pauvreté parmi les très pauvres. Les données les plus irréfutables que l'on puisse certainement trouver aujourd'hui sur l'impact du microcrédit se trouvent dans deux documents importants publiés en 2005. Le premier est l'étude de Shahidur Khandker¹⁰, un chercheur de la Banque Mondiale, qui étudia trois IMF du Bangladesh: BRAC, la Grameen Bank et RD-12, cette dernière étant un programme gouvernemental. Les autres résultats se trouvent dans le *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005*, du Programme des Nations Unies pour le Développement. Khandker, dont l'étude se déroula sur 14 ans, put se baser sur des études menées en 1991/92 et 1998/99 par la Banque Mondiale et l'Institut des Etudes sur le Développement du Bangladesh (Bangladesh Institute of Development Studies). Khandker trouva que:

- La pauvreté modérée dans tous les villages décline de 17 pour cent, 18 pour cent dans les zones avec des programmes et 13 pour cent dans des zones sans programme.
- La pauvreté décline de plus de 20% parmi les participants aux programmes qui ont été membres depuis 1991/92, ce qui représente environ trois points par an.¹¹ Plus de la moitié de cette réduction est directement attribuée à la microfinance.
- L'impact est plus grand sur la pauvreté extrême que sur la pauvreté modérée.
- On a observé des effets de retombées liés à l'augmentation de l'activité économique parmi les non participants: la microfinance a réduit la pauvreté parmi ce groupe d'environ 1% par an pour la pauvreté modérée et 1,3% par an pour la pauvreté extrême.

Se basant sur ces données, Khandker conclut que la microfinance était la cause de 40 pour cent de l'ensemble de la réduction de la pauvreté modérée dans les zones rurales du Bangladesh.

¹⁰ Khandker, Shahidur R. "Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh." *World Bank Economic Review*, Volume 19, Issue 2, 2005.

¹¹ Dans un document de travail pour la Grameen Foundation USA, Nathanael Goldberg (2005) écrit: Les lecteurs se rappelleront peut-être de l'estimation de Khandker dans *Fighting Poverty with Microcredit* (1998): cinq pour cent des foyers affiliés à la Grameen Bank sortent de la pauvreté chaque année. Ces deux pour cent de réduction représentent une estimation moins élevée, soit à cause d'améliorations dans le modèle, soit, comme l'avance Khandker, à cause d'une diminution des rendements sur les emprunts supplémentaires pour les membres plus anciens.

Ces résultats sont encore plus significatifs lorsqu'ils sont comparés aux données contenues dans le *Rapport sur le Développement Humain 2005* du PNUD. Le rapport compare l'Inde et le Bangladesh pour montrer que le faible niveau des revenus ne devrait pas être une barrière à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement.

Malgré des niveaux de revenus plus faibles... le Bangladesh a pris le pas sur l'Inde [pour l'amélioration du taux de mortalité infantile]. Ces différences sont importantes. Si l'Inde avait progressé au rythme du Bangladesh en termes de mortalité infantile pendant la dernière décennie, 732.000 enfants de moins mourraient cette année [en Inde].

Le *Rapport sur le Développement Humain* poursuit en expliquant que les pays les plus présents sur les marchés mondiaux ne sont pas nécessairement ceux où la richesse atteint les citoyens qui se trouvent au bas de l'échelle sociale.

L'intégration aux marchés mondiaux a manifestement accéléré la création de richesse, généré le dynamisme économique et amélioré les conditions de vie de millions de personnes en Inde et en Chine. Cependant, les bénéfices en termes de développement humain liés à ce succès économique tardent à atteindre une grande partie de la population.

Dans une section portant sur la croissance modérée du Bangladesh et son développement humain rapide, le rapport identifie quatre facteurs responsables de la croissance du développement humain au Bangladesh: 1) des partenariats actifs avec la société civile, 2) des transferts ciblés, 3) des programmes de santé étendus, 4) des cycles vertueux et le renforcement du pouvoir d'action des femmes. Ce dernier facteur est expliqué dans ce qui suit:

L'amélioration de l'accès des femmes à la santé et à l'éducation ainsi que de meilleures opportunités d'emploi et d'accès au microcrédit, ont élargi le champ des possibilités et responsabilisé les femmes. Malgré la persistance des disparités entre les sexes, les femmes s'imposent de plus en plus comme de puissants catalyseurs de développement, exigeant une plus grande autonomie concernant leur fertilité et l'espacement des naissances, l'éducation de leurs filles et l'accès aux services.

Ces résultats remarquables corroborent les commentaires faits plus tôt par le Pr. Sachs sur le changement radical sur les possibilités qui s'offrent aux clientes des programmes de microfinance du BRAC qui ne voulaient qu'un ou deux enfants, au lieu d'une moyenne de six ou sept enfants qui représentait la norme une génération auparavant.

Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, réfuter partiellement ces mythes ne convaincra pas les critiques. C'est pourquoi la Campagne avait commandé en 2001 un article intitulé *Garantir l'impact* afin de réfuter ces mythes. L'article s'est focalisé sur deux cas: la Society to Help Awaken Rural Poor (SHARE) en Inde et Crédito con Educación Rural (CRECER) en Bolivie. Une étude du GCAP trouva que

Malgré des niveaux de revenus plus faibles... le Bangladesh a pris le pas sur l'Inde [pour l'amélioration du taux de mortalité infantile]. Ces différences sont importantes. Si l'Inde avait progressé au rythme du Bangladesh en termes de mortalité infantile pendant la dernière décennie, 732.000 enfants de moins mourraient cette année [en Inde].

Rapport sur le
Développement Humain
2005

L'amélioration de l'accès des femmes à la santé et à l'éducation ainsi que de meilleures opportunités d'emploi et d'accès au microcrédit, ont élargi le champ des possibilités et responsabilisé les femmes. Malgré la persistance des disparités entre les sexes, les femmes s'imposent de plus en plus comme de puissants catalyseurs de développement, exigeant une plus grande autonomie concernant leur fertilité et l'espacement des naissances, l'éducation de leurs filles et l'accès aux services.

Rapport sur le
développement humain
2005

Initialement, on avançait que seuls les pauvres économiquement actifs devaient être ciblés parce qu'ils constituaient le seul groupe pouvant utiliser avec succès un prêt. La dénomination économiquement actifs désignait par exemple les clients qui avaient au moins un comptoir au marché. Elle excluait les très pauvres. Le ciblage des gens économiquement actifs s'avérait problématique car, virtuellement, tout le monde dans les pays pauvres est économiquement actif d'une façon ou d'une autre. Même la mendicité est une activité génératrice de revenus.

72,5% de nouveaux clients de SHARE vivaient avec moins de 1 USD par jour. Micro-Credit Ratings International Ltd (MI-CRIL) une agence de rating basée en Inde, trouva que SHARE était à 100% financièrement autonome. Une équipe d'évaluation de l'impact des services de la microfinance (AIMS) de l'USAID (Agence Américaine pour le Développement International) trouva qu'un tiers des clients matures de SHARE, les clients qui avaient emprunté de l'argent sur trois ans ou plus, n'étaient plus pauvres. L'année dernière, la ICICI Bank, la seconde banque commerciale en importance de l'Inde a investi 4,3 millions de dollar pour l'achat du portefeuille de SHARE; une autre indication de la puissance de cette institution de microfinance.

Mais ces mythes continuent à persister. Le représentant d'un bailleur de fonds, qui avait visité un programme de microfinance en Inde plusieurs années auparavant, a reconnu au cours de sa visite que s'il ne l'avait pas vu de ses propres yeux, il n'aurait pas cru que des clients aussi pauvres que ceux qu'il rencontrait puissent bénéficier du microcrédit.

Le débat actuel est brouillé par des définitions imprécises et un manque de clarté sur les groupes de pauvres concernés. Initialement, on avançait que seuls les pauvres économiquement actifs devaient être ciblés parce qu'ils constituaient le seul groupe pouvant utiliser avec succès un prêt. La dénomination économiquement actifs désignait par exemple les clients qui avaient au moins un comptoir au marché. Elle excluait les très pauvres. Le ciblage des gens économiquement actifs s'avérait problématique car, virtuellement, tout le monde dans les pays pauvres est économiquement actif d'une façon ou d'une autre. Même la mendicité est une activité génératrice de revenus.

Il devenait de plus en plus clair d'après les études telles que celle sur SHARE mentionnée ci-dessus que si environ les trois-quarts de nouveaux clients vivaient avec moins de 1 USD par jour, alors certaines institutions avaient très certainement trouvé le moyen de desservir les pauvres de façon durable tout en permettant à leurs clients de bénéficier d'un certain progrès social. L'argument a alors changé de ton, avançant que les pauvres des pauvres, ceux vivant avec cinq ou dix centimes de dollar US par jour, ne pouvaient pas bénéficier d'un prêt. Ce dont ils avaient vraiment besoin, c'était d'un endroit sûr pour placer leur épargne. On doit noter que la Campagne du Sommet du Microcrédit n'utilise pas l'expression les pauvres des pauvres. Nous utilisons les termes plus pauvres ou très pauvres, pour faire référence aux nouveaux clients vivant avec moins de 1 USD par jour ou à ceux qui sont dans la seconde moitié de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national de leur pays. Nous utilisons le terme pauvre pour désigner ceux qui vivent dans la pauvreté mais avec plus de 1 USD par jour ou bien ceux se trouvant dans la première moitié vivant en dessous du seuil de pauvreté de leur pays. Dans tous les cas, l'argument selon lequel les pauvres des pauvres, ceux vivant avec cinq ou dix centimes de dollar US par jour, ne peuvent pas bénéficier d'un prêt exclut par inadvertance des milliards de personnes vivant tous avec moins de 1 USD par jour. En d'autres termes, lorsqu'il est dit que les pauvres des pauvres ne peuvent utiliser le microcrédit et que l'on ne précise pas de quels groupes il s'agit, on exclut facilement les gens très pauvres, y compris ceux vivant avec moins de 1 USD par jour.

L'argument selon lequel il faut exclure les soi-disant pauvres des pauvres est encore plus faible lorsque l'on tient compte des expériences en Haïti, Bangladesh et ailleurs

qui se concentrent sur les moyens d'atteindre les plus vulnérables, même les mendiants avec des prêts aussi petits que 3 USD et d'autres services financiers et non financiers [voir encadré 1 sur le programme des mendiants de la Grameen Bank].

Pour plus d'informations sur qui peut ou ne peut pas utiliser avec succès un prêt, vous pouvez vous référer au livre intitulé: *The Economics of Microfinance* écrit par Beatriz Armendáriz de Aghion et Jonathan Morduch:

Cependant, le débat émerge sur un argument relativement nouveau (et nous pensons qu'il est erroné) selon lequel les clients pauvres ont surtout besoin des programmes d'épargne tandis que prêter aux plus pauvres serait prendre un mauvais pari. Cet argument a été fait dans une variété de documents du GCAP, mais la version la plus nuancée se trouve dans une publication de [Marguerite S.] Robinson intitulée: *Financial services in the poverty alleviation toolbox*. Robinson affirme que ni les comptes d'épargne, ni les comptes de crédit sont appropriés pour les foyers extrêmement pauvres, (elle supporte plutôt la création d'opportunités d'emploi, la formation professionnelle, la relocation et la distribution de l'eau potable, les médicaments et la nourriture). La mise à disposition de comptes de crédit et d'épargne n'a de sens que pour les pauvres économiquement actifs et les groupes plus riches, poursuit-elle. Robinson ajoute que seule l'épargne est appropriée pour les plus pauvres qui sont déjà économiquement actifs. Bien que nous soyons d'accord sur le fait que l'accès aux services financiers n'est pas toujours la réponse appropriée pour tout le monde, nous ne n'avons pas de théorie ou de preuves à grande échelle qui nous permettent de conclure que l'épargne est plus appropriée que le crédit pour les personnes les plus pauvres recherchant des services financiers.

Robinson ajoute que seule l'épargne est appropriée pour les plus pauvres qui sont déjà économiquement actifs. Bien que nous soyons d'accord sur le fait que l'accès aux services financiers n'est pas toujours la réponse appropriée pour tout le monde, nous ne n'avons pas de théorie ou de preuves à grande échelle qui nous permettent de conclure que l'épargne est plus appropriée que le crédit pour les personnes les plus pauvres recherchant des services financiers.
Beatriz Armendáriz de Aghion et Jonathan Morduch The Economics of Microfinance

Le programme de la Grameen Bank pour les membres indigents (mendiants) par Muhammad Yunus, Juillet 2005

La Grameen Bank a commencé en 1976 comme un projet expérimental pour combattre la pauvreté rurale en offrant des crédits aux plus pauvres. De sa création à Juillet 2005, la Grameen Bank a déboursé 4,95 milliards de dollar US de crédits à 5 millions d'emprunteurs parmi lesquels 95% étaient des femmes.

Vers la fin de l'an 2002, la Grameen Bank s'est lancée dans un nouveau programme ciblant exclusivement les mendiants au Bangladesh. Beaucoup de gens au Bangladesh se tournent vers la mendicité suite à l'assèchement d'une rivière, à un divorce, à la mort du responsable de famille, au chômage ou à une infirmité. Pour beaucoup de personnes, la mendicité devient une occupation à vie. Au Bangladesh, les mendiants ne bénéficient pas des programmes d'éradication de la pauvreté, ils survivent en marge de la société. Le programme des membres indigents (mendiants) est une nouvelle initiative lancée par la Grameen Bank dans le double but de répondre à une longue campagne de discrédit selon laquelle le microcrédit ne peut pas être utilisé par les personnes appartenant au plus bas niveau de l'échelle de la pauvreté, ainsi que dans le but de renforcer la conviction de la Grameen Bank selon laquelle le crédit doit être accepté comme un droit humain.

Les principales variantes de ce programme ne tiennent pas compte des règles qui s'appliquent aux membres réguliers de la Grameen Bank. On n'exige pas des membres indigents de former des groupes de microcrédit. Bien qu'ils puissent être affiliés à un groupe régulier, ils ne sont pas tenus d'assister aux réunions hebdomadaires. Les membres réguliers des groupes jouent le rôle de mentors vis-à-vis des membres indigents, leur offrant la direction et le support dont ils ont besoin. La banque traite ses membres indigents avec le même respect et la même attention qu'elle offre à ses membres réguliers et se retient d'utiliser le terme péjoratif de mendiant.

Le prêt moyen destiné à un membre indigent avoisine 500 Tk. (8 USD). Il est sans garantie et sans intérêt. L'échéancier de remboursement est flexible et défini par les membres indigents. Les paiements sont faits selon leur convenance et leur capacité. Les remboursements doivent être faits non pas avec l'argent de la mendicité mais plutôt avec l'argent gagné dans leurs nouvelles activités génératrices de revenus.

Le but du programme n'est pas seulement de responsabiliser économiquement les mendiants mais aussi de gonfler leur moral et leur dignité. Ils reçoivent des badges avec leur nom et le logo de la banque qui montrent qu'ils sont soutenus par la banque... les membres indigents vendent des produits tels que le pain, les bonbons, les légumes macérés dans du vinaigre, les poissons fumés, les noix de bétel, les feuilles de bétel, les œufs, les jouets et autres produits pour compléter les revenus de leur mendicité. Ils utilisent également l'argent de leur petit commerce pour produire du riz soufflé, des éventails, des paniers, etc...

Les membres indigents sont encouragés à épargner à la Grameen Bank s'ils le désirent. Ils sont couverts par les programmes d'assurance-vie et d'assurance-prêts sans avoir à payer de primes. Avec le programme d'assurance-vie, leur famille perçoit une petite somme d'argent pour faire face aux dépenses liées aux funérailles et avec l'assurance-prêt, le solde de leur prêt est entièrement remboursé en cas de décès.

La banque fournit aux membres indigents les couvertures, duvets, châles en laine, moustiquaires et parapluies à crédit remboursable sans intérêts. Bien qu'ils ne soient pas obligés d'abandonner la mendicité, près de 1.000 mendiants ont déjà abandonné la mendicité et décidé de poursuivre leurs nouvelles activités commerciales.

Jusqu'en Juillet 2005, 31,10 millions de Taka ont été déboursés au bénéfice de 47.454 membres indigents et 15,39 millions de cette somme ont été remboursés, tandis que les membres indigents ont pu épargner dans leur compte d'épargne personnel 2,23 millions de Taka provenant de leurs ressources propres. La Grameen Bank estime que le nombre des membres indigents dépassera 55.000 d'ici la fin de l'année 2005.

Note: 1 dollar US = 63,53 Tk

Bien qu'ils ne soient pas obligés d'abandonner la mendicité, près de 1.000 mendiants ont déjà abandonné la mendicité et décidé de poursuivre leurs nouvelles activités commerciales.

Jusqu'en Juillet 2005, 31,10 millions de Taka ont été déboursés au bénéfice de 47.454 membres indigents et 15,39 millions de cette somme ont été remboursés, tandis que les membres indigents ont pu épargner dans leur compte d'épargne personnel 2,23 millions de Taka provenant de leurs ressources propres.

Une nouvelle loi et une opportunité pour multiplier les avancées

Au cours de ces dernières années, ce rapport a parlé d'une nouvelle loi américaine qui exige que l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) conçoive et certifie, d'ici Octobre 2006, au moins deux outils de mesure de la pauvreté efficaces et économiques mesurant le niveau de pauvreté à 1 USD par jour. Les nouveaux outils remplaceront la taille des prêts des clients, qui est utilisée aujourd'hui mais qui s'est avérée inadaptée pour une mesure réelle et précise du niveau de pauvreté.

Après avoir certifié ces outils, les institutions recevant des financements de l'USAID devront utiliser un des outils et rendre public le nombre de clients vivant avec moins de 1 USD par jour lorsqu'ils ont commencé le programme. La loi représente un effort pour développer la prise de responsabilité et la transparence sur l'engagement du Congrès qui demande depuis longtemps qu'au moins la moitié des financements de l'unité de microentreprise de l'USAID bénéficie aux clients très pauvres.

Cette nouvelle loi pourrait avoir un impact profond sur tous les secteurs du développement, pas seulement celui de la microfinance, en aidant les leaders des secteurs tels que la santé et l'éducation dans leurs propres efforts à assurer que les très pauvres ne soient pas laissés de côté. De plus, la loi pourrait avoir un impact profond sur le nouvel objectif du Sommet du Microcrédit qui cherche à assurer que 100 millions des familles les plus pauvres du monde franchissent la barre de 1 USD par jour, ajusté au PPA, d'ici la fin de 2015. Ce nouvel objectif du Sommet du Microcrédit est au cœur de l'Objectif de Développement du Millénaire de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de familles vivant avec moins de 1 USD par jour.

Un des articles commandés par le Sommet Mondial du Microcrédit qui se tiendra à Halifax au Canada en Novembre 2006 traitera directement du défi de la mesure de la pauvreté. L'article sera écrit par Thierry van Bastelaer, Directeur du Groupe pour le Développement des Entreprises au Center for Institutional Reform and the Informal Sector (IRIS) à l'Université de Maryland, et Manfred Zeller, un consultant à IRIS et Professeur sur les Théories et Politiques pour le Développement Rural à l'Université de Hohenheim en Allemagne. Van Bastelaer et Zeller sont les concepteurs en chef de ce qui va probablement devenir les nouveaux outils de mesure de la pauvreté de l'USAID. Leur article pour le Sommet de Halifax s'intitule: Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et ceux du Sommet du Microcrédit de réduire la pauvreté extrême: les outils dernier cri mesurant rentablement le franchissement du cap de 1\$ par jour.

Cependant, si l'on veut que son impact potentiel soit pleinement réalisé, les exigences de la nouvelle loi doivent être souscrites par d'autres chefs de file parmi les institutions de développement. On a déjà essayé de pousser cet agenda à la fin de 2003, lorsque plus de 700 parlementaires des Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Japon, Australie, Inde et Mexique adressèrent une telle requête aux dirigeants de la Banque Mondiale, des trois banques régionales de développement et du PNUD.

Van Bastelaer et Zeller sont les développeurs en chef de ce qui va probablement devenir les nouveaux outils de mesure de la pauvreté de l'USAID. Leur article pour le Sommet de Halifax s'intitule: Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et ceux du Sommet du Microcrédit de réduire la pauvreté extrême: les outils dernier cri mesurant rentablement le franchissement du cap de 1\$ par jour.

Aujourd'hui, deux ans plus tard, chacune des cinq institutions a un nouveau dirigeant et les parlementaires sont en train de leur adresser leur requête: Paul Wolfowitz, Président de la Banque Mondiale; Haruhiko Kuroda, Président de la Banque Asiatique de Développement; Luis Alberto Moreno, Président de la Banque InterAméricaine de Développement; Donald Kaberuka, Président de la Banque Africaine de Développement; Kemal Derviş Administrateur du PNUD.

Dans leur lettre adressée à ces nouveaux dirigeants, les parlementaires leur demandent d'agir en tant que partenaires au cours de cette Année Internationale du Microcrédit, en assurant que le potentiel du microcrédit soit pleinement utilisé pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), particulièrement l'objectif de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue.

Les parlementaires reconnaissent la nature révolutionnaire de la microfinance et font les demandes suivantes:

- 1) **Accroître le financement pour la microfinance:** Compte tenu du potentiel incroyable de la microfinance à contribuer à la réalisation des ODM, nous trouvons surprenant qu'à peine 1% des décaissements annuels d'une institution comme la Banque mondiale soit consacré à la microfinance. Dans ce cas particulier, au minimum, nous souhaitons voir ce taux doubler. Ceci est fondé sur le fait que de nombreuses institutions prêteuses de microcrédit ont la capacité de faire profiter des bienfaits de la microfinance des dizaines de millions d'individus parmi les plus pauvres.
- 2) **Destiner au moins 50% des fonds aux plus pauvres:** Nous demandons un engagement de votre part, afin que d'ici le 31 Décembre 2006, au moins 50% de vos investissements en microfinance soit alloué à la clientèle qui, en début de programme, vivait avec moins de 1 \$US/jour ou faisait partie de la moitié inférieure des gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté de leur pays. Votre institution doit se donner comme mandat de rejoindre ces familles pauvres. Une révolution a été nécessaire dans le domaine bancaire, juste pour que le microcrédit puisse exister. Nous croyons qu'il en sera de même dans le domaine du développement, pour pouvoir rejoindre les plus pauvres. Cette révolution ne se produira pas qu'avec de simples incitatifs ou encouragements. *Lettre des parlementaires aux dirigeants des institutions majeures de développement.*
- 3) **Utiliser des outils peu coûteux mais efficaces pour mesurer si l'objectif de consacrer la moitié de vos investissements en microfinance à la clientèle vivant avec moins de 1 \$US/jour en début de programme, a effectivement été atteint.** Qui plus est, nous vous proposons de demander aux institutions prêteuses avec lesquelles vous transigez de commencer à utiliser ces mécanismes de mesure d'ici le 31 Décembre 2007, afin de déterminer la proportion de leur clientèle respective vivant toujours avec moins de 1 \$US/jour et celle qui aura migré au delà de 1 \$US/jour. Un des développements les plus remarquables au chapitre de la réduction de la pauvreté dernièrement, est sans aucun doute la nouvelle loi impliquant l'Agence américaine de développement international USAID. Cette loi prévoit le développement

Votre institution doit se donner comme mandat de rejoindre ces familles pauvres. Une révolution a été nécessaire dans le domaine bancaire, juste pour que le microcrédit puisse exister. Nous croyons qu'il en sera de même dans le domaine du développement, pour pouvoir rejoindre les plus pauvres. Cette révolution ne se produira pas qu'avec de simples incitatifs ou encouragements.
Lettre des parlementaires aux dirigeants des institutions majeures de développement.

d'outils peu onéreux visant à mesurer l'efficacité de ses programmes et leur utilisation par tout organisme de microentreprise recevant des fonds de USAID. Y a-t-il ailleurs, dans le domaine du développement, d'autres cas où on démontre aussi clairement que les plus pauvres ont bel et bien bénéficié de programmes efficaces qui leur ont permis de se sortir de la pauvreté en toute dignité?

- 4) **Rédiger un rapport annuel:** D'ici décembre 2008, nous souhaitons voir votre institution rapporter, sur une base annuelle, les ressources allouées à la microfinance et le pourcentage de celles-ci qui effectivement atteint les familles vivant avec moins de 1 \$US/jour en début de programme, le tout à l'aide d'outils de mesure qui seront développés aux États-Unis au cours des deux prochaines années.

Les parlementaires concluent leur lettre avec la citation suivante d'une déclaration commune faite par Muhammad Yunus de la Grameen Bank et Fazle Abed de BRAC:

Pourquoi devrait-il y avoir débat sur la priorité accordée aux plus pauvres, puisqu'ils sont le plus souvent laissés pour compte? La récente loi américaine veut que l'aide étrangère réservée au micro-crédit rejoigne les personnes vivant avec moins de 1 \$US/jour. Il est inconcevable que qui que ce soit s'objecte à cela! De plus, cela s'inscrit dans la logique de l'aide au développement et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous sommes d'accord, concluent les parlementaires, et souhaitons que votre réponse indiquera que vous l'êtes tout autant que nous.

Les mesures qui seront prises par les dirigeants de la Banque Mondiale, des banques régionales de développement et du PNUD montreront s'il existe vraiment une nouvelle vision, une vision qui reconnaisse pleinement la microfinance durable pour les gens très pauvres comme étant un outil efficace pour atteindre l'OMD sur la réduction de la pauvreté. Leurs réponses démontreront si nous avons finalement réussi à cesser d'opérer comme nous en avons l'habitude, comme le demande Koffi Annan et si nous allons dès aujourd'hui, accélérer et accroître rapidement nos actions.

Les dirigeants vont-ils s'engager à doubler leurs ressources financières en faveur de la microfinance en faisant en sorte que la moitié atteigne les gens très pauvres ou vont-ils être aveuglés par le mythe selon lequel la capacité de distribution locale n'est pas suffisante? Vont-ils réaliser que c'est la moitié des ressources de leur institution qui doit atteindre les gens très pauvres et *non pas* la moitié des ressources de chaque IMF?

Vont-ils réaliser que bien trop souvent le secteur du développement ne réussit pas à atteindre les gens très pauvres et qu'il faut rien de moins qu'une révolution pour réussir à surmonter cet échec? Vont-ils réaliser que des incitatifs ne seront pas suffisants pour lancer cette révolution, alors que les OMD doivent être atteints dans tout juste dix ans?

La récente loi américaine veut que l'aide étrangère réservée au microcrédit rejoigne les personnes vivant avec moins de 1 \$US/jour. Il est inconcevable que qui que ce soit s'objecte à cela! De plus, cela s'inscrit dans la logique de l'aide au développement et de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Vont-ils réaliser que bien trop souvent le secteur du développement ne réussit pas à atteindre les gens très pauvres et qu'il faut rien d'autre qu'une révolution pour réussir à surmonter cet échec? Vont-ils réaliser que des incitatifs ne seront pas suffisants pour lancer cette révolution, alors que les OMD doivent être atteints dans tout juste dix ans?

Vont-ils réaliser, comme l'avance Chris Dunford de Freedom from Hunger, que nous mesurons ce qui est important pour nous et que nous accordons de l'importance à ce que nous mesurons et vont-ils alors donner la même importance à la mesure du niveau de pauvreté des nouveaux clients qu'à celle qu'ils donnent à la mesure de la performance financière des IMFs?

En résumé, vont-ils suivre les visionnaires, les révolutionnaires et la recherche appliquée ou vont-ils continuer à opérer comme ils en ont l'habitude?

Aller plus loin que le fait de desservir les plus pauvres

La discussion précédente se concentrait principalement sur le côté social de la microfinance et ne donnait pas une vue d'ensemble de tout le travail de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Un aperçu du programme du prochain Sommet Mondial du Microcrédit qui se tiendra à Halifax en Novembre 2006 révèle l'engagement de la Campagne vis-à-vis de le champ de travail plus étendu de la microfinance. Des articles vont être commandés pour 40 ateliers et sessions associées et les exemples suivants en sont juste un échantillon:

Le futur de la Microfinance: Envisager le Qui, Quoi, Quand, Où, Pourquoi et Comment de l'expansion de la Microfinance dans les dix prochaines années: Nous nous trouvons à un tournant critique de l'histoire de la Campagne, terminant la première phase et re-lançant la Campagne avec deux nouveaux objectifs à atteindre d'ici 2015. C'est un moment particulièrement important pour établir une vision pour les dix prochaines années.

Surmonter les contraintes légales et réglementaires à la mobilisation de l'épargne: Constituer des épargnes et acquérir d'autres actifs est un élément essentiel pour sortir de façon durable de la pauvreté mais beaucoup d'IMFs n'ont pas le droit d'accepter légalement de collecter l'épargne.

Les programmes de micro-assurance et de micro-assurance maladie efficaces pour réduire la vulnérabilité: Les produits d'assurance sont un autre élément clé pour réduire la vulnérabilité et commencent à être offerts dans le monde entier.

Les envois de fonds à l'étranger: Quels sont les défis et les opportunités?: Des dizaines de milliards de dollars sont transférés chaque année du Nord vers le Sud, parfois à un coût très élevé pour celui qui envoie l'argent. Les IMF commencent à offrir des services de transfert de fonds et accèdent à ce flot de ressources.

Les meilleures pratiques dans le développement des affaires: Comment développons-nous les compétences entrepreneuriales des clients des IMF?: Les services de développement d'entreprises peuvent être un avantage ou un fardeau pour les clients. Les meilleurs services peuvent aider les clients à améliorer leur entreprise et leur permettre de sortir plus vite de la pauvreté.

Les Fonds d'investissement de la Microfinance: Quel est le rôle des investisseurs directs étrangers et comment mesurons-nous à la fois les performances financières et sociales?: Les investissements étrangers directs représentent un domaine qui est en

Des dizaines de milliards de dollars sont transférés chaque année du Nord vers le Sud, parfois à un coût très élevé pour celui qui envoie l'argent. Les IMF commencent à offrir des services de transfert de fonds et accèdent à ce flot de ressources.

train de se développer. Cela présente des défis et des possibilités pour les investisseurs et les IMF.

Les partenariats entre les entreprises et les IMF qui profitent aux entreprises, aux IMF et aux clients: Après des dizaines d'années de négligence, les sociétés commerciales commencent à reconnaître les opportunités qu'il y a à entrer en partenariat avec les IMF et leurs clients. Cette session va discuter des nouvelles innovations dans ce domaine.

Les innovations et les défis du rating des IMF: Alors que c'était un secteur naissant au moment du Sommet de Microcrédit en 1997, les organisations de rating des IMF jouent aujourd'hui un rôle de plus en plus important.

Taux d'intérêt: Servir l'institution et les clients: Un défi toujours intimidant pour le secteur, les IMF doivent trouver l'équilibre entre le besoin de couvrir les coûts et offrir des services financiers efficaces pour les pauvres tout en relevant les défis imposés par le gouvernement sous la forme de plafonds imposés sur les taux d'intérêts.

Avec la transformation en IMF réglementée, quels sont les modèles de propriété qui protègent la mission sociale?: Beaucoup de chefs de file du secteur parlent de l'importance de transformer les IMF non gouvernementales en institutions réglementées. De quoi a-t-on besoin pour assurer que la mission sociale soit renforcée, et non pas érodée, dans ce processus?

Le Microcrédit dans les environnements de post-conflit/conflit, calamités naturelles ou autres difficultés: Les IMF ont dû faire face à l'ouragan Mitch en Amérique Centrale, aux inondations au Bangladesh, au tsunami en Asie du Sud et du Sud-est, au tremblement de terre au Pakistan et aux instabilités civiles en Afrique et ailleurs. Quelles sont les leçons que nous pouvons en tirer?

La méthodologie du sondage

Chaque année, la Campagne du Sommet du Microcrédit passe par un processus de collecte et de vérification des données qui sont à la base de la publication du *Rapport sur l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit*. Le processus inclut: 1) la circulation des Plans d'Action Institutionnels (PAI) auprès des milliers d'opérateurs en leur demandant de soumettre les données les plus récentes; 2) une campagne téléphonique auprès des institutions les plus grandes pour qu'elles soumettent leurs données; 3) un processus de vérification pour faire corroborer par un tiers les données soumises par les IMF les plus grandes; 4) une compilation et analyse des données; et 5) la rédaction du rapport. Depuis maintenant huit ans, ce processus a produit la collecte primaire la plus complète de données disponibles sur les institutions de microfinance.

Dans la plupart des cas, les données présentées dans ce rapport proviennent d'institutions individuelles. Nous avons essayé d'éviter de collecter et d'inclure les données provenant des réseaux institutionnels afin d'éviter de compter deux fois les mêmes choses. Cependant, les réseaux institutionnels ont joué un rôle important en facilitant la collecte des données auprès de leurs membres. Comme les années précédentes,

Les 781 institutions ayant soumis un Plan d'Action en 2005 avaient 90 pour cent de tous les clients les plus pauvres rapportés. Cela signifie que dans ce rapport, les données sont actualisées pour 90 pour cent, tandis que les autres 10 pour cent datent d'un an ou plus.

nous aimerions particulièrement remercier les membres des institutions suivantes pour leur soutien actif lors du processus de collecte des données: AFMIN (AEMFI, AISFD-CI, APIMFT, APIM, AMFIU, GHAMFIN, REGUIPRAM, RIFIDEC, AMFI, APIM-BF, RIM), APIMEC, CARE, Catholic Relief Services, COPEME, Développement international Desjardins, FINCA, FINRURAL, FORO LAC FR, Freedom from Hunger, Grameen Trust, Katalysis, Opportunity International, PKSF, Plan International, Pride Africa, Red Financiera Rural, REDCAMIF (REDIMIF, REDMICROH, ASOMI, ASOMIF and REDCOM), Red para el Desarrollo de las Microfinanzas au Chili, Save the Children, Women's World Banking, World Relief et World Vision International. Nous remercions également les institutions en Asie, Afrique et Amérique Latine qui accueillent les réunions avec notre personnel régional. Ces réunions jouent un rôle primordial pour collecter les Plans d'Action.

Au 21 Octobre 2005, 6.600 institutions étaient membres des 15 conseils de la Campagne du Sommet du Microcrédit. Parmi celles-ci, 4.257 institutions de 131 pays étaient membres du Conseil des Opérateurs du Sommet du Microcrédit, ce qui représente une augmentation de plus de 400 institutions au cours des 12 derniers mois. En 2005, 781 institutions soumettaient un Plan d'Action, dont 238 le faisaient pour la première fois. Les 781 institutions ayant soumis un Plan d'Action en 2005 avaient 90 pour cent de tous les clients les plus pauvres rapportés. Cela signifie que dans ce rapport, les données sont actualisées pour 90 pour cent, tandis que les autres 10 pour cent datent d'un an ou plus. Depuis que nous avons commencé à collecter des Plans d'Action en 1998, la Campagne du Sommet du Microcrédit a reçu des plans de 3.164 institutions opérant dans la microfinance.

Le Plan d'Action demande les données suivantes: 1) Nombre total de clients actifs (clients avec un emprunt en cours); 2) Nombre total de clients actifs qui faisaient partie des plus pauvres lorsqu'ils ont reçu leur premier prêt; 3) Quels outils de mesure de la pauvreté furent utilisés pour déterminer le nombre de clients les plus pauvres; 4) Pourcentage de clients les plus pauvres qui sont des femmes; 5) Taille moyenne du premier emprunt; 6) Nombre total d'épargnants actifs; 7) Taille moyenne de l'épargne par épargnant; 8) Pourcentage des clients les plus pauvres qui sont passés au dessus du seuil de pauvreté; 9) Quel fut l'outil de mesure de l'impact utilisé pour déterminer le nombre de clients qui étaient très pauvres lorsqu'ils ont souscrit leur premier emprunt et qui sont maintenant au-dessus du seuil de pauvreté; 10) services financiers et de développement commercial offerts; et 11) pourcentage d'autonomie financière atteint par une institution.

Dans les PAI 2005, sur lesquels se base ce rapport, on demandait aux opérateurs de fournir les données ci-dessus au 31 Décembre 2004 (réelles), au 31 Décembre 2005 (prévisionnelles) et au 31 Décembre 2006 (prévisionnelles). Le rapport est alors compilé en utilisant les données de la fin de l'année 2004.

Chaque année, dans notre rapport, nous insistons sur le fait que ces données sont établies par les institutions elles-mêmes. Cependant, le personnel de la Campagne du Sommet du Microcrédit revoit les PAI reçus. On a demandé à toute institution qui avait des données douteuses de clarifier ses réponses, et si les questions n'étaient pas résolues, les données n'étaient pas incluses dans notre rapport. En 2000, nous avons aussi commencé à vérifier nos données de façon indépendante. Les plus grandes institutions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine nous donnent les noms de

bailleurs de fonds, d'organisations de recherche, de réseaux ou d'autres institutions qui pourraient vérifier le nombre de clients que chaque institution rapporte, ainsi que le nombre de clients les plus pauvres et le nombre de femmes les plus pauvres. Une lettre est envoyée aux vérificateurs potentiels leur demandant de confirmer les données soumises par une IMF donnée. La lettre stipule: Si vous confirmez, nous considérons que vous avez visité le programme, rencontré les dirigeants, revu les aspects opérationnels, que l'on vous a donné des rapports chiffrés, et que vous pensez que l'institutions et les chiffres listés ci-dessous sont fiables et crédibles.

Clients desservis

Au 31 Décembre 2004, 3164 institutions de microcrédit¹² ont rapporté qu'elles desservaient 92.270.289 clients ayant un prêt en cours, dont 66.614.871 faisaient partie des plus pauvres (dans la seconde moitié de ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté de leur pays ou vivant avec moins de 1 USD par jour) lorsqu'ils ont souscrit leur premier emprunt. Quatre-vingt dix pour cent des familles les plus pauvres déclarées se trouvent en Asie, un continent qui abrite environ 67 pour cent de l'ensemble des gens dans le monde vivant avec moins de 1 USD par jour.

Dans le Rapport sur l'Etat de la Campagne de 2000, 78 institutions, représentant les deux tiers des clients les plus pauvres déclarés, ont eu leurs données vérifiées par une tierce personne. Cette année, nous avons été capables de vérifier les données de 330 institutions, représentant 58.450.926 familles parmi les plus pauvres, soit 87.7 pour cent du total des clients les plus pauvres déclarés. Une liste complète de ces institutions se trouve à la page 39.

Le tableau 1 montre le résultat du processus de vérification au cours des six dernières années:

Tableau 1

Année	Nombre d'institutions vérifiées	Nombre de clients les plus pauvres vérifiés	Pourcentage des clients les plus pauvres	Nombre total de clients les plus pauvres déclarés
2000	78	9,274,385	67	13,779,872
2001	138	12,752,645	66	19,327,451
2002	211	21,771,448	81	26,878,332
2003	234	35,837,356	86	41,594,778
2004	286	47,458,191	87	54,785,433
2005	330	58,450,926	88	66,614,871

Le passage de 54,8 millions de clients les plus pauvres à la fin de 2003 à 66,6 millions à la fin de 2004 représente un taux de croissance de 21,6% au cours de l'année. Le passage de 7,6 millions de clients les plus pauvres à la fin de 1997 à 66,6 millions à la fin

¹² Parmi ces 3164 institutions, 781 ont envoyé leurs Plans d'Action Institutionnels pour 2005. Les 2383 institutions restantes nous ont envoyé leurs données des années précédentes et nous avons inclus ces chiffres dans ce rapport.

Au 31 Décembre 2004, 3164 institutions de microcrédit ont rapporté qu'elles desservaient 92.270.289 clients ayant un prêt en cours, dont 66.614.871 faisaient partie des plus pauvres (dans la seconde moitié de ceux vivant en dessous du seuil de pauvreté de leur pays ou vivant avec moins de 1 USD par jour) lorsqu'ils ont souscrit leur premier emprunt. Quatre-vingt dix pour cent des familles les plus pauvres déclarées se trouvent en Asie, un continent qui abrite environ 67 pour cent de l'ensemble des gens dans le monde vivant avec moins de 1 USD par jour.

Cette année, nous avons été capables de vérifier les données de 330 institutions, représentant 58.450.926 familles parmi les plus pauvres, soit 87.7 pour cent du total des clients les plus pauvres déclarés.

Le passage de 7,6 millions de clients les plus pauvres à la fin de 1997 à 66,6 millions à la fin de 2004 représente une croissance de 776% au cours de cette période de sept ans. Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne doit maintenir un taux de croissance de 38,1% par an. Aujourd'hui, nous sommes juste au dessus d'une moyenne de 36% par an.

de 2004 représente une croissance de 776% au cours de cette période de sept ans. Afin de desservir 100 millions de clients les plus pauvres d'ici la fin de l'année 2005, la Campagne doit maintenir un taux de croissance de 38,1% par an. Aujourd'hui, nous sommes juste au dessus d'une moyenne de 36% par an.

Croissance résultant des institutions qui ont établi un rapport pour la première fois

Chaque année, la Campagne fait un effort délibéré pour inclure des institutions qui n'ont pas encore envoyé de rapport à la Campagne. En 2000, 22% de la croissance provenait des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois. En 2001, 57,8% de la croissance provenait des institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois, bien qu'une portion significative de cette croissance provenait de la National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), qui avait étendu ses activités au cours des quatre dernières années.¹³ En 2002, 33,8% de la croissance venait d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois. En 2003, 27,5% de la croissance venait d'institutions qui envoyaient un rapport pour la première fois. Dans le rapport de cette année, qui couvre les données de 2004, seulement 5,8% de la croissance provient d'institutions ayant envoyé un rapport pour la première fois.¹⁴

¹³ La National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD: Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural) est une des très larges institutions qui ont été incluses pour la première fois dans le rapport 2001. La NABARD est la banque de développement en Inde pour l'agriculture et le développement rural. La NABARD a joué un rôle central ces dix dernières années en étant le pionnier du mouvement des groupes d'entraide (GE) en Inde, dans lesquels les femmes pauvres et très pauvres s'organisent elles-mêmes en groupes. Les membres des GE économisent et prêtent de l'argent entre elles et gèrent également les affaires de leur groupe. Afin de soutenir leurs ressources, les GE arrivés à maturité sont ensuite rattachés au système bancaire formel qui a un réseau étendu de filiales à travers le pays. Bien que les clients de la NABARD furent inclus dans le rapport de l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit en 2001 pour la première fois, son grand nombre de clients (en total et pour les plus pauvres) est le résultat d'une croissance extensive au sein du programme de la NABARD elle-même.

En Mars de l'année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre de clients total	146.166	243.389	560.915	1.608.965	3.992.331	7.837.000	10.760.400	16.186.365	24.277.140
Nombre de clients les plus pauvres	58.613	97.599	224.927	645.195	1.600.925	3.130.000	8.608.300	12.949.092	19.421.070

Afin d'éviter de les compter deux fois, les figures rapportées par ces agences ont été soustraites des figures de la NABARD pour déterminer le nombre réel de clients total, de clients les plus pauvres et de clientes les plus pauvres. Après ces calculs, la NABARD avait un nombre total de clients s'élevant à 13.758.639, dont 11.006.728 faisaient partie des clients les plus pauvres quand ils ont commencé avec le programme.

¹⁴ L'organisation Commissionerate of Women Empowerment and Self Employment (Commission pour l'Emancipation et l'Entreprenariat des Femmes) dans l'Andra Pradesh en Inde était le plus grand programme à envoyer un rapport pour la première fois en 2004 sur les données de 2003. Elle a récemment changé de nom pour devenir la Society for Empowerment of Rural Poor (SERP). En 2005, SERP a reporté desservir 5.552.982 clients les plus pauvres. Afin d'éviter le double décompte avec les chiffres annoncés par la NABARD, comme l'a indiqué SERP, nous avons seulement inclus 58% du nombre total de clients les plus pauvres déclarés. Après ces calculs, SERP dénombrait 3.220.730 clients qui faisaient partie des plus pauvres quand ils ont commencé avec le programme.

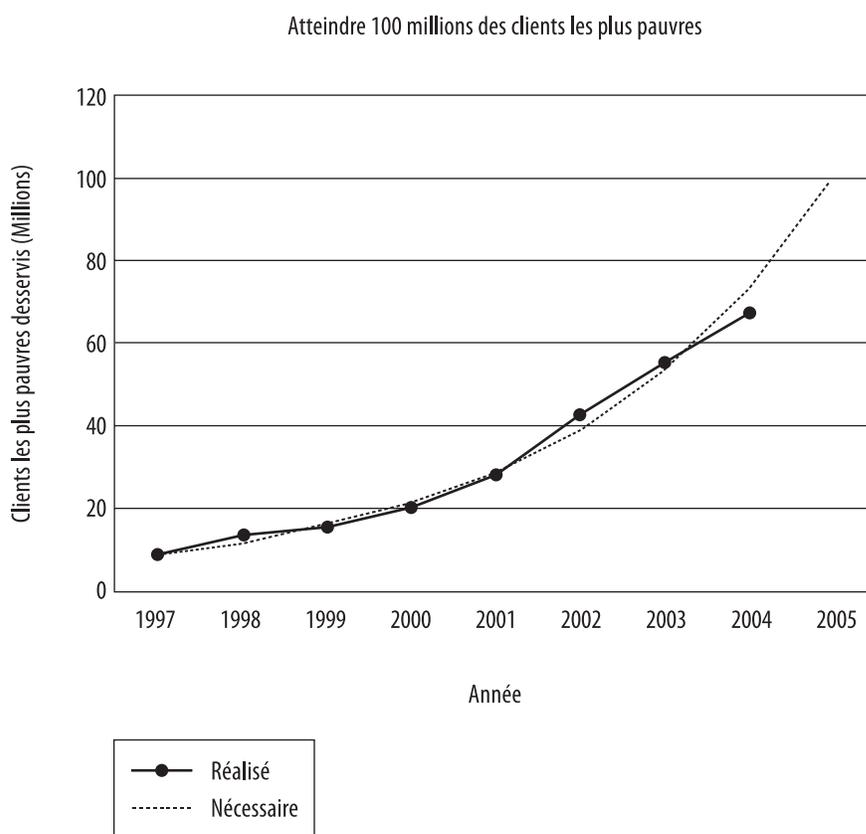
Le tableau 2 montre les progrès au cours des sept dernières années:

Tableau 2

Année	Nombre de programmes ayant envoyé un rapport	Total du nombre de clients desservis	Nombre déclaré de clients les plus pauvres
31/12/97	618 institutions	13,478,797	7,600,000
31/12/98	925 institutions	20,938,899	12,221,918
31/12/99	1,065 institutions	23,555,689	13,779,872
31/12/00	1,567 institutions	30,681,107	19,327,451
31/12/01	2,186 institutions	54,932,235	26,878,332
31/12/02	2,572 institutions	67,606,080	41,594,778
31/12/03	2,931 institutions	80,868,343	54,785,433
31/12/04	3,164 institutions	92,270,289	66,614,871

La Figure 1 montre la courbe de croissance en terme de clients les plus pauvres desservis depuis 1997 comparée à la croissance nécessaire pour atteindre 100 millions de clients les plus pauvres d'ici 2005.

Figure 1



La taille des institutions soumettant un rapport varie énormément. Le tableau 3 montre la différence de taille des 3 164 institutions dont les données sont incluses dans ce rapport.

Tableau 3

Taille de l'institution (en terme de clients les plus pauvres)	Nombre d'institutions	Nombre combiné de clients les plus pauvres
1 million ou plus	8	22,451,770 ou 33.7 % du total
100,000-999,999	41	10,037,363 ou 15.1 %
10,000-99,999	276	7,195,883 ou 10.8 %
2,500-9,999	515	2,498,206 ou 3.8 %
Moins de 2,500	2.321	1,258,301 ou 1.9 %
Réseaux ¹⁵	3	23,173,348 ou 34.8 %

Parmi les 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis, 55,7 millions, soit 83,6%, reçoivent des services par les 52 institutions individuelles et réseaux les plus larges soumettant un rapport, des institutions qui ont 100.000 clients ou plus parmi les plus pauvres.

Clientes desservies

Parmi les 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2004, 83,5% sont des femmes, ce qui représente 55,6 millions de clientes. La croissance en termes de femmes très pauvres desservies est passée de 10,3 millions en 1999 à 55,6 millions à la fin de l'année 2004. Cela représente une augmentation de 440% pour le nombre de femmes très pauvres desservies entre le 31 Décembre 1999 et le 31 Décembre 2004. Cette augmentation représente 45,3 millions de femmes de plus qui reçoivent des microprêts au cours des cinq dernières années.

L'utilisation des outils de mesure de la pauvreté

Comme on l'a mentionné plus tôt, le plus grand défi de la Campagne du Sommet du Microcrédit est de remplir le fossé qui existe entre son engagement à offrir des services aux familles les plus pauvres et le nombre insuffisant de bons outils de mesure de la pauvreté qui sont aujourd'hui utilisés.

Au début de l'an 2000, la Campagne demandait aux opérateurs d'indiquer s'ils utilisaient des outils de mesure de la pauvreté pour cibler ou identifier les clients les plus pauvres et si oui, lesquels. Parmi les institutions ayant envoyé un rapport cette année, les deux tiers (341 parmi les 512 institutions ayant soumis un Plan d'Action en 2000) disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté qui était différent d'une simple

¹⁵ Les chiffres ci-dessus incluent les données provenant de trois larges réseaux: la Banque Nationale pour l'Agriculture et le Développement Rural (NABARD), voir note 14 en bas de page, en Inde; l'Association des Confédérations Asiatiques des Coopératives de Crédit (ACCU), qui compte un total de 3.137.4398 clients, faisant tous partie de la classe des clients très pauvres; et le Bureau pour le Développement Rural au Bangladesh (BRDB), qui compte un total de 3.713.728 clients, parmi lesquels 3.528.041 très pauvres. Ces entités ne sont pas des institutions de microfinance individuelles, mais elles rapportent le nombre clients desservis à la Campagne du Sommet du Microcrédit, qui les inclut dans son rapport après avoir éliminé le double décompte.

Parmi les 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis à la fin de 2004, 83,5% sont des femmes, ce qui représente 55,6 millions de clientes. Cela représente une augmentation de 440% pour le nombre de femmes très pauvres desservies entre le 31 Décembre 1999 et le 31 Décembre 2004. Cette augmentation représente 45,3 millions de femmes de plus qui reçoivent des microprêts au cours des cinq dernières années.

estimation. Trente pour cent de ce groupe (soit 104 institutions) nous ont dit qu'elles utilisaient un des deux outils faisant partie de la Boîte à Outils sur la Mesure de la Pauvreté: le Classement Participatif des Richesses ou l'Indice sur les Maisons de CASHPOR.

Cette année, parmi les 781 institutions ayant soumis un rapport en 2005, 540, soit 69,1%, disaient utiliser un outil de mesure de la pauvreté qui était différent d'une simple estimation. Dans ce groupe, 22,8% (soit 123 institutions) nous ont dit qu'elles utilisaient un des deux outils de la Boîte à Outils sur la Mesure de la Pauvreté.

Données régionales

Parmi les 3.164 institutions nous ayant envoyé un rapport, 994 se trouvent en Afrique, 1.628 en Asie, 388 en Amérique Latine et aux Caraïbes, 48 en Amérique du Nord, 72 en Europe et dans les Etats Nouvellement Indépendants (ENI) et 34 au Moyen Orient.

Le tableau 4 montre la répartition régionale des données:

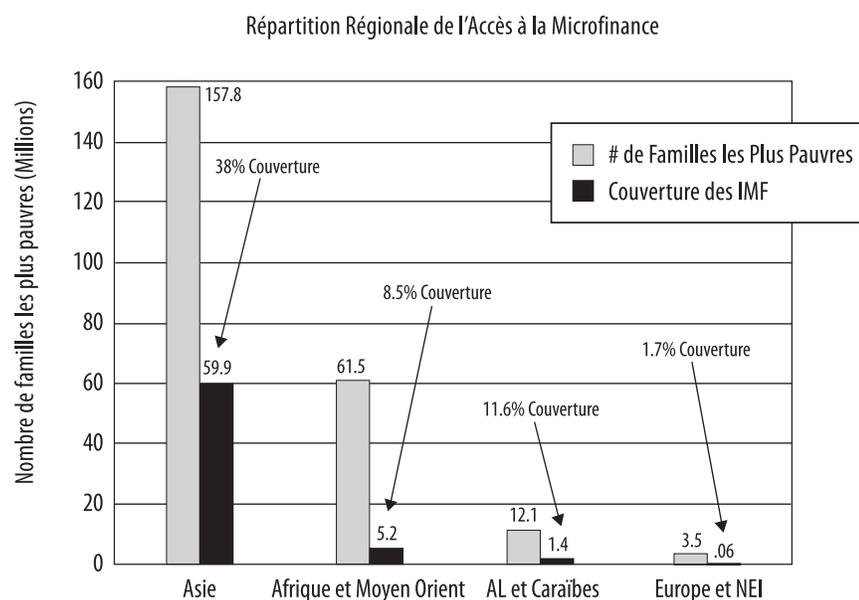
Tableau 4

Région	Nombre d'institutions faisant rapport	Nombre total de clients en 2003	Nombre total de clients en 2004	Nombre de clients les plus pauvres en 2003	Nombre de clients les plus pauvres en 2004	Nombre de femmes les plus pauvres en 2003	Nombre de femmes les plus pauvres en 2004
Afrique	994	6,438,587	7,004,840	4,725,912	5,062,166	3,180,419	3,271,510
Asie	1,628	71,585,413	81,009,798	48,797,590	59,939,638	41,272,188	51,212,061
Amérique Latine & Caraïbes	388	2,519,299	3,854,401	1,121,324	1,429,360	719,191	1,020,992
Moyen Orient	34	106,464	168,575	54,039	92,568	22,785	61,804
Totaux pour le monde en voie de développement	3,044	80,649,763	92,037,614	54,698,865	66,523,732	45,194,583	55,566,367
Amérique du Nord	48	53,147	56,911	24,817	28,638	10,782	17,696
Europe & NEI	72	165,433	175,764	61,751	62,501	37,360	38,343
Totaux pour le monde industrialisé	120	218,580	232,675	86,568	91,139	48,142	56,039
Totaux Globaux	3,164	80,868,343	92,270,289	54,785,433	66,614,871	45,242,725	55,622,406

La figure 2 montre la relation entre le nombre de familles vivant dans un état de pauvreté absolue dans chaque région (c'est-à-dire ceux vivant avec moins de un dollar par jour PPA) et le nombre de familles les plus pauvres qui ont été desservies dans chaque région à la fin de 2004.

Parmi les 3.164 institutions nous ayant envoyé un rapport, 994 se trouvent en Afrique, 1.628 en Asie, 388 en Amérique Latine et aux Caraïbes, 48 en Amérique du Nord, 72 en Europe et dans les Etats Nouvellement Indépendants (ENI) et 34 au Moyen Orient.

Figure 2¹⁶



Desservir 100 millions de personnes parmi les plus pauvres d'ici la fin de 2005

Entre 1997 et 2003, les données publiées par la Campagne du Sommet du Microcrédit ont révélé un taux de croissance annuelle moyen suffisant pour desservir 100 millions des familles les plus pauvres du monde avec des microprêts d'ici la fin de 2005. Cependant, le rapport de cette année révèle le premier déclin dans cette estimation. Alors qu'il est clair que plus de 100 millions de familles vont être desservies d'ici la fin de 2005, le point de référence de 100 millions de familles *les plus pauvres* ne sera peut-être pas atteint avant la fin de 2006 ou 2007. Cela dit, les progrès jusqu'à aujourd'hui restent remarquables et représentent une des plus grandes avancées dans le secteur du développement international.

Dans la nouvelle édition de son livre, *The Price of a Dream*, David Bornstein écrit: Les progrès de la Campagne du Sommet du Microcrédit représentent une de ces rares fois où une promesse importante du secteur du développement est en train de se réaliser—et de façon remarquablement proche de son calendrier original.

Nous pouvons affirmer que l'objectif de desservir 100 millions de clients parmi les plus pauvres *sera* atteint, alors que d'autres tentatives d'atteindre d'autres objectifs de développement échouent trop souvent, parce que la microfinance a un caractère unique: elle surmonte deux des plus importantes contraintes s'opposant aux objectifs de développement internationaux: 1) financements insuffisants et 2) échec de beaucoup d'initiatives de développement à atteindre les très pauvres.

Les progrès de la Campagne du Sommet du Microcrédit représentent une de ces rares fois où une promesse importante du secteur du développement est en train de se réaliser—et de façon remarquablement proche de son calendrier original.
David Bornstein,
The Price of a Dream

¹⁶ Adapté du chapitre Financer la Microfinance pour la Réduction de la Pauvreté du livre *Chemins Hors de la Pauvreté*, Kumarian Press (2002).

La contrainte de financement fut adressée en 1997 dans une déclaration de Michael Chu qui était à l'époque le Président de ACCION. Cité dans *La Déclaration et le Plan d'Action* pour le Sommet du Microcrédit de 1997, Chu disait: La confirmation que les crédits à la microentreprise peuvent être opérés de manière à atteindre la viabilité économique est un accomplissement aux proportions révolutionnaires. Cela permet à une activité motivée par l'impact social de se libérer du paradoxe structurel de la plupart des efforts humanitaires, à savoir: le coût de desservir chaque personne supplémentaire rapproche le programme de ses limites économiques. Au contraire, la microfinance menée avec succès accroît son autonomie financière en s'agrandissant.

Alors qu'il y a certainement des contraintes financières en microfinance, particulièrement lors de la phase de lancement, celles-ci sont très différentes de celles auxquelles font face certaines initiatives cherchant à atteindre des objectifs de grande ampleur telles que la vaccination de tous les enfants ou assurer que tous aillent à l'école primaire. Ces activités vitales ont un coût supplémentaire pour chaque enfant vacciné ou inscrit à l'école, tandis que la microfinance, comme le dit Chu, accroît son autonomie financière en s'agrandissant. Cette barrière traditionnelle, les financements insuffisants, ne représente pas la même sorte de contrainte quand il s'agit d'atteindre l'objectif du Sommet du Microcrédit que quand il s'agit d'atteindre d'autres objectifs de développement.

La seconde barrière, le défi de desservir les très pauvres, fut clairement exprimée dans une déclaration de Peter Adamson, qui rédigea pendant de nombreuses années les *State of the World's Children Reports* (Rapports sur la Situation des Enfants dans le Monde) avec Jim Grant de l'UNICEF. En Décembre 1990, Adamson participait à une conférence internationale dont le but était de discuter du dernier rapport de l'UNICEF. Le Sommet Mondial pour l'Enfance s'était tenu trois mois plus tôt et on demandait à Adamson quel était celui parmi les sept objectifs établis par le Sommet de l'Enfance qui aurait le moins de chances d'être atteint. Quel était l'objectif le plus difficile à atteindre? Serait-ce celui de réduire la mortalité infantile ou celui de réduire l'analphabétisme ou celui d'accroître l'accès à l'eau potable et une bonne hygiène publique? La réponse d'Adamson était étonnante de clarté.

Aucun des objectifs ne sera plus difficile qu'un autre à atteindre, répondit Adamson. Ce sont les 20 pour cent les plus pauvres de la population qui auront le plus de chance de ne pas être atteints. Ce n'est pas un objectif qui sera le plus difficile à atteindre, c'est un groupe.

Les 20 pour cent les plus pauvres de la population dont parlait Adamson sont les 1,2 milliards de personnes vivant avec moins de 1 USD par jour. C'est le groupe que le Sommet du Microcrédit s'est engagé à atteindre et c'est aussi le groupe ciblé par les Objectifs du Millénaire pour le développement, particulièrement l'objectif de réduire de moitié la pauvreté absolue d'ici 2015.

Le secteur de la microfinance est déjà en train de surmonter cette barrière grâce à l'engagement constant et croissant, dont nous avons discuté plus tôt, de desservir les très pauvres.

*La confirmation que les crédits à la microentreprise peuvent être opérés de manière à atteindre la viabilité économique est un accomplissement aux proportions révolutionnaires. Cela permet à une activité motivée par l'impact social de se libérer du paradoxe structurel de la plupart des efforts humanitaires, à savoir: le coût de desservir chaque personne supplémentaire rapproche le programme de ses limites économiques. Au contraire, la microfinance menée avec succès accroît son autonomie financière en s'agrandissant.
Michael Chu, Ancien Président, ACCION*

Quels clients ne sont pas comptés?

Alors que la Campagne compte 66,6 millions de familles les plus pauvres desservies à la fin de 2004, il y a des familles qui ne sont pas incluses dans cette évaluation. Quelles sont ces familles?

Il existe de larges programmes en Chine et en Thaïlande qui n'ont jamais envoyé de rapport à la Campagne et leurs données ne sont donc pas incluses dans nos rapports. On espère que le Rapport 2006 sur l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit inclura ces données.

- **Les clients qui sont sortis du programme avec succès:** Certains chefs de file de la campagne ont avancé que notre point de référence, à savoir les clients qui ont un prêt au moment du décompte, peut laisser de côté les millions de personnes qui sont sortis avec succès du programme d'une institution de microfinance. Bien que cela soit certainement vrai, la Campagne n'a pas la possibilité de déterminer si le départ d'un client est le résultat d'un succès ou d'un échec et donc se concentre sur ceux qui ont actuellement un prêt.
- **Les clients de larges programmes gouvernementaux en Chine et en Thaïlande:** Il existe de larges programmes en Chine et en Thaïlande qui n'ont jamais envoyé de rapport à la Campagne et leurs données ne sont donc pas incluses dans nos rapports. On espère que le Rapport 2006 sur l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit inclura ces données.
- **Les programmes qui ont envoyé des rapports une ou plusieurs années plus tôt mais qui n'ont rien envoyé cette année:** Il y a plus de 2000 institutions qui ont envoyé des rapports à la Campagne les années précédentes mais qui n'ont pas envoyé un rapport cette année. Dans ce cas, nous avons utilisé leurs anciennes données, qui ne représentent que 10% des 66,6 millions de clients les plus pauvres desservis. Certaines de ces IMF peuvent avoir fermé, mais beaucoup d'autres ont connu une croissance exponentielle. Ceci ne se trouve pas non plus dans nos données.
- **Les institutions que nous n'avons pas encore identifiées:** Il n'existe aucune autre organisation ayant collecté des données auprès de 3.164 institutions tel que l'a fait la Campagne du Sommet du Microcrédit, mais il y a des milliers d'autres IMF, la plupart assez petites, qui n'ont pas encore soumis un Plan d'Action Institutionnel. Nos efforts, particulièrement ceux de nos organisateurs régionaux, de notre personnel basé à Washington D.C. et de notre réseau de partenaires dans le monde, vont continuer à identifier ces IMF et à collecter leurs données.

Relancer la Campagne du Sommet du Microcrédit avec deux nouveaux objectifs d'ici 2015

Plus tôt cette année, les Comités Exécutifs de la Campagne du Sommet du Microcrédit et de RESULTS Educational Fund¹⁷ ont accepté d'étendre la Campagne jusqu'en 2015, avec deux nouveaux objectifs. Cette décision reflète une volonté

¹⁷ Le Sommet du Microcrédit est un projet de RESULTS Educational Fund, une organisation non gouvernementale basée aux Etats-Unis, qui a été responsable de la Campagne depuis ses débuts en 1995.

d'augmenter la contribution de la Campagne aux Objectifs du Millénaire pour le développement, particulièrement celui de réduire de moitié la pauvreté absolue d'ici 2015. Les deux nouveaux objectifs sont les suivants:

- 1) S'assurer que 175 millions des familles les plus pauvres, particulièrement les femmes de ces familles, reçoivent des crédits leur permettant d'exercer une activité économique indépendante et d'autres services financiers et commerciaux d'ici la fin de 2015. (Avec une moyenne de cinq membres par familles, cela affecterait 875 millions de personnes.¹⁸)
- 2) S'assurer que 100 millions des familles les plus pauvres du monde passent de moins de 1 USD par jour ajusté à la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) à plus de 1 USD par jour ajusté au PPA d'ici la fin de 2015. (Avec une moyenne de cinq membres par famille, cela signifierait que 500 millions de personnes seraient passées à plus de 1 USD par jour, atteignant presque l'Objectif de Développement du Millénaire de réduire de moitié la pauvreté absolue.)

Aussi intéressants que soient ces nouveaux objectifs, un objectif en particulier est difficile à mesurer. En fait, cela fait déjà deux fois que la Campagne du Sommet du Microcrédit établit des objectifs pour lesquels il n'existe pas de moyens répandus et efficaces et économiques pour en mesurer les progrès. C'était certainement le cas en ce qui concernait les outils efficaces et économiques de mesure de la pauvreté lorsque le Sommet fut lancé en 1997 avec son objectif de desservir 100 millions parmi les plus pauvres. L'absence de tels outils était un obstacle important contre la possibilité d'atteindre l'objectif centré sur la pauvreté du Sommet du Microcrédit. Lorsqu'un objectif quantifiable est établi sans moyens d'en mesurer les progrès, l'objectif peut perdre toute signification.

Cependant, la Campagne a cherché sans cesse à relever ce défi et ce travail fut une de nos plus grandes contributions au secteur. Par exemple, un Groupe de Discussion sur la Mesure de la Pauvreté créé en 1997 mena à la création et la dissémination d'une Boîte à Outils de Mesure de la Pauvreté en 1998, qui inclut les outils dont nous avons discuté précédemment: 1) Participatory Wealth Ranking (PWR) et 2) CASHPOR House Index (CHI).

Avec le nouvel objectif d'avoir 100 millions de familles parmi les plus pauvres du monde qui passent au-dessus de 1 USD par jour ajusté à la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA), nous faisons face à une nouvelle difficulté pour mesurer les progrès: nous avons besoin d'outils efficaces et économiques qui permettent de déterminer si une famille passe d'un statut de moins d'1 USD par jour à celui de plus d'1 USD par jour. C'est un défi que nous allons devoir relever au cours des prochaines années.

Une grande différence entre le défi de 1997–2005 et celui de 2006–2015 est la nouvelle loi américaine qui demande le développement et la certification d'outils de mesure de la pauvreté efficaces et économiques qui puissent mesurer le degré de pauvreté par

¹⁸ A la fin de 2004, le nombre *total* de familles desservies s'élevait à 92,3 millions, soit 38,5% de plus que le nombre de clients *les plus pauvres* desservis. Si ce pourcentage restait constant et si 175 millions de clients les plus pauvres étaient desservis d'ici la fin de 2015, le nombre total de familles desservies à la fin de 2015 s'élèverait à 242 millions, affectant plus de 1,2 milliards de membres de ces familles.

A la fin de 2004, le nombre total de familles desservies s'élevait à 92,3 millions, soit 38,5% de plus que le nombre de clients les plus pauvres desservis. Si ce pourcentage restait constant et si 175 millions de clients les plus pauvres étaient desservis d'ici la fin de 2015, le nombre total de familles desservies à la fin de 2015 s'élèverait à 242 millions, affectant plus de 1,2 milliards de membres de ces familles.

En Février 2004, plus de 1.200 délégués de 47 pays participaient à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de la Région Asie/Pacifique qui se tenait à Dhaka, au Bangladesh et qui était organisée en partenariat avec la Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF). Le 10 Octobre 2004, plus de 650 participants venant de 75 pays se sont retrouvés à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de la Région Moyen Orient/Afrique (MEARMS) qui s'est tenue à Amman en Jordanie et qui était organisée en partenariat avec le Arab Gulf Program for United Nations Development Organizations (AGFUND) basée en Arabie Saoudite. Enfin, en Avril 2005, plus de 1100 délégués de 38 pays se sont rendus à Santiago, Chili pour participer à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de l'Amérique Latine/Caraïbes, organisée en partenariat avec BancoEstado et d'autres institutions chiliennes.

rapport à 1 USD par jour. Ces nouveaux outils pourraient permettre de déterminer de façon relativement précise si une famille commence avec moins de 1 USD par jour et, si ces outils sont utilisés sur une période continue, si cette même famille passe à plus de 1 USD par jour.¹⁹

Si c'est le cas, cela aura certainement les deux résultats suivants: 1) fournir une impulsion nécessaire à l'OMD de réduire de moitié la pauvreté absolue d'ici 2015 et 2) contrarier les puristes de l'impact qui vont avancer que des outils de mesure de l'impact plus rigoureux et plus chers sont nécessaires pour établir l'élément de causalité. Ils pourraient dire: Ce n'est pas parce qu'une famille commence avec moins de 1 USD par jour que cela signifie que leur progrès au-dessus de 1 USD par jour est le résultat de leur participation à un programme de microfinance. Un outil à faible coût ne sera pas capable de déterminer la causalité.

Cela a toujours été le compromis à faire: avoir une idée du niveau de pauvreté des clients à l'entrée d'un programme et de leurs progrès, à partir d'outils moins rigoureux mais efficaces et économiques, ou ne pas voir d'idée du progrès social fait à moins qu'une agence gouvernementale paye pour une évaluation d'impact plus coûteuse. Pendant des années, cette discussion n'a pas permis à beaucoup d'opérateurs de connaître le niveau de pauvreté de leurs clients entrants au-delà des évidences anecdotiques.

L'USAID a commissionné le Centre IRIS, à l'Université du Maryland, pour coordonner un processus visant à développer des outils précis et efficaces et économiques de mesure de la pauvreté en réponse à cette nouvelle loi américaine. Une équipe de chercheurs a commencé à tester plus de 700 indicateurs de base contre l'outil plus rigoureux du Living Standards Measurement Study (LSMS), l'outil plus coûteux utilisé par la Banque Mondiale et d'autres organisations pour déterminer le seuil de pauvreté de 1 USD par jour, afin de déterminer quels sont les indicateurs les moins coûteux qui se rapprochent le plus du LSMS. Les tests de précision ont été menés avec succès et les tests sur le caractère pratique des outils ont commencé. Des informations détaillées sur le projet sont disponibles à www.povertytools.org ou sur le site Internet de la Division sur la Microentreprise de USAID www.microlinks.org.

Rencontres régionales et mondiales du Sommet du Microcrédit en 2004 – 2006

En 2005, le Sommet du Microcrédit a complété la troisième de sa série la plus récente de rencontres régionales. En Février 2004, plus de 1200 délégués de 47 pays participaient à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de la Région Asie/Pacifique qui se tenait à Dhaka, au Bangladesh et qui était organisée en partenariat avec la Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF). Le 10 Octobre 2004, plus de 650 participants venant de 75 pays se sont retrouvés à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de la Région Moyen Orient/Afrique (MEARMS) qui s'est tenue à

¹⁹ L'objectif, bien sûr, n'est pas de se contenter de faire en sorte que les familles passent à plus d'1 USD par jour, mais que ce passage soit le début d'un progrès continu dans le bien-être de ces familles.

Amman en Jordanie et qui était organisée en partenariat avec le Arab Gulf Program for United Nations Development Organizations (AGFUND) basée en Arabie Saoudite. Enfin, en Avril 2005, plus de 1100 délégués de 38 pays se sont rendus à Santiago, Chili pour participer à la Rencontre Régionale du Sommet du Microcrédit de l'Amérique Latine/Caraïbes, organisée en partenariat avec BancoEstado et d'autres institutions chiliennes.

Chaque rencontre est organisée pour faire avancer l'agenda d'apprentissage de la Campagne comme l'a exprimé dans la déclaration suivante Anne Hastings, Directrice de Fonkoze en Haïti, immédiatement après la rencontre Amérique Latine/Caraïbes: C'était extraordinaire! C'était formidable d'être à une conférence où lors de la cérémonie d'ouverture, on donnait le ton: Le microcrédit n'est pas le but mais le moyen— Le but est d'éradiquer la pauvreté!

L'agenda d'apprentissage de la Campagne sera décuplé lorsque 2000 délégués de plus de 100 pays se retrouveront au Sommet Mondial du Microcrédit à Halifax, Nouvelle Ecosse, Canada, du 12 au 15 Novembre 2006. Les données de la fin de 2005 seront publiées lors du Sommet de Halifax. Les informations sur le Sommet Mondial du Microcrédit 2006 se trouvent sur le site Internet suivant: <http://www.globalmicrocreditsummit2006.org>

Conclusion

Connaissez-vous ce dicton: Donnez un poisson à un homme, il va manger pour une journée. Apprenez à l'homme comment pêcher, il mangera toute sa vie? Il lui manque quelque chose: la microfinance est la canne à pêche, le bateau, le filet, etc. Argent et dignité, côte à côte.... Le dicton devrait peut-être être: Donnez un poisson à un homme, il va manger pour une journée. Donnez du microcrédit à une femme, elle, son mari, ses enfants et sa famille étendue mangeront toute leur vie.

Bono, chanteur, U2

Nous concluons ce rapport avec l'histoire de Susan Wangui du Kenya, une histoire d'adversité et d'espoir.

Susan a grandi dans une zone rurale pauvre du Kenya. Elle était la seule parmi ses frères et sœurs à aller à l'école mais fut obligée d'abandonner après sa quatrième année lorsque sa famille n'a pas pu continuer à payer les frais de scolarité. Ses parents l'expulsèrent lorsqu'elle tomba enceinte à l'âge de 17 ans. Espérant trouver du travail, Susan et son bébé allèrent à Nairobi, où elle se maria et eut une fille. Son mari la laissa lorsqu'ils apprirent qu'elle était infectée par le VIH. Incapable de trouver du travail et sans aucun moyen de pourvoir aux besoins de ses deux jeunes enfants, Susan se prostitua.

Susan entendit parler de Jamii Bora, une institution de microfinance basée à Nairobi, grâce à des voisins dans son bidonville. Elle

Le Sommet du Microcrédit organise le Sommet Mondial du Microcrédit à Halifax, Nouvelle Ecosse, Canada, du 12 au 15 Novembre 2006. Deux milles délégués de plus de 100 pays sont attendus. Les données de la fin de 2005 seront publiées lors du Sommet de Halifax. Les informations sur le Sommet Mondial du Microcrédit 2006 se trouvent sur le site Internet suivant: <http://www.globalmicrocreditsummit2006.org>

Donnez un poisson à un homme, il va manger pour une journée. Donnez du microcrédit à une femme, elle, son mari, ses enfants et sa famille étendue mangeront toute leur vie.
Bono, chanteur, U2

Lorsque la Campagne fut lancée en 1997, il y avait 7,6 millions de clients comme Janèt et Susan, les femmes dont les vies sont décrites dans ce rapport. Ces 7,6 millions de clients très pauvres affectaient 38 millions de membres de leurs familles. A la fin de 2004, 66,6 millions de clients très pauvres étaient desservis par les institutions de microfinance, apportant de l'espoir à environ 333 millions de membres de leurs familles.

termina leur formation commerciale, qui l'aida à améliorer ses compétences commerciales et lui donna la confiance en soi pour commencer son négoce de raccommodage et de vente de vêtements. Les services de microfinance lui permirent d'abandonner la prostitution et de déménager sa famille d'une cabane d'un bidonville dominé par le crime et les maladies à une maison plus sûre.

Susan a parfois des difficultés à payer le loyer plus élevé et doit parfois sauter quelques repas, mais elle pense que la sécurité de ses enfants justifie les difficultés qu'elle rencontre. Leur maison a un plancher, de l'eau courante, un toit qui ne laisse pas filtrer l'eau et une porte qui ferme à clé—un luxe qu'ils n'avaient pas avant.

Avec chaque emprunt qui augmente, Susan achète plus de matières premières en gros et à des coûts moins élevés, ce qui lui permet d'augmenter sa marge bénéficiaire. Elle est convaincue qu'elle ne serait pas vivante sans l'assurance médicale de Jamii Bora et l'accès aux médicaments contre le VIH, et elle ne veut pas imaginer ce qu'il serait advenu de ses enfants alors qu'il n'y a personne d'autre pour s'occuper d'eux. Pour la première fois de sa vie, Susan a des épargnes et se bat pour gagner suffisamment d'argent pour que ses enfants puissent être éduqués de sorte qu'ils puissent se libérer des chaînes de la pauvreté.²⁰

Lorsque la Campagne fut lancée en 1997, il y avait 7,6 millions de clients comme Janèt et Susan, les femmes dont les vies sont décrites dans ce rapport. Ces 7,6 millions de clients très pauvres affectaient 38 millions de membres de leurs familles. A la fin de 2004, 66,6 millions de clients très pauvres étaient desservis par les institutions de microfinance, apportant de l'espoir à environ 333 millions de membres de leurs familles.

Les aspirations de cette Campagne et de nos partenaires et leurs clients sont très bien exprimées dans l'extrait suivant de *Man and Superman* de George Bernard Shaw:

C'est la vraie joie de la vie d'être utilisé pour un but reconnu par vous-même comme étant un but majestueux, être une force de la nature, plutôt que le dépositaire égoïste de tous les maux et toutes les plaintes, se plaignant que le monde ne se dévoue pas à vous rendre heureux. Je pense que ma vie appartient à toute la communauté et c'est mon privilège de faire pour elle tout ce que je peux. Je veux être complètement épuisé quand je meurs, parce que plus je travaille durement, plus je vi. Je me réjouis de la vie pour ce qu'elle est. La vie n'est pas une brève chandelle pour moi, c'est une sorte de torche splendide que j'ai en main pour le moment et je veux la faire brûler aussi brillamment que possible avant de la passer aux générations futures.

²⁰ Du site Internet Unitus: www.unitus.com

Les membres de cette Campagne, y compris des dizaines de milliers d'employés du secteur du microcrédit et des dizaines de millions de clients se dévouent chaque jour à réaliser la vraie joie de la vie—d'être utilisés pour un but reconnu par eux-mêmes comme étant un but majestueux, travaillant à terminer le scandale de la pauvreté globale. Et lorsque nous voyons les changements positifs dans les vies de centaines de millions de membres de familles, nous savons que nous sommes en train de tenir la torche splendide de la vie et faire en sorte qu'elle brûle aussi brillamment que possible avant de la passer aux générations futures.

Remerciements

Chaque année, la Campagne entreprend l'immense tâche de compiler le *Rapport sur l'Etat de la Campagne du Sommet du Microcrédit*. C'est un effort de presque un an auquel beaucoup de personnes contribuent et nous remercions chacune d'entre elles. Près de 800 opérateurs ont soumis leur Plan d'Action Institutionnel en 2005. Ils sont listés en Annexe III, avec ceux qui ne sont pas opérateurs mais qui ont aussi soumis leur Plan d'Action. Sans ces individus et ces institutions, particulièrement les opérateurs, ce rapport n'existerait pas.

Les réseaux institutionnels ont joué un rôle important en facilitant la collecte des données auprès de leurs membres. Comme les années précédentes, nous aimerions particulièrement remercier les membres des institutions suivantes pour leur soutien actif lors du processus de collecte des données: AFMIN (AEMFI, AISFD-CI, APIMFT, APIM, AMFIU, GHAMFIN, REGUIPRAM, RIFIDEC, AMFI, APIM-BF, RIM), APIMEC, CARE, Catholic Relief Services, COPEME, Développement international Desjardins, FINCA, FINRURAL, FORO LAC FR, Freedom from Hunger, Grameen Trust, Katalysis, Opportunity International, PKSF, Plan International, Pride Africa, Red Financiera Rural, REDCAMIF (RED-IMIF, REDMICROH, ASOMI, ASOMIF and REDCOM), Red para el Desarrollo de las Microfinanzas au Chili, Save the Children, Women's World Banking, World Relief et World Vision International. Nous remercions également les institutions en Asie, Afrique et Amérique Latine qui s'offrent pour tenir les réunions avec notre personnel régional. Ces réunions jouent un rôle primordial pour collecter les Plans d'Action.

Plus de 215 personnes et institutions ont pris le temps de répondre à notre demande de vérification et leurs noms se trouvent à l'Annexe II. Sans elles, il n'y aurait pas d'institutions vérifiées.

Le personnel et les stagiaires actuels et anciens du Sommet du Microcrédit ont passé des heures interminables à collecter, corriger et classer les données et à revoir les rapports, tout en co-organisant la rencontre au Chili et le prochain Sommet Mondial du Microcrédit à Halifax. Je tiens particulièrement à remercier Brian McConnell et D.S.K. Rao pour avoir si brillamment mené ce projet, ainsi que Nelson Agyemang, Armando Boquin, Anna Awimbo, Amna Kazmi, Dalia Palchik, Alicia Antayhua, Trenton DuVal, Alyssa Boxhill, Anjum Khalidi, Lisa Laegreid, Shiela Rao, Adil Sadoq et Sherine Mahmoud pour leur dévouement à ce travail.

Les membres du personnel de RESULTS suivants ont aussi revu les versions du manuscrit: Leila Nimatallah, Kolleen Bouchane, Anna Stormzand, Kelly Beckwith, Paul Jensen et Sue Perez.

Des ébauches ou des sections du rapport ont aussi été revues et commentées par Alex Counts, Nathanael Goldberg et Shannon Daley-Harris.

Le Sommet du Microcrédit a une longue liste de bailleurs de fonds qui croient en sa mission. Notre gratitude va à: Charles Stewart Mott Foundation, Monsanto Fund, Omidyar Network, Johnson & Johnson, Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), Province de la Nouvelle Ecosse, UN Population Fund (UNFPA), Lakshmi Fund, Grameen-Jameel Initiative of Grameen Foundation USA, Levi Strauss, LDS Employment Services, Open Society Institute, Peter C. Cornell Trust, Marshall et Pam Saunders, Peter and Devon Briger Foundation, QH International Fund à The Seattle Foundation, Vidar J. Jorgensen, Austrian Development Cooperation, Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et U.S. Agency for International Development (USAID).

Je remercie toutes ces personnes et institutions. Toute faute ou omission éventuelle relève de ma seule responsabilité.

Sam Daley-Harris
Washington, DC
4 Novembre 2005

Annexe 1: Institutions de Microfinance dont les données au 31 Décembre 2004 sur le total des clients, le nombre de clients les plus pauvres* et le pourcentage de femmes parmi les clients les plus pauvres ont été vérifiées

Pour la sixième année consécutive, le Sommet du Microcrédit a tenté de vérifier les données rapportées par les institutions membres les plus larges. On a demandé aux institutions des opérateurs ayant soumis un Plan d'Action Institutionnel 2005 et desservant plus de 2500 clients parmi les plus pauvres de fournir à la Campagne une liste de noms de bailleurs de fonds, institutions de recherche, réseaux ou autres institutions pouvant corroborer leurs données. Dans la lettre adressée aux vérificateurs potentiels, le Secrétariat a défini le processus de la manière suivante: Si vous confirmez ces données, nous supposons que vous avez visité le programme, que vous avez rencontré les représentants de la direction du programme, que vous avez revu les aspects des opérations, que le programme vous a fourni des chiffres illustrant leurs activités et que vous pensez que l'institution et les chiffres annoncés ci-dessous sont fiables et crédibles. Alors que nous comprenons que personne ne peut fournir une certitude absolue, nous vous serions reconnaissant de bien vouloir participer à ce processus de vérification.

Comme pour les années précédentes, le plus grand défi du Sommet a été de faire le lien entre son engagement à atteindre les plus pauvres et l'absence d'outils efficaces de mesure de la pauvreté en utilisation. C'est pourquoi, à chaque fois que l'on utilise l'expression les plus pauvres dans ces annexes, on doit la comprendre dans le contexte de ce dilemme. Notre travail visant à faire davantage connaître les outils efficaces de mesure de la pauvreté et d'en promouvoir l'utilisation est décrit aux pages 19–22.

Les données de 330 institutions d'opérateurs de microcrédit ont été corroborées par au moins une autre organisation. Ces 330 institutions ont annoncé avoir desservi 58,5 millions clients parmi les plus pauvres à la fin de 2004, soit 88% du nombre total de clients les plus pauvres déclarés en 2004.

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Afrique					
Nigerian Agricultural Cooperative and Rural Development Bank	Nigeria	682,658	853,323	60	121
Amhara Credit and Savings Institution (ACSI)	Ethiopie	344,134	371,163	31	6
Dedebit Credit and Saving Share Company	Ethiopie	326,764	326,764	35	6, 110
Kafo Jiginew	Mali	176,102	186,088	26	108
Country Women Association of Nigeria (COWAN)	Nigeria	155,000	158,000	98	45
Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF)	Burkina Faso	154,920	154,920	100	144
Malawi Rural Finance Company, Ltd.	Malawi	131,711	202,633	45	25
Oromia Credit & Savings Loan	Ethiopie	115,000	115,000	30	6, 136
Crédit Rural De Guinée Société Anonyme	Guinée	92,500	120,674	52	44
Zakoura Foundation	Maroc	88,949	174,480	96	32

* L'appellation les plus pauvres fait référence, dans les pays en voie de développement, aux familles dont les revenus se trouvent dans la seconde moitié (les derniers 50%) de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté de leur pays ou à toute personne parmi les 1.2 milliards de personnes vivant avec moins de 1 USD par jour ajusté à la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA), lorsqu'elles ont adhéré pour la première fois au programme.

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérfié par
Alliance de Crédit et d'Épargne Pour la Production (ACEP)	Sénégal	83,030	95,437	54	135
Fédération des Caisses Populaires du Burkina Faso	Burkina Faso	57,124	103,102	100	109
CARE Niger	Niger	55,565	85,484	100	50, 83
Kenya Women Finance Trust	Kenya	44,837	89,674	100	17
Omo Microfinance Institution	Ethiopie	43,369	78,836	35	6
PRIDE Uganda	Ouganda	42,620	56,135	55	101
PRIDE Tanzania	Tanzanie	42,332	54,272	65	164
The Gambia Social Development Fund	Gambie	41,116	51,395	79	42
Fédération des ONG du Sénégal	Sénégal	39,328	39,328	65	172
Nsoatreman Rural Bank	Ghana	38,500	40,200	95	142
Association pour la promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises	Bénin	37,661	37,661	72	51
Rural Finance and Community Initiatives Project	Gambie	35,000	39,000	40	14, 202
FINCA Uganda	Ouganda	28,956	45,243	76	74
Réseau des Caisses d'Épargne et Crédit des Femmes de Dakar	Sénégal	27,458	27,458	75	203
Addis Credit and Saving Institution	Ethiopie	24,945	31,182	68	6
FINCA Tanzania	Tanzanie	24,297	40,495	99	90
Association pour la Promotion des Groupements Agricoles	Togo	22,000	26,450	97	91
Femme Développement Entreprise en Afrique	Sénégal	20,955	24,947	88	135
FINCA Malawi	Malawi	20,642	22,062	97	186
Gambia Women's Finance Association	Gambie	19,702	22,750	100	51
Programme Mata Matu Dubar	Niger	19,375	19,375	100	215
Lift Above Poverty Organization	Nigeria	18,675	29,812	92	184
Freedom From Hunger Ghana Development Action Association	Ghana	18,500	20,002	100	1
Malawi Union of Savings and Credit Cooperatives	Malawi	17,950	52,000	28	129
Centre d'appui Nutritionnel et économique aux femmes	Mali	15,432	16,571	100	20
Mutualité Femme et Développement	Burkina Faso	15,000	17,206	86	144, 217
Nyesigiso	Mali	14,571	20,816	63	58
Fondation pour le Développement Local et le Partenariat	Maroc	14,000	24,845	67	69
Justice, Development and Peace Commission	Nigeria	12,784	12,784	89	52, 63
The Small Enterprise Foundation	Afrique du Sud	11,695	24,593	100	195
ENDA Inter-Arabe	Tunisie	11,162	15,946	95	87, 92
Pride/Finance	Guinée	11,136	12,276	75	41
Microcredit Development Trust	Ouganda	7,650	7,650	100	117
Micro Enterprise Development Network	Ouganda	7,538	16,750	61	10

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Réseau CMEC-CI	Côte d'Ivoire	7,000	11,418	70	35, 79
Kraban Support Foundation	Ghana	6,503	6,517	98	56
Wasasa Microfinance Institution	Ethiopie	5,369	8,949	50	6, 147
Africa Village Financial Services	Ethiopie	4,667	4,867	51	6
Agency for Cooperation and Research in Development	Erythrée	4,493	22,465	53	8, 71
Self Reliance Economic Advancement Programme	Nigeria	4,206	4,206	86	47
Grameen Ghana	Ghana	4,102	4,102	100	175
Horizon Verts	Sénégal	4,025	4,025	100	107
Zambuko Trust	Zimbabwe	4,000	10,252	77	26
Partners for Development	Nigeria	4,000	5,000	90	48
Micro Bankers Trust (MBT)	Zambie	3,647	3,647	69	130
Christian Enterprise Trust of Zambia	Zambie	3,538	4,677	75	127, 130
MECARUL	Sénégal	2,805	3,507	39	143
Dass Women Multi Purpose Co-Operative	Nigeria	2,760	2,760	100	167
Caisse d'Épargne Financière pour le Développement de la Petite Entreprise (CADEFINANCE)	Côte d'Ivoire	2,700	6,521	30	35
UMEC de Sedhiou	Sénégal	2,440	3,051	27	55, 204
Pulse Holdings, Ltd.	Zambie	1,550	2,806	53	130
Grassroots Health Organization of Nigeria	Nigeria	1,240	12,152	98	125
ASIE					
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD)	Inde	19,421,070	24,277,140	90	196
Society for Empowerment of Rural Poor (SERP) (formerly Comissionerate of Women Empowerment and Self Employment)	Inde	5,552,982	6,941,228	80	154
National Family Planning Coordinating Board (BKKBN)	Indonésie	5,210,675	5,210,675	100	105
Grameen Bank	Bangladesh	4,060,000	4,060,000	96	177
BRAC	Bangladesh	3,630,000	3,990,000	100	150
Bangladesh Rural Development Board (BRDB)	Bangladesh	3,528,041	3,713,728	68	28
Association of Asian Confederation of Credit Unions (ACCU)	Thaïlande	3,137,398	3,137,398	64	100
Association for Social Advancement (ASA)	Bangladesh	2,490,000	2,770,000	96	95
PROSHIKA, A Center for Human Development	Bangladesh	1,236,104	1,545,130	65	9
Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor)	Vietnam	1,100,000	3,740,179	50	37, 199
P4K Phase III; Rural Income Generation Project	Indonésie	640,000	640,000	60	156
Central People's Credit Fund	Vietnam	505,000	1,120,000	34	200

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Sonali Bank	Bangladesh	500,000	3,800,000	73	9
Samurdhi Authority of Sri Lanka	Sri Lanka	467,565	467,565	65	134
Working Women's Forum	Inde	378,033	378,033	100	11, 70
Share Microfin Limited	Inde	328,846	328,846	100	146
National Bank of Cambodia	Cambodge	322,056	322,056	77	149
Bank Rakyat Indonesia (BRI)	Indonésie	321,625	3,210,678	50	161
Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS)	Sri Lanka	261,108	435,181	61	81
Caritas Bangladesh	Bangladesh	251,273	284,947	69	9
Development of Humane Action Foundation	Inde	250,827	250,827	100	73
Thengamara Mohlia Sabuj Sangha	Bangladesh	250,664	278,516	100	95
BURO, Tangail	Bangladesh	221,366	221,366	99	9, 213
Rangpur Dinajpur Rural Service	Bangladesh	175,713	228,199	70	95
Spandana	Inde	174,673	241,214	100	97
Friends of Women's World Banking (FWWB)	Inde	174,343	193,715	100	70
Swanirvar Bangladesh	Bangladesh	160,300	860,815	80	95
Palli Daridro Bimochon Foundation	Bangladesh	138,939	327,604	93	9
U.P. Bhumi Sudhar Nigam	Inde	136,321	181,761	74	178
Islami Bank Bangladesh Limited	Bangladesh	131,102	131,102	94	9
CARE India	Inde	129,689	185,270	100	102
Agricultural Development Bank	Népal	128,000	160,000	41	77
All India Association for Micro-Entreprise Development (AIAMED)	Inde	120,000	150,000	95	86
Cauvery Grameena Bank	Inde	116,300	136,900	91	158
Bangladesh Extension Education Services (BEES)	Bangladesh	115,000	115,000	90	95
Center for Agriculture and Rural Development (CARD)	Philippines	109,580	109,580	100	60
Society for Social Service	Bangladesh	106,998	106,998	96	95
Shakti Foundation for Disadvantaged Women	Bangladesh	102,600	102,600	100	23
TSPI Development Corporation	Philippines	97,021	97,295	100	60
Amanah Ikhtiar Malaysia (AIM)	Malaisie	92,974	123,289	100	82
ACLEDA Bank Ltd.	Cambodge	91,566	122,173	71	16, 99
Jagorani Chakra	Bangladesh	82,582	99,387	99	95
Professional Assistance for Development Action	Inde	81,350	86,240	100	88, 118
Community Development Center (CODEC)	Bangladesh	68,728	68,997	73	9
Swayam Krishi Sangam	Inde	65,778	68,648	100	188, 209
Sudar Paschimanchal G Bank	Pakistan	63,590	79,489	23	4
Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd.	Inde	55,677	55,677	100	180
Asmitha Microfin Limited	Inde	54,938	69,415	100	39, 103
CASHPOR Financial & Technical Services	Inde	54,467	54,467	100	39, 171
Activists for Social Alternatives, The	Inde	53,876	68,187	100	39

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Negros Women for Tomorrow Foundation	Philippines	52,120	54,863	100	60
Karnataka Regional Organisation for Social Service	Inde	52,000	80,000	100	137
Pact Myanmar	Myanmar	51,169	51,169	98	183
United Development Initiatives for Programmed Actions (UDDIPAN)	Bangladesh	50,259	52,259	100	95
Resource Integration Centre	Bangladesh	50,000	50,000	98	95
Rastriya Banijya Bank	Népal	47,400	63,227	40	153
Integrated Development Foundation	Bangladesh	45,294	45,294	100	107
ASHRAI	Bangladesh	44,507	44,507	100	9
Sreema Mahila Samity	Inde	43,951	46,265	96	196
People's Rural Education Movement	Inde	42,995	42,995	100	89
Credit Union Promotion Centre/Koperasi Kredit Rakyat	Malaisie	42,708	42,708	53	59
HEED Bangladesh	Bangladesh	42,300	49,343	91	95
League for Education and Development	Inde	40,807	44,843	91	106
People's Multipurpose Development Society	Inde	40,000	50,000	100	157, 208
China Association for Microfinance	R. de Chine	40,000	85,021	70	214, 216
Microfinance Delta Project	Myanmar	39,668	39,668	100	183
Paschimanchal Grameen Bikas Bank	Népal	39,293	39,293	100	181
Grama Siri	Inde	39,161	45,303	100	122
WOCCU/CUES Philippines	Philippines	38,761	38,761	100	13
PADAKHEP Manabik Unnayan Kendra	Bangladesh	38,500	108,000	92	95
Grameen Bank Biratnagar Nepal	Népal	38,052	50,737	100	107
North Malabar Gramin Bank	Inde	36,600	40,739	95	196
Madhyamanchal Grameen Bikas Bank (Mid-Region Rural Development Bank)	Népal	36,500	36,500	100	153
Heifer Project International China	R. de Chine	35,000	46,328	46	214
Welfare Association of Village Environment	Bangladesh	33,698	40,498	97	95
Bandhan-Konnagar	Inde	33,574	33,574	100	98, 209
Peermade Development Society	Inde	33,160	34,450	90	196
Nirdhan Utthan Bank Limited	Népal	32,678	32,678	100	66
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya	Sri Lanka	32,468	43,212	81	120
Small Farmers Development Project	Bangladesh	31,940	59,304	53	12
Rashtriya Gramin Vikas Nidhi	Inde	31,498	31,498	100	123, 209
Noakhali Rural Development Society (NRDS)	Bangladesh	31,285	31,285	93	9
Producers Rural Banking Corporation	Philippines	29,570	39,963	95	60
Manabik Shahajya Sangstha	Bangladesh	29,500	50,920	100	9, 165
Institute of Integrated Rural Development	Bangladesh	28,967	28,967	100	9
Bharati Integrated Rural Development Society (BIRDS)	Inde	28,900	28,900	100	160
Yayasan Bina Swadaya	Indonésie	27,281	34,621	74	67

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérfié par
South Asia Partnership-Bangladesh	Bangladesh	27,000	27,000	90	78
Centre for Development Innovation and Practices	Bangladesh	26,595	29,773	100	29, 95
Association for Realisation of Basic Needs	Bangladesh	25,330	31,662	95	30
BAIF Institute for Rural Development- Karnataka	Inde	23,100	30,800	55	196
Coastal Association for Social Transformation	Bangladesh	22,354	27,943	90	80, 95
People's Oriented Program Implementation	Bangladesh	22,320	65,370	98	126, 170
Alalay Sa Kaunlaran Sa Gitnang Luzon, Inc.	Philippines	21,272	22,392	87	75
Rural Reconstruction Centre	Bangladesh	21,148	42,297	100	95
Centre for Micro-Finance, Nepal	Népal	20,838	29,769	80	185
Swabalamban Bikas Bank (S.B. Bank)	Népal	20,680	30,359	100	15, 182
Dushtha Shasthya Kendra	Bangladesh	20,588	47,935	100	95
Assistance for Social Organization and Development	Bangladesh	19,716	19,716	100	95
Angkor Mikroheranhvatho Kampuchea Co., Ltd.	Cambodge	19,066	20,502	85	188
Desha Sechsashebi Artho Samajik Unnayan O Manobik Kallyan	Bangladesh	19,000	29,058	100	95
Uttara Development Program Society	Bangladesh	18,500	27,634	98	72, 95
Holy Cross Social Service Centre	Inde	18,000	23,700	100	31, 49
Juba Jiban Advancement Committee	Bangladesh	17,622	17,622	97	9
OUTREACH, Association of Volunteers for Rural Development	Inde	17,380	17,380	98	118
Christian Service Society	Bangladesh	16,700	27,821	84	68, 212
Capital Aid Fund for Employment of the Poor	Vietnam	16,607	49,330	73	107
Srizony Bangladesh	Bangladesh	16,490	28,012	100	95
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy (BRIDGE)	Bangladesh	16,274	16,274	99	95
Eco Social Development Organisation	Bangladesh	16,200	20,251	97	95
Community Economic Ventures (CEV)	Philippines	15,767	15,767	89	60, 85
Kashf Foundation	Pakistan	15,530	67,552	100	4
Bandhu Kallayan Sanstha	Bangladesh	15,227	15,227	94	95
The Bridge Foundation/Opportunity Microfinance India Ltd.	Inde	15,174	15,174	95	40, 173
Mahasemam Trust	Inde	14,395	26,017	100	39
All India Women's Conference	Inde	13,871	31,210	95	191
Village Welfare Society	Inde	13,784	18,279	100	39, 187
Eskander Welfare Foundation	Bangladesh	13,574	13,574	100	95
Annesha Foundation	Bangladesh	13,255	25,073	97	95
Village Education Resource Center	Bangladesh	13,114	17,355	100	9
The Institute of Rural Development (IRD)	Bangladesh	13,002	13,002	100	29
Bangladesh Association for Social Advancement	Bangladesh	13,000	24,510	100	95
Grameen Koota	Inde	12,967	12,967	100	39

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Development Promotion Group	Inde	12,450	17,450	85	132
Centre for Mass Education in Science	Bangladesh	12,448	31,919	68	95
PAGE Development Centre	Bangladesh	12,214	18,321	99	95
Ahon Sa Hirap Inc.	Philippines	12,065	12,065	100	107, 151
Sudur Paschimanchal Grameen Bikas Bank	Népal	11,132	11,132	100	182
Nowabanki Gonomukhi Samabay Samity	Bangladesh	11,121	54,239	90	9
Deprosc Development Bank Limited	Népal	10,964	10,964	100	179
Talete King Panyulung Kampampangan	Philippines	10,800	11,588	100	75
Rural Bank of Montevista	Philippines	10,665	10,665	95	22
Social Upliftment Society	Bangladesh	10,540	23,314	100	95
Palli Mongol Karmosuchi	Bangladesh	10,510	42,041	100	95
Kazama-Grameen	Philippines	10,367	15,709	100	11
Star Youth Association	Inde	10,355	13,886	100	39
Development Project Service Centre, Nepal	Népal	10,183	10,183	100	36
Unnayan	Bangladesh	10,139	10,793	97	113
Gram Unnayan Karma	Bangladesh	10,050	12,563	99	95
Bharatha Swamukti Samsthe	Inde	10,000	11,131	100	39, 107
Christian Children's Fund Indonesia, Inc.	Indonésie	9,961	10,447	60	2
Hagdan Sa Pag-uswag Foundation	Philippines	9,800	14,115	90	119
Agro Micro Finance	Sri Lanka	9,750	23,562	73	192
Jatiyo Kallyan Sangstha-Jakas	Bangladesh	9,735	9,735	94	95
Milamdec Foundation, Inc.	Philippines	9,525	9,525	100	60
Palli Unnayan Samiti Baruipur	Inde	9,500	9,500	99	163
Canadian Centre for International Studies and Cooperation, Nepal	Népal	9,285	37,142	44	15, 96
Gono Kallayan Trust	Bangladesh	9,200	12,000	97	95
Sabalamby Unnayan Samity	Bangladesh	9,165	13,093	100	95
Rural Reconstruction Nepal - RRR	Népal	9,120	12,700	96	62
Nepal Rural Development Society Centre	Népal	9,010	9,010	100	152, 182
Ramakrishna Mission Lokasiksha Parishad	Inde	9,000	9,000	60	76
Bullock-cart Workers Development Association	Inde	8,893	8,983	96	209
Serviamus Foundation Incorporated Project: Small Enterprise Development Program	Philippines	8,863	8,863	97	193
Development Support Team (Community Aid Abroad)	Inde	8,758	14,797	100	43, 118
Voluntary Association for Rural Development	Bangladesh	8,406	8,849	100	9
Dudumari Gram Unnayan Shangstha	Bangladesh	7,922	7,922	95	95
Funding the Poor Cooperative - Chinese Academy of Social Science	R. de chine	7,800	15,735	95	211
Peoples Bank of Caraga	Philippines	7,599	11,690	92	18
Centre for Overall Development	Inde	7,500	7,786	88	137

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Liberation Movement for Women	Inde	7,500	20,000	100	208
ATMABISWAS	Bangladesh	7,500	7,500	98	95
BWDA Finance Limited (BFL)	Bangladesh	7,149	7,222	90	209
Centre for Action Research-Barind	Bangladesh	7,146	10,986	39	95
Development Association for Basic Improvement	Bangladesh	7,099	17,927	96	95
Sheva Nari O, Shishu Kallyan Kendra	Bangladesh	7,067	11,779	100	9, 29
Pally Bikash Kendra	Bangladesh	6,700	19,094	100	114
Nari Bikash Sangh	Népal	6,500	8,000	99	65
New Life	Inde	6,400	12,290	100	39
NIJPATH	Bangladesh	6,280	12,560	100	95
Joypurhat Rural Development Movement	Bangladesh	6,234	6,234	95	95
Rashtriya Seva Samithi	Inde	6,110	8,581	100	209
Samannita Unnayan Seba Sangathan	Bangladesh	5,982	6,850	96	95
Association for Rural Advancement in Bangladesh	Bangladesh	5,800	11,950	96	95
Samaj Kallyan Sangstha	Bangladesh	5,625	15,696	100	95
MAMATA	Bangladesh	5,313	13,652	89	165
Voluntary Rural Development Society	Bangladesh	5,197	5,249	100	9, 27
Association for Community Development	Bangladesh	5,000	5,548	99	95
BASTOB-Initiative for People's Self-Development	Bangladesh	5,000	5,394	100	9, 165
Development Organisation of the Rural Poor	Bangladesh	4,964	9,026	55	95
Society for Development Initiatives	Bangladesh	4,896	16,327	99	29, 95
Hilful Fuzul Samaj Kallyan Sangstha	Bangladesh	4,800	5,623	55	95
Koinonia	Bangladesh	4,788	10,588	100	9, 133
Centre for Advanced Research and Social Action	Bangladesh	4,723	4,723	99	95
Maharshi Sambamurthy Institute of Social and Development Studies	Inde	4,644	5,144	100	104
Alternative Development Initiative	Bangladesh	4,580	7,746	98	95
Association for Renovation of Community Health Education Services	Bangladesh	4,443	4,443	99	95
Centre for Self-Help Development	Népal	4,288	4,514	100	179, 182
GRAM UTTHAN	Inde	4,194	6,876	98	209
Concern for Environmental Development and Research	Bangladesh	4,165	5,554	95	95
Naria Unnaayan Samity	Bangladesh	4,080	4,080	100	95
Somaj O Jati Gathan	Bangladesh	4,036	5,045	66	95
Dak Diye Jai	Bangladesh	3,629	12,959	20	95
Yayasan Wahana Kria Putri Foundation	Indonésie	3,527	3,618	79	75
Centre for Rehabilitation Education & Earning Development	Bangladesh	3,506	3,730	97	95
Social Upliftment Foundation	Bangladesh	3,500	3,500	99	9
GHASHFUL	Bangladesh	3,500	9,795	98	95

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Association of Development for Economic and Social Help	Inde	3,299	4,645	100	94
Sangkalpa Trust	Bangladesh	3,297	10,991	72	95
Life Association	Bangladesh	3,218	3,218	100	95
PRISM Bangladesh	Bangladesh	3,093	3,695	98	95
Christian Children's Fund Sri Lanka, Inc.	Sri Lanka	3,000	3,000	87	176
Mukti Cox's Bazar	Bangladesh	2,970	3,283	90	95
Rural Bank of Pres. M.A. Roxas	Philippines	2,840	2,990	98	18
Orix Leasing Pakistan Limited	Pakistan	2,700	3,000	85	4
Development Action for Mobilization and Emancipation	Pakistan	2,620	6,980	100	3
SNEHA MACS, Ltd.	Inde	2,573	2,573	100	103, 146
Society Development Committee	Bangladesh	2,565	16,538	99	95
South Asia Research Society	Inde	2,560	6,893	100	209
Prodipan	Bangladesh	2,433	11,916	97	95
Palashipara Samaj Kallayan Samity	Bangladesh	2,099	8,399	100	95
Self-Help and Rehabilitation Programme	Bangladesh	1,997	2,527	100	95
PROGRESS - Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha)	Bangladesh	1,854	4,637	100	95
Shariatpur Development Society	Bangladesh	1,790	8,865	22	95
Bedo	Bangladesh	1,487	3,098	100	95
Shaplaful	Bangladesh	1,350	4,500	62	95
Guidance Society for Labor, Orphans & Women (GLOW)	Inde	1,202	4,050	100	39
Norfil Foundation, Inc.	Philippines	1,120	14,002	100	60
Bharat Integrated Social Welfare Agency	Inde	1,019	1,019	99	196
Deshabandhu Club	Inde	724	2,825	95	196

AMÉRIQUE LATINE

CREDIAMIGO - Programa de Microcredito do Banco do Nordeste	Brésil	146,644	162,868	59	169
Fondo Para el Desarrollo Social de la Ciudad de Mexico	Mexique	103,580	115,089	69	61
Caja de Compensacion Familiar de Antioquia	Colombie	79,097	106,888	43	141
Centro de Apoyo al Microempresario	Mexique	56,085	59,037	76	131
Pro Mujer - Bolivia	Bolivie	38,796	48,496	95	115, 155
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressivo	Equateur	30,000	32,000	45	205
Fundación Mundo Mujer	Colombie	30,000	86,816	69	53
Asociación de Oportunidad y Desarrollo de Nicaragua	Nicaragua	25,250	31,844	82	75
Fundación para Alternativas de Desarrollo	Bolivie	21,405	21,405	36	155

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer	République Dominicaine	20,039	39,933	83	174
Fonkoze Shoulder to Shoulder Foundation	Haïti	20,000	28,183	99	46, 162, 189
Credito con Educacion Rural (CRECER)					
Freedom from Hunger	Bolivie	19,867	51,471	99	155
Consortio PROMUC, Promocion de la Mujer y la Comunidad	Pérou	17,611	27,851	80	190
Fundación para el Desarrollo Integral de Programas Socioeconomicos	Guatemala	16,757	20,946	66	7
Fondo de Desarrollo Local	Nicaragua	16,446	33,676	70	148
Instituto para el Desarrollo de la Mixteca A.C.	Mexique	15,900	19,020	90	38
Corporacion Viviendas Hogar de Cristo	Equateur	15,748	15,748	99	19
Edpyme Edyficar	Pérou	14,750	47,122	50	194
FINCA Ecuador	Equateur	12,376	42,676	87	64, 128
Oportunidad Latinoamerica Colombia	Colombie	10,951	10,951	62	57, 140
Financiera Nicaraguense de Desarrollo	Nicaragua	10,000	25,621	57	64
Fundación Genesis Empresarial	Guatemala	9,860	42,491	100	111
World Relief Honduras	Honduras	9,389	14,762	98	198
Fundación para el Desarrollo Integral Espoir	Equateur	8,440	11,251	100	84
Organizacion de Desarrollo Empresarial Femenino	Honduras	8,280	13,800	70	168
Fundación para el Desarrollo de Honduras	Honduras	7,500	11,253	81	24
Pro Mujer Perú	Pérou	7,204	22,871	100	21, 145
Fundación PRODESA	Nicaragua	6,946	9,923	70	168
BANGENTE	Venezuela	6,750	13,500	50	159
Fundación de Asesoría Financiera a Instituciones de Desarrollo y Servicio Social	Guatemala	6,329	8,439	100	197
Catholic Relief Services (Guatemala)	Guatemala	6,305	10,508	70	111
Asociación PROMUJER de México	Mexique	5,585	9,386	100	116
Instituto para la Superacion de la Miseria Urbana	Guatemala	5,100	20,000	88	54
Equipo de Educacion y Autogestion Social	Pérou	4,500	6,005	75	112
Fundación Jose Nieborowski	Nicaragua	4,462	14,873	65	138
Fundación Boliviana para el Desarrollo	Bolivie	3,926	7,853	80	166
Asociación PILARH	Honduras	3,575	5,500	30	198, 207
Corporación Mundial de la Mujer	Colombie	3,023	21,468	63	23
Fundación Jose Maria Covelo	Honduras	2,962	14,407	80	168
Bancolombia	Colombie	2,750	5,500	48	206
FUNDEA - Fundación de Desarrollo Empresarial y Agricola	Guatemala	2,703	9,013	26	111
Consortio de Organizacions no Gubernamentales de Promoción y Desarrollo de la Libertad	Pérou	1,484	2,968	61	210

Institution	Pays	Clients les plus pauvres au 31 Dec. 2004	Total des clients actifs au 31 Dec. 2004	% de clients les plus pauvres étant des femmes	Vérifié par
AUTRES					
Alexandria Business Association	Egypte	17,853	38,446	45	93
Social Fund for Development-Yemen	Yémen	16,420	18,245	80	5
Dakahlya Businessmen's Association for Community Development	Egypte	14,385	32,571	87	5
Al Tadamun Microfinance Program	Egypte	9,232	9,232	100	33, 34
Jordan Micro Credit Company	Jordanie	6,264	8,352	90	124
DAULET (NGO Daulet)	Ouzbékistan	3,054	3,249	100	201

Annexe 2: Liste des Vérificateurs

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
1	Debrah Kofi Adade	Plan Ghana	Ghana
2	Novianto Agus	Prudentia Microfin	Indonésie
3	Samir Ahmad	Pakistan Poverty Alleviation Fund	Pakistan
4	Syed Mohsin Ahmed	Pakistan Microfinance Network (PMN)	Pakistan
5	Ahmed Al-Ashmawi	Sanabel Arab Microfinance Network	Egypte
6	Wolday Amha, Dr.	Association of Ethiopian Microfinance Institutions	Ethiopie
7	Victor Hugo Hernandez Aquino	BCIE	Guatemala
8	Negusse Araya, Dr.	British Council	Erythrée
9	Md. Abdul Awal	CDF	Bangladesh
10	David Baguma	Association of Microfinance Institutions of Uganda (AMFIU)	Ouganda
11	Frank W. Bakx	Rabobank Foundation	Pays-Bas
12	Dipal Chandra Barua	Grameen Bank	Bangladesh
13	Marc Bavois	Freedom From Hunger	Etats-Unis
14	Seedy Bensouda	Association of Farmers, Educators, and Traders (AFET)	Gambie
15	Mukunda Bahadur Bista	Centre for Self-help Development (CSD)	Népal
16	Femke Bos	Triodos International Fund Management	Pays-Bas
17	Marian Bradley	Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD)	Kenya
18	Iluminada Cabigas	National Livelihood Support Fund, previously worked at People's Credit and Finance Corporation	Philippines
19	Joel A. C. Cadena	Club Rotary Río Guayas	Equateur
20	Ibrahim Camara	Association Professionnelle des Institutions de la Microfinance (APIM)	Mali
21	Deborah A. Cao	Cultural Practice, L.L.C.	Etats-Unis
22	Eduardo de Castro	MABS Program	Philippines
23	Rocio Cavazos	Women's World Banking (WWB)	Etats-Unis
24	Oscar E. Chicas	Vision Mundial Honduras	Honduras
25	Emily Chimuji	Malawi Microfinance Network	Malawi
26	Godfrey C. Chitambo	Zimbabwe Association of Microfinance Institutions (ZAMFI)	Zimbabwe
27	Abdul-Muyeed Chowdhury	Federation of NGO's in Bangladesh (FNB), The	Bangladesh
28	Md. H. Islam Chowdhury	Rural Development & Cooperative Division, Ministry of Local Government	Bangladesh
29	Md. S. Haque Chowdhury	Association for Social Advancement (ASA)	Bangladesh
30	Shabbir Ahmen Chowdhury	BRAC	Bangladesh
31	Gemma Claessen	CORDAID	Pays-Bas
32	Sita Conklin	Save the Children	Etats-Unis
33	Alex Counts	Grameen Foundation USA	Etats-Unis
34	Patrick Crump	Save the Children	Etats-Unis
35	Tanoe Cyrille	AISFD-CI	Côte d'Ivoire
36	Rudra Nath Dahal	Plan Nepal	Népal
37	Tran Van Dam	Vietnam Bank for Agriculture and Rural Development	Vietnam
38	Luella Chavez D'Angello	First Data Western Union Foundation	Etats-Unis
39	Vijayalakshmi Das	Friends of Women's World Banking (FWWB)	Inde

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
40	P. Dhandapani	Mahaseman Trust	Inde
41	Saikou Yaya Diallo	Réseau Guinéen des Praticiens de Micro finance (REGUIPRAM)	Guinée
42	Yusudha F.J. Dibba	Strategy for Poverty Alleviation Coordinating Office (SPACO)	Gambie
43	Gopal Divekar	Oxfam Community Aid Abroad	Inde
44	Francois Doigez	IRAM	France
45	Nicolas Dosumu	Centre for African Settlement Studies and Development (CASSAD)	Nigeria
46	Peter Doyle	Concern Worldwide	Haïti
47	Bertram Egwuatu, Rev.	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	Nigeria
48	Godwin Ehigiamusoe	Lift Above Poverty Organization (LAPO)	Nigeria
49	Beni Ekka, Fr.	Xavier Institute of Social Service	Inde
50	Moira Kristin Eknes	CARE Norge	Norvège
51	Dede Ekoué	Women's World Banking (WWB)	Etats-Unis
52	Alexander Enyinnah	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	Nigeria
53	Aristoteles Esperanza, Dr.	Women's World Banking (WWB)	Etats-Unis
54	Yael Falicov	International Development Exchange (IDEX)	Etats-Unis
55	Ousseynou Fall	Sénégal Ingénierie Consult	Sénégal
56	Clara Fosu	GHAMFIN	Ghana
57	Deborah Foy	Opportunity International United Kingdom	Royaume-Uni
58	Darquis Gagné	Ambassade du Canada	Mali
59	Salome A. Ganibe	Asian Women in Co-operative Development Forum	Philippines
60	Edgardo Garcia	Microfinance Council of the Philippines	Philippines
61	Celso Garrido	Universidad Autonoma Metropolitana	Mexique
62	Ritu Prasad Gartoulla, Dr.	Tribhuvan University, Institute of Medicine	Népal
63	Stanley A. Garuba	Lift Above Poverty Organisation (LAPO)	Nigeria
64	Erik Geurts	Triodos Bank	Pays-Bas
65	Yagya Ghale	Center for Microfinance	Népal
66	David Gibbons	CASHPOR	Inde
67	Frans Goossens	CORDAID	Pays-Bas
68	Ken Graber	World Relief	Etats-Unis
69	Abderrahim Grine	KPMG International	Maroc
70	Madhulika Gupta	CITIBANK	Inde
71	Ghebremedhin Haile	SMAP Institute of Training Education and Consultancy	Erythrée
72	Mahtabul Hakim	Voluntary Services Overseas- Bangladesh (VSO-B)	Bangladesh
73	Allert van den Ham, Dr.	HIVOS	Pays-Bas
74	John Hatch	FINCA International	Etats-Unis
75	Timothy Head	Opportunity International Network	Etats-Unis
76	Bernhard Hoepfer, Dr.	German Agro Action	Allemagne
77	Armin Hofman	GTZ	Népal
78	M. Mosharraf Hossain	Buro Tangail	Bangladesh
79	Okambawa Codjo Irene	Cabinet Fidexpert Conseil	Côte d'Ivoire
80	A.K.M. Zahirul Islam	Stromme Foundation	Bangladesh
81	Saiful Islam	Women's World Banking (WWB)	Etats-Unis
82	Hajjah Zabidah Ismail	Bank Muamalat Malaysia Berh	Malaisie

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
83	Yahaya Issaka	Programme de Développement des Services Financiers Ruraux (PDSFR)	Niger
84	Claudia Lorena Torres Itas	Oikocredit ECDS	Equateur
85	Lisa Jackinsky	World Vision International	Etats-Unis
86	Eric D. Jacob	Bridge Foundation/ Opportunity Microfinance India Ltd., The	Inde
87	Emmanuelle Javoy	Planet Rating	France
88	Naila Kabeer	Institute of Development Studies, University of Sussex	Royaume-Uni
89	M. Kalyansundram	INAFI INDIA	Inde
90	Patrick Kerr	Micro Rate Africa	Afrique du Sud
91	Ange Ketor	APIM-FT	Togo
92	Mohammed Khaled	Micro Serve	Palestine
93	Madgy Khalil	USAID Cairo	Egypte
94	A.H.M. Noman Khan	Center for Disability and Development (CDD)	Bangladesh
95	Mosharraf Hossain Khan	PKSF	Bangladesh
96	Suman Khanal	National Federation of Saving & Credit Co-operative Unions Ltd. (NEFSCUN)	Népal
97	Abishek Khanna	ICICI Bank	Inde
98	Kathryn Q. Knight	UNITUS	Etats-Unis
99	Peter Kooi	Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU)	Etats-Unis
100	Bohdan Kozy	Canadian Cooperative Association	Canada
101	Terri Kristalsky	United States Agency for International Development (USAID)	Ouganda
102	Ajay Kumar	DFID India	Inde
103	M. Udaia Kumar	Share Microfin Limited	Inde
104	P. Chiranjeevini Kumari, Dr.	Ideal College of Arts and Sciences, Kakinada	Inde
105	Titus Kurniadi, Dr.	Bina Masyarakat Mandiri	Indonésie
106	S.N. Lakshminarayana	Sa-Dhan	Inde
107	H.I. Latifee, Prof.	Grameen Trust	Bangladesh
108	Christophe Lebègue	Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)	France
109	Stefanie-Mylena Leduc	Développement international Desjardins	Canada
110	Francois Legac	SOS FAIM Luxembourg	Luxembourg
111	Gabriela De León	REDIMIF	Guatemala
112	Dominique Lesaffre	SIDI	France
113	Nadira Mallik	South Asian Partnership	Bangladesh
114	M. A. Mannan, Dr.	Bangladesh Institute for Development Studies (BIDS)	Bangladesh
115	Victor Pelaez Mariscal	KPMG International	Bolivie
116	Cristina Marzo	Pro Mujer	Etats-Unis
117	Rosemary Mbabazi	Concern Worldwide	Ouganda
118	Rekha Mehra	Ford Foundation, The	Inde
119	Anton Meister, Dr.	Tear Fund	Nouvelle Zélande
120	J. Henry de Mel	Lanka Development and Training Consultants Ltd. (PVT)	Sri Lanka
121	Jim Miller	Aquaculture and Inland Fisheries Project	Nigeria
122	C. R. Mishra	Rashtriya Mahila Kosh	Inde
123	Birj Mohan	SIDBI	Inde

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
124	Maha Nicola Mousa	United States Agency for International Development (USAID)	Jordanie
125	Ibrahim Muazzam	Centre for Research and Documentation	Nigeria
126	Mariet Mulders	CORDAID	Pays-Bas
127	Catherine Mulenga	Department for International Development	Zambie
128	Cristina Muñoz	Red Financiera Rural	Equateur
129	Silas Mozes Murotho	Malawi Rural Finance Company Limited	Malawi
130	David Musona	M & N Associates Limited	Zambie
131	David Myhre	Ford Foundation, The	Mexique
132	G. Nagarjan	Integrated Rural Development Trust	Inde
133	Bhabatosh Nath	Responsive to Integrated Development Services (RIDA)	Bangladesh
134	Harsha Navarathna	Sewa Lanka	Sri Lanka
135	Sidy Lamine Ndiaye	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance d'Épargne et de Crédit (APIMEC)	Sénégal
136	Maissata Ndiaye Niasse	INAFI Africa Region	Kenya
137	John Noronha, Fr.	Caritas India	Inde
138	Enrique Obando	BCIE	Nicaragua
139	Chandi Ohri	Grameen Foundation USA	Etats-Unis
140	Ivan Orduz	Synergy Consulting Group	Colombie
141	Gustavo Lopez Ospina	UNESCO	Equateur
142	Eric Fosu Oteng-Abayie	Asamoah and Williams Consulting	Ghana
143	Mansa Oualy	AQUADEV-PAPEL	Sénégal
144	Mamadou Ouedraogo	APIM-BF	Burkina Faso
145	Lynne Patterson	Pro Mujer Internacional	Etats-Unis
146	Julie Peachey	Grameen Foundation USA	Etats-Unis
147	Geert Peetermans	INCOFIN	Belgique
148	Francisco Jose Perez	Instituto de Investigacion y Desarrollo-Nitlapan	Nicaragua
149	Chea Phalarin	AMRET	Cambodge
150	Lynn Pikholtz	Shorebank Advisory Services	Etats-Unis
151	Jan Postmus	CORDAID	Pays-Bas
152	Hemraj Poudyal	Plan Nepal	Népal
153	Krishna Kumar Pradhan	Nepal Rastra Bank, Dpt. Of Development Finance	Népal
154	C. Hemalatha Prasad, Dr.	National Institute of Rural Development	Inde
155	Nestro Castro Quintela	FINRURAL	Bolivie
156	Carol V. Quintos	Banque Asiatique de Développement (ADB)	Philippines
157	P. Joseph Victor Raj	HOPE	Inde
158	B.N. Ramaiah	State Bank of Mysore	Inde
159	Morella Ramírez	Fundacion Eugenio Mendoza	Venezuela
160	P.S. Rao, Dr.	FAO, New Delhi	Inde
161	Marguerite Robinson	Harvard University	Etats-Unis
162	Carine Roenen	Concern Worldwide	Haïti
163	Sanjay Rozario	Caritas India	Inde
164	Grace Rubambey	Bank of Tanzania	Tanzanie
165	Tapan Kumar Saha	CARE Bangladesh	Bangladesh

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
166	Moises Palma Salazar	World Vision International	Pérou
167	Iliya Sambo	Diamond Development Initiatives	Nigeria
168	Raul Sanchez	Red Katalysis	Honduras
169	Suzana Sanchez	Banque Mondiale	Etats-Unis
170	Murshad Alam Sarker	Network for Alternative Development of Extreme Poor (NADEP)	Bangladesh
171	Moumita Sen Sarma	ABN AMRO Bank N.V.	Inde
172	Mbaye Sarr	Cabinet Sarr	Sénégal
173	V. Satyamurthi	All India Association for Micro Enterprise Development (AIAMED)	Inde
174	Louise Schneider	Women's World Banking (WWB)	Etats-Unis
175	Tamar Schrofer	UNICEF	Ghana
176	Christie Scott	Christian Children's Fund	Etats-Unis
177	Quazi Shahabuddin	Bangladesh Institute for Development Studies (BIDS)	Bangladesh
178	K.C. Sharma, Dr.	Bankers Institute of Rural Development	Inde
179	Shalik Ram Sharma	Center for Microfinance	Népal
180	Pravesh Sharma	Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD)	Inde
181	Prakash Raj Sharma	Nirdhan Utthan Bank Limited	Népal
182	Shankar Man Shrestha	Rural Microfinance Development Centre	Népal
183	Bishnu Silwal	United Nations Office for Project Services (UNOPS)	Myanmar
184	Anton Simanowitz	Imp-Act Institute of Development Studies	Royaume-Uni
185	Nav Raj Simkhada	Rural Finance Nepal-GTZ	Népal
186	Andrée Simon	FINCA International	Etats-Unis
187	Suneesh Singh	Small Industries Development Bank	Inde
188	Sanjay Sinha	Micro-Credit Ratings International Limited	Inde
189	Sharmi Sobhan	Fonkoze	Etats-Unis
190	Johannes Solf	ICOO	Pays-Bas
191	Reva Sood, Dr.	Ind Care Trust	Inde
192	K. Spencer	National Development Trust Fund	Sri Lanka
193	Michael Spingler	CRS-LINKS SEAPRO	Philippines
194	Milo Stanojevich	CARE Peru	Pérou
195	Frank Streppel	Triodos International Fund Management	Pays-Bas
196	B.S. Suran, Dr.	NABARD	Inde
197	Miguel Tabora	Banque Inter Américaine de Développement (BID)	Etats-Unis
198	Fredy Tejada, Dr.	REDMICROH	Honduras
199	Pham Quang Thanh	Banking and Financial Sector Consultant	Vietnam
200	Dinh Bich Thuy	State Bank of Vietnam	Vietnam
201	Timur Torebaev	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	Ouzbékistan
202	Omar Touray	Microfims	Gambie
203	Mamadou Toure	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance d'Épargne et de Crédit (APIMEC)	Sénégal
204	Mbaye Toure	ONG Sahel 300	Sénégal
205	Javier Vaca	Red Financiera Rural	Equateur
206	Arnaud Ventura	Planet Finance	France
207	Martin Viaene	TRIAS v.z.w.	Belgique

Nombre	Nom du Vérificateur	Institution	Pays
208	C.S. Roche Victor	Resource Institute for Social Education	Inde
209	Shri A. Vikraman	SIDBI	Inde
210	Martín Villafuerte	Ecumenical Church Loan Fund	Pérou
211	Andrew Watson	Ford Foundation, The	R. de Chine
212	Kenneth W. Wesche	Enterprise Development International	Etats-Unis
213	Graham A.N. Wright	MicroSave	Kenya
214	Du Xiaoshan, Prof.	China Academy of Social Sciences (CASS)	R. de Chine
215	Fatma Zennou, Dr.	CARE Niger	Niger
216	Peter Zetterstrom	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	R. de Chine
217	Alain Zongo	AQUADEV	Burkina Faso

Annexe 3: Institutions ayant soumis un Plan d'Action 2005

Conseil des Promoteurs

Asociación Internacional de Entidades de Crédito Prendario y Social, Espagne
Association for Enterprise Opportunity, Etats-Unis
Center for Private Sector Development, Sri Lanka
Consortium Alafia, Bénin
Cooperativa de Ahorro y Crédito Fortalecer, Pérou
Fondation Orphelinat au Congo, R. D. du Congo
Foundation for the Development of Micro, Small and Medium Enterprises,
Suriname
Foundation for Women, Etats-Unis
Fundación Grameen (Aldeas) Argentine, Buenos Aires, Argentine
Fundación Nantik Lum (Foro Nantik Lum de MicroFinanzas), Espagne
Joint Consultative Committee, Namibie
Mokosoi Grassroots Women's Association, Papouasie Nouvelle Guinée
NEC Red Rural Limatambo - Mollepata, Pérou
Niger Delta Business & Leadership Resource Centre, Nigeria
PAKAJI ELEVACOM, R.D. du Congo
Rescue a Million, Etats-Unis
World Savings Bank Institute, Belgique

Conseil des Banques et des Institutions Financières Commerciales

Banco del Trabajo, Pérou
Banco do Nordeste do Brasil, S.A., Brésil
Bank Muamalat Malaysia Berhad, Malaisie
Banko International del Pérou S.A. Interbank, Pérou
Corporacion Andina de Fomento, Venezuela
CYRANO Management SA, Pérou
Federacion de cajas de Crédito y de bancos de los trabajadores, El Salvador
FINANCIERA AMERICA S.A. - FINAMERICA, Colombie
Islami Bank Bangladesh Limited, Bangladesh
South Investment Corporation, Cameroun
Trust Merchant Bank, R. D. du Congo

Conseil des Sociétés Commerciales

Unida Ejecutora No. 004, Pérou

Conseil des Agences Gouvernementales Nationales

Bangladesh Rural Development Board, Bangladesh
Banque Centrale du Congo, R. D. du Congo
Central Bank of Gambia, Gambie
Fondo de Capital Social, Argentine

Fondo de Desarrollo Microfinanciero, Venezuela
Fondo de Inversion Social, Panama
Gobierno del Estado de Colima Fideicomiso IMPULSA, Mexique
Japan Bank for International Cooperation, Japon
Microfinance Support Center, Ouganda
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo, Colombie
National Bank of Cambodia, Cambodge
Pakistan Poverty Alleviation Fund, Pakistan
Palli Karma Sahayak Foundation, Bangladesh
Programa Nacional de Financiamiento al Microempresario de la Secretaria
de Economia, Mexique
Secretaria de coordination y Estrategia Presidencia de la Republica,
Nicaragua
State Bank of Pakistan, Pakistan
Superintendencia de Bancos, Nicaragua

Conseil des Bailleurs de Fonds

Agence Canadienne pour le Développement International, Canada

Conseil des Institutions d'Enseignement

Bankers Institute of Rural Development, Inde
Brigham Young University, Romney Institute of Public Management,
Etats-Unis
Center for Business Research, Deakin University, Australia, Australie
Ilsan Women Coalition, Somalie
Sauvés pour Servir, Haïti
Universidad Nacional Autonoma de Honduras, Honduras
University of Bologna - Buenos Aires Representation, Argentine

Conseil des Fondations et des Philanthropes

Whole Planet Foundation, Etats-Unis

Conseil des Sympathisants Individuels

Shyam Sharma, Inde
Ali Mehmood, Pakistan
Mohsin Habib, Australie
El Colegio Mexiquense, A.C., Mexique

Conseil des Institutions Financières Internationales

Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD), Italie
UNITUS, Global Catalyst for Microfinance, Etats-Unis

Conseil des ONGs

African Underprivileged Children's Foundation, Nigeria
 Asociación Mexicana de Uniones de Crédito del Sector Social, Mexique
 Association Agir pour le Devenir des Populations Rurales, R. D. du Congo
 Association des Femmes Congolaises pour la Salubrité et Promotion,
 R. D. du Congo
 Association pour la Solidarité et le Développement Intégral, R. D. du Congo
 Ayuda en Acción Nicaragua, Nicaragua
 Bindu, Inde
 Bosque Modelo Araucarias del Alto Malleco, Chili
 Center for Rural Development and Education, Inde
 Centre d'appui au développement, R. D. du Congo
 Centre de Formation en Management et Développement en Sigle,
 R. D. du Congo
 Cercle d'Entre-aide Aux Albinos Malvoyants, Togo
 Cercle Interrégional Pour La Défense des Droits de la Femme, Cameroun
 CongoTourist, R. D. du Congo
 Consultoria y Cooperación LTDA, Colombie
 Diamond Development Initiatives, Nigeria
 Friends of the Peasant Farmer, Ghana
 Fund for Integrated Rural Development of Syria, Syrie
 Fundación Capitales Solidarios, Argentine
 Fundación Paz y Bien, Colombie
 Girl Child Art Foundation, Nigeria
 Global Ark Ministries, Inde
 Grameen Bikas Manch, Népal
 Green Hills Development Society, Pakistan
 Heifer Project International- Tanzanie, Tanzanie
 Help Yourself Society, Soudan
 Hope Association for Development, Cambodge
 Humanitarian Aid & Development Organization, Yémen
 Initiative des Mamans pour la Promotion des Activités des tres Pauvres
 Seulement, R. D. du Congo
 Kakute Limited, Tanzanie
 Kenth Foundation, Nigeria
 Liberia Small and Medium Business development Center, Libéria
 LiSim, Colombie
 Microempresas de Antioquia, Colombie
 Microfinance and Community Development Organization, Ghana
 Nec Red Rural INKAWASI, Pérou
 Necessary Education and Economical Development Society, Inde
 Nepal Rural Development Organization, Népal
 Organisation Sociale pour le Bien-Être de Tous, Cameroun
 Sierra Grassroots Agency, Sierra Leone

Swisscontact, Equateur
 Tamilnadu People Welfare Association, Inde
 UMEC, Côte d'Ivoire
 Young Stars Cultural Troupe of Nigeria, Nigeria
 Youth Development Association, Cameroun

Conseil des Opérateurs

3A Enterprises, Guinée
 A Self-Help Assistance Program-Zimbabwe, Etats-Unis
 Abang Farmers Common Initiative Group, Cameroun
 ACCEDER, Argentine
 Acción de Servicio y Desarrollo para la Micro-Empresa, Pérou
 Acción Popular Hondurena, Honduras
 ACJ (YMCA) Ecuador —Asociación Cristiana de Jovenes, Equateur
 Action for Human Development Organization, Bangladesh
 Action pour la Promotion Sociale et Culturelle des Artistes Chrétiens,
 R. D. du Congo
 ACTIONAID Vietnam, Vietnam
 Activists for Social Alternatives, The, Inde
 Ad Jesum Development Foundation, Inc., Philippines
 Adansi Rural Bank Limited, Ghana
 Addis Credit and Saving Institution, Ethiopie
 ADMIC Nacional, A.C., Mexique
 Adonai Community Empowerment Initiative, Nigeria
 Adra Ghana Microfinance, Ghana
 ADRA International, Etats-Unis
 Africa Village Financial Services, Ethiopie
 Afro Center for Dev. Peace and Justice, Nigeria
 Agencia Adventista para el Desarrollo y Recursos Asistenciales, Honduras
 Agency for Cooperation and Research in Development, Erythré
 Agricultural Development Association (PARC), Palestine
 Agricultural Development Bank, Népal
 Agro Micro Finance, Sri Lanka
 Ahon Sa Hirap Inc., Philippines
 Aidez Small Project International, Togo
 AISFD-CI, Côte d'Ivoire
 Akhuwat, Pakistan
 AKOTA, Bangladesh
 Akti Samaj Unnayan Mulak Sangstha, Bangladesh
 Alalay Sa Kaunlaran Sa Gitnang Luzon, Inc., Philippines
 Alexandria Business Association, Egypte
 All India Association for Micro-Entreprise Development, Inde
 All India Women's Conference, Inde
 Alliance de Crédit et d'Épargne Pour la Production, Sénégal

Conseil des Opérateurs (cont.)

Al-Tadamun Microfinance Program, Egypte	Asociación Pro-Desarrollo Economico y Social de Honduras, Honduras
Alternativa Solidaria Chiapas, AC, Mexique	Asociación Promujer de Mexico, Mexique
Alternative Development Initiative, Bangladesh	ASPME, R. D. du Congo
Amanah Ikhtiar Malaysia, Malaisie	Assistance for Social Organization and Development (ASOD), Bangladesh
Ambito Productivo S.C., Mexique	Association d'Appui et de Promotion Rurale du Gulmu, Burkina Faso
Amhara Credit and Savings Institution, Ethiopie	Association d'Entraide Professionnelle, Liban
Ananya Samaj Kallyan Sangostha, Bangladesh	Association des Colporteurs de Goma (ACG), R. D. du Congo
Angkor Mikroheranhyatho Kampuchea Co., Ltd, Cambodge	Association des Femmes pour le Mieux Etre, R. D. du Congo
Annesha Foundation, Bangladesh	Association for Community Development, Bangladesh
Apoyo Integral, Fundación Salvadoreña De Apoyo Integral, El Salvador	Association for Realisation of Basic Needs, Bangladesh
Appui aux Collectivités Décentralisées, Mali	Association for Renovation of Community Health Education Services, Bangladesh
Appui aux Coopératives d'Épargne et de Crédit Haïtiennes, Haïti	Association for Rural Advancement in Bangladesh, Bangladesh
Aram Foundation, Bangladesh	Association for Rural Development for Poor Areas in Sichuan, R. de Chine
Argentine Microfinanzas S.A, Argentine	Association for Social Advancement (ASA), Bangladesh
ASAPSU, Côte d'Ivoire	Association Gnongondeme des Caisse Villageoises d'Épargne et de Crédit Autogérées, Burkina Faso
Ascension Microfinance, R. D. du Congo	Association Gnongondeme Crédit solidaire en faveur des groupes des femmes des villes, Burkina Faso
ASHRAI, Bangladesh	Association Islamique de Secours a l'Enfant Déshérité, Sénégal
Asmitha Microfin Limited, Inde	Association of Asian Confederation of Credit Unions (ACCU), Thaïlande
ASOCBIO, Pérou	Association of Cambodian Local Economic Development Agencies Bank Ltd., Cambodge
Asociación Alternativa para el Desarrollo Integral de las Mujeres, Nicaragua	Association of Development for Economic and Social Help (ADESH), Bangladesh
Asociación Benefica PRISMA, Pérou	Association of Productive Entrepreneurs in Development, Ghana
Asociación Civil AVANZAR por el desarrollo humano, Argentine	Association of Societies Baspana, Kazakhstan
Asociación Cooperativa Punta de Lanza de la Reserva, Venezuela	Association pour la Promotion de l'Entreprise de Madagascar, Madagascar
Asociación Cultural Sejekto de Costa Rica, Costa Rica	Association pour la Promotion des Groupements Agricoles, Togo
Asociación de Operadores Financiero en Tocache, Pérou	Association pour la Promotion des initiatives locales, Bénin
Asociación de Consultores para el Desarrollo de la Pequena, Mediana y Microempresa, Nicaragua	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises, Bénin
Asociación de Desarrollo de Rivas, ASODERI, Nicaragua	Association pour le Droit à l'Initiative Economique, France
Asociación de Desarrollo Pespirense, Honduras	Association Professionnelle des Institutions de Microfinance, d'Épargne et de Crédit, Sénégal
Asociación de Mujeres en Desarrollo, Guatemala	Association Share Guatemala, Guatemala
Asociación de Oportunidad y Desarrollo de Nicaragua, Nicaragua	ATMABISWAS, Bangladesh
Asociación de Organizaciones de Microfinanzas, El Salvador	Atwima Kwanwoma Rural Bank Limited, Ghana
Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Mujer, République Dominicaine	Ayudense y Nosotros les Ayudaremos, Guatemala
Asociación Genesis (Fundación Genesis), El Salvador	BAIF Institute for Rural Development- Karnataka, Inde
Asociación Guatemalteca para el Desarrollo, Guatemala	Banco Ademi, S.A. (Asociación para el Desarrollo de Microempresas), République Dominicaine
Asociación Movimiento de Mujeres Melida Anaya Montes, El Salvador	Banco de Cooperación Financiera de Los Trabajadores, El Salvador
Asociación Movimiento Fe y Alegria, Guatemala	Banco de los Tradajadores de San Miguel, El Salvador
Asociación Nacional Ecumenica de Desarrollo, Bolivie	
Asociación para el Desarrollo de las Cajas Rurales, Panama	
Asociación para el Desarrollo Integral Comunitario de Honduras, Honduras	
Asociación Para el Desarrollo Raiz (Asociación Raiz), Guatemala	
Asociación PILARH, Honduras	

Conseil des Opérateurs (cont.)

Banco del Desarrollo / Bandesarrollo Microempresas S.A., Chili	Caja de Crédito de Ahuachapan, El Salvador
Banco Izalqueno de los Trabajadores, El Salvador	Caja de Crédito de Armenia, El Salvador
Banco Solidario S.A., Equateur	Caja de Crédito de Berlin, El Salvador
Banco Solidario, S.A. (Banco Sol), Bolivie	Caja de Crédito de Candelario de la Frontera, El Salvador
BancoEstado Microempresas Sociedad Anonima, Chili	Caja de Crédito de Cojutepeque, El Salvador
BanColombia, Colombie	Caja de Crédito de Colon, El Salvador
Bandhan-Konnagar, Inde	Caja de Crédito de Concepcion Batres, El Salvador
Bandhu Kallyan Foundation (formerly BKS), Bangladesh	Caja de Crédito de Ciudad Barrios, El Salvador
BANGENTE, Venezuela	Caja de Crédito de Jocoteo, El Salvador
Bangladesh Association for Social Advancement (BASA), Bangladesh	Caja de Crédito de Juayua, El Salvador
Bangladesh Extension Education Services, Bangladesh	Caja de Crédito de la Libertad, El Salvador
Bangladesh Rural Integrated Development for Grub-Street Economy (BRIDGE), Bangladesh	Caja de Crédito de Nueva Concepcion Sociedad Cooperativa de R. L. de C.V., El Salvador
Bank Rakyat Indonesia, Indonésie	Caja de Crédito de Quezaltepeque, El Salvador
Baoré Tradition d'Épargne et de Crédit, Burkina Faso	Caja de Crédito de San Agustin, El Salvador
BASTOB-Initiative for People's Self-Development, Bangladesh	Caja de Crédito de San Francisco Gotera, El Salvador
Bedo, Bangladesh	Caja de Crédito de San Ignacio, El Salvador
Benevolent Community Education and Rural Development Society, Cameroun	Caja de Crédito de San Martin, El Salvador
Bharat Integrated Social Welfare Agency, Inde	Caja de Crédito de San Sebastian, El Salvador
Bharat Sevak Samaj, Kerala, Inde	Caja de Crédito de San Vincente Sociedad Cooperativa de R.L. de C.V., El Salvador
Bharatha Swamukti Samsthe, Inde	Caja de Crédito de Santa Ana, El Salvador
Bharati Integrated Rural Development Society, Inde	Caja de Crédito de Santiago de Maria, El Salvador
Bodhana, Tiruvalla Social Service Society, Inde	Caja de Crédito de Santiago Normalco, El Salvador
BRAC, Bangladesh	Caja de Crédito de Sokapango, El Salvador
BRAC Afghanistan, Afghanistan	Caja de Crédito de Suchitoto, El Salvador
Brain Society, Inde	Caja de Crédito de Tonacatepeque, El Salvador
Bridge Foundation, The /Opportunity Microfinance India Ltd., Inde	Caja de Crédito de Zacatecoluca Sociedad Cooperativa de R.L. de C.V., El Salvador
Bukidnon Integrated Network of Home Industries, Philippines	Caja de Crédito Izalco, El Salvador
Bullock-Cart Workers Development Association, Inde	Caja de Crédito Metropolitana, El Salvador
Bullock-cart Workers Development Association Finance Ltd. (BWDA), Inde	Caja de Crédito Rural de Chalatenango Sociedad Cooperativa de R.L. de C.V., El Salvador
BURO Tangail, Bangladesh	Caja de Crédito San Miguel, El Salvador
Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel, Burundi	Caja de Crédito San Pedro Honvalco, El Salvador
Caisse d'Épargne Financière pour le Développement de la Petite Entreprise (CADEFINANCE), Côte d'Ivoire	Caja de Crédito Santa Rosa de Lima, El Salvador
Caisse de Microfinance de la Mungji, R. D. du Congo	Caja de Crédito Sonsonate, El Salvador
Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit de Dahra, Sénégal	Caja de Crédito Usulután, El Salvador
Caisse pour la Promotion Sociale (CAPROS), R. D. du Congo	Caja de Crédito y Ahorro de San Juan Opico Sociedad Cooperativa de R.L. de C.V., El Salvador
Caja de Compensacion Familiar de Antioquia, Colombie	Canadian Centre for International Studies and Cooperation (Inde), Inde
Caja de Crédito Atiquizaya, El Salvador	Canadian Centre for International Studies and Cooperation (Népal), Népal
Caja de Crédito Chalchuapa, El Salvador	Canadian Centre for International Studies and Cooperation (Vietnam), Vietnam
Caja de Crédito de Acajutla, El Salvador	
Caja de Crédito de Aguilares, El Salvador	

Conseil des Opérateurs (cont.)

Capital Aid Fund for Employment of the Poor, Vietnam	Christian Children's Fund, Inc., Sri Lanka
Care for Children in Need, Zambie	Christian Children's Fund, Inc. (Indonesia), Indonésie
CARE Honduras, Honduras	Christian Children's Fund, Inc.-(Ethiopia), Ethiopie
CARE India, Inde	Christian Enterprise Trust of Zambia, The , Zambie
CARE Niger, Niger	Christian Rural Aid Network, Ghana
CARITAS Bangladesh, Bangladesh	Christian Service Society, Bangladesh
CASHPOR Financial & Technical Services, Inde	CIPCRE - BAMENDA, Cameroun
Catholic Relief Service (Guatemala), Guatemala	CLEF SAREPTA, Côte d'Ivoire
Catholic Relief Services (Burkina Faso), Burkina Faso	Coastal Association for Social Transformation Trust, Bangladesh
Catholic Relief Services (Haïti), Haïti	Collective Self Finance Scheme, Zimbabwe
Catholic Relief Services (Sénégal), Sénégal	Community Aid Abroad, Inde
Cauvery Grameena Bank, Inde	Community Development Center, Bangladesh
CECPKI, R. D. du Congo	Community Development Society, Inde
CEMECEL, Côte d'Ivoire	Community Economic Ventures, Philippines
Centenary Rural Development Bank, Ltd., Ouganda	Community Health and Development Advisory Trust, Nigeria
Center for Agriculture and Rural Development Mutually Reinforcing Institutions, Philippines	Community Research and Development Organization, Sierra Leone
Center for Community Development and Education, Indonésie	CONCERN, Bangladesh
Central People's Credit Fund, Vietnam	Concern for Environmental Development and Research, Bangladesh
Centre Béninois pour le Développement des Initiatives a Base, Bénin	Congolaise de Caution Mutuelle, R. D. du Congo
Centre d'Appui Nutritionnel et Economique aux Femmes, Mali	Conseil pour l'Education et le Développement (COPED), Burundi
Centre de Promotion de l'Emploi et de l'Initiative Privée, Togo	Consorcio de Organizaciones no Gubernamentales de Promocion y Desarrollo de la Libertad, Pérou
Centre de Services aux Coopératives, Rwanda	COOCEC CEAC, R. D. du Congo
Centre for Action Research-Barind, Bangladesh	COOPEC Bolingo RDC, R. D. du Congo
Centre for Advanced Research and Social Action, Bangladesh	COOPEC MAKIN, R. D. du Congo
Centre for Agricultural Development, Ghana	COOPEC/CECI-PME MONT-NGAFULA, R. D. du Congo
Centre for Development Innovation and Practices, Bangladesh	Cooperacion para el Desarrollo Rural Occidental, Guatemala
Centre for Mass Education in Science, Bangladesh	Cooperativa Belen Ahorro y Crédito, Colombie
Centre for Micro-Finance, Népal	Cooperativa de Ahorro y Crédito La Merced, Equateur
Centre for Overall Development, Inde	Cooperativa de Ahorro y Crédito Maquita Cushunchic Ltda., Equateur
Centre for Rehabilitation Education & Earning Development, Bangladesh	Cooperativa de Ahorro y Crédito Riobamba Ltda., Equateur
Centre for Self-Help Development, Népal	Cooperativa de Ahorro y Crédito Rural Ltda., Equateur
Centro de Apoyo a la Microempresa, (CAM), El Salvador	Cooperativa de Ahorro y Crédito-Caja Rural Nacional R.L., Nicaragua
Centro de Apoyo a la Microempresario, Mexique	Cooperativa de Servicios Multiples 20 de Abril R.L., Nicaragua
Centro de Desarrollo, Honduras	Cooperativa Manantial, Venezuela
Centro de Formación Popular Renaciendo Juntos, Venezuela	Coopérative de Financement des Actions pour le Développement au Sud-Kivu, R. D. du Congo
Centro de Investigacion y Desarrollo Regional, Bolivie	Coopérative De Microcrédit Rural, Burundi
Centro de Investigaciones CIUDAD, Equateur	Coopérative d'Épargne et de Crédit 'Amitié Salutiste', R. D. du Congo
Centro de Promoción del Desarrollo Local, Nicaragua	Coopérative d'Épargne et de Crédit Pour le Développement (COOPEC DEVELOP), R. D. du Congo
Centro de Promoción y Empleo para el Sector Informal Urbano, Equateur	Cooperative Housing Foundation, Palestine
Centro San Juan Bosco, Honduras	Coopérative Libanaise pour le développement, Liban
CFCC, Côte d'Ivoire	Cooperative Mixta ONCOR, Venezuela
China Association for Microfinance, R. de Chine	

Conseil des Opérateurs (cont.)

Co-ordinating Centre for Rural Development Scheme, Sierra Leone	Dushtha Shasthya Kendra, Bangladesh
Corporación de desarrollo Productivo de las Comunidades de Jadan, Equateur	Eastern Communities Self Development Association of Nigeria, Nigeria
Corporación Mundial de la Mujer - Medellin, Colombie	ECLOF-Côte d'Ivoire, Côte d'Ivoire
Corporacion Narino, Empresa y futuro-Contactar, Colombie	Eco Social Development Organisation, Bangladesh
Corporacion para el fomento del microCrédito y las microfinanzas (FOMENTAMOS), Colombie	EDPYME Confianza, Pérou
Corporacion Viviendas Hogar de Cristo, Equateur	EDPYME Crear Tacna, Pérou
Corps Volontaire Congolais au Développement, Caisse Communautaire de Crédit, R. D. du Congo	EDPYME Crédivision S.A., Pérou
Council for Socio Economic Benevolent Action, Inde	EDPYME Edyficar, Pérou
Country Women Association of Nigeria, Nigeria	EDPYME Nueva Vision S.A, Pérou
Creative Women Development Organization, Nigeria	Educate the Children, Népal
Crédit Communautaire d'Afrique, Cameroun	Emprender, Bolivie
Crédit Rural De Guinée Société Anonyme, Guinée	ENDA Inter-Arabe, Tunisie
Credit Scheme for Productive Activities of Women in Tanzania, Tanzanie	Ensure Development Activities for Vulnerable Underprivileged Rural People, Bangladesh
Credit Union Coordination Chapter of NTT East part, Indonésie	Enterprise Bank, Inc., Philippines
Credit Union Promotion Centre/Koperasi Kredit Rakyat, Malaisie	Entre Todos Asociación Civil, Argentine
Crédito con Educacion Rural (CRECER), Bolivie	EPACI, Côte d'Ivoire
CREP Cooperagri, Côte d'Ivoire	Equipo de Educacion y Autogestion Social, Pérou
Crusaders Club Ministry, Sierra Leone	Eskandar Welfare Foundation, Bangladesh
Dak Diye Jai, Bangladesh	Esperanza Internacional, République Dominicaine
Dakahlya Businessmen's Association for Community Development, Egypte	EUREKASOLI S.A, Mexique
Dass Women Multi Purpose Co-operative Union, Nigeria	Familia y Medio Ambiente (FAMA), Honduras
DAULET (NGO Daulet), Ouzbékistan	Family Development Services and Research, Bangladesh
Dawn of Life Foundation, Nigeria	Farmers Alliance Against Poverty, Nigeria
Dedebit Credit and Saving Share Institution, Ethiopie	Farmers Development Union, Nigeria
Deprosc Development Bank, Népal	Fédération Chrétienne des Organisations Economiques du Congo, R. D. du Congo
Desha Sechsashebi Artho Samajik Unnayan O Manobik Kallyan Sangstha, Bangladesh	Fédération des Caisses Populaires du Burkina Faso, Burkina Faso
Deshabandu Club, Inde	Fédération des ONG du Sénégal, Sénégal
Development Action for Mobilization and Emancipation, Pakistan	Fédération des Unions Coopératives Epargne et Crédit (FUCEC Togo), Togo
Development Association for Basic Improvement (Dabi Moulik Unnayan Sangstha), Bangladesh	Fédération Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (FENACOOPEC), Côte d'Ivoire
Development Initiative for Self Help and Awakening, Inde	Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine, Sénégal
Development of Humane Action Foundation, Inde	Femme Debout Pour Le Développement Intégré, R. D. du Congo
Development Organisation of the Rural Poor, Bangladesh	Femme Développement Entreprise en Afrique, Sénégal
Development Project Service Centre, Nepal, Népal	FENAGIE/PECHE, Sénégal
Development Promotion Group, Inde	Financiera Compartamos, S.A de C.V. SFOL, Mexique
Développement international Desjardins, Canada	Financiera Nicaraguense de Desarrollo S.A, Nicaragua
Dian Mandiri Foundation, Indonésie	FINCA Ecuador, Equateur
Dudumari Gram Unnayan Shangstha, Bangladesh	FINCA Georgia, Géorgie
Dunduliza, Tanzanie	FINCA Honduras, Honduras
	FINCA International - Africa Hub, Ouganda
	FINCA Malawi, Malawi
	FINCA Mexique A.C., Mexique

Conseil des Opérateurs (cont.)

FINCA Nicaragua, Nicaragua	Fundación Dominicana de Desarrollo, République Dominicaine
FINCA Pérou, Pérou	Fundación Ecuatoriana de Desarrollo, Equateur
FINCA Tanzania, Tanzanie	Fundación Fudicso Programa microCrédito banco Grameen Amazonas, Equateur
FINCA Uganda, Ouganda	Fundación GENESIS Empresarial, Guatemala
Finrural - Asociación de Instituciones Financieras para el Desarrollo Rural, Bolivie	Fundación Grameen (Aldeas) Argentina, Mendoza, Argentine
FINSOL S.A. de C.V, Mexique	Fundación Hidalguense, A.C., Mexique
Fondation pour le Développement local et le Partenariat, Maroc	Fundación Hondurena Para el Desarrollo de la MicroEmpresa, Honduras
Fondo de Desarrollo para le mujer, Nicaragua	Fundación Horizontes de Amistad, Honduras
Fondo de Desarrollo Local, Nicaragua	Fundación Integral Campesina, Costa Rica
Fondo de Desarrollo Regional, Pérou	Fundación Jose Maria Covelo, Honduras
Fondo Ecuatoriano Populorum Progressivo, Equateur	Fundación Jose Napoleon Duarte, MI Crédito, El Salvador
Fondo Financiero Privado FIE S.A FFP - FIE S.A., Bolivie	Fundación Jose Nieborowski, Nicaragua
Fondo para el Desarrollo Social de la Ciudad de Mexique (FONDESO), Mexique	Fundación Leon 2000, Nicaragua
Fondo para la Paz (SOLFI-Soluciones Financieras), Mexique	Fundación Mentores Empresariales Para El Salvador (Entreprise Mentors International), El Salvador
Fonds d'Actions pour le Microfinancement de Petites Entreprises, Haïti	Fundación Microfinanciera Covelo, Honduras
Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes, Burkina Faso	Fundación Microfinanciera Hermandad de Honduras, OPDF, Honduras
Fonds de Solidarité des Travailleurs de l'Enseignement, Burundi	Fundación Mundo Mujer - Popayan, Colombie
Fonkoze Shoulder to Shoulder Foundation, Haïti	Fundación para Alternativas de Desarrollo, Bolivie
For the Future Foundation, Albanie	Fundación para el Apoyo a la Microempresa, Nicaragua
Foundation for Entrepreneurial Development, Inc., Philippines	Fundación para el Auto Desarrollo de la Micro y Pequeña Empresa, (FADEMYPE), El Salvador
Foundation for the Support of Women's Work - Maya Enterprise for Microfinance, Turquie	Fundación para el Desarrollo de Nueva Segovia, Nicaragua
Foundation for Women Empowerment and Peace Initiatives, Nigeria	Fundación para el Desarrollo de Honduras, Honduras
Freedom from Hunger, Etats-Unis	Fundación para el Desarrollo de la Microempresa Fundación MICROS, Guatemala
Freedom From Hunger Ghana-Development Action Association, Ghana	Fundación para el Desarrollo de la Pequeña Empresa, Guatemala
Freedom From Poverty Project, Nigeria	Fundación para el Desarrollo Integral de Programas Socioeconomicos, Guatemala
Friends of the Fourth World Foundation, Nigeria	Fundación para el Desarrollo Integral Espoir, Equateur
Friends of Women's World Banking, Inde	Fundación para el desarrollo Socio-economico Rural (FUNDESER), Nicaragua
Friendship Bridge, Inc., Etats-Unis	Fundación Para la Promoción Y Desarrollo De Chontales, Fundación PRODESA, Nicaragua
Fundación 4i-2000, Nicaragua	Fundación Paraguaya de Cooperación y Desarrollo, Paraguay
Fundación Adelante, Honduras	Fundación Producir, Colombie
Fundación Alternativas Para el Desarrollo, Equateur	Fundación Salvadorena Para el Desarrollo, El Salvador
Fundación Boliviana Para el Desarrollo, Bolivie	Fundación WWB Colombie, Colombie
Fundación de Asesoría Financiera a Instituciones de Desarrollo y Servicio Social, Guatemala	Funding the Poor Cooperative - Chinese Academy of Social Science, R. de Chine
Fundación de Asistencia para la Pequeña Empresa, Guatemala	Fundo de Crédito Comunitario - World Relief Mozambique, Mozambique
Fundación de Desarrollo empresarial de la pequeña y mediana empresa, Nicaragua	Gambia Social Development Fund, The, Gambia
Fundación de Desarrollo de Mixco, Guatemala	Gambia Women's Finance Association, Gambia
Fundación de Desarrollo Empresarial y Agrícola, Guatemala	Ghashful, MCH FP & FW Association, Bangladesh
Fundación Dignidad Apoyo al Desarrollo de la Micro Empresa, Mexique	

Conseil des Opérateurs (cont.)

GIA/NABIO Agroforestry Development Organisation, Ghana	Institute for Self Management, Inde
Glorious Poverty Eradication Programmes, Kenya	Institute of Integrated Rural Development, Bangladesh
Gono Kallayan Trust, Bangladesh	Institute of Rural Development, The, Bangladesh
Gono Unnayan Prochesta, Bangladesh	Instituto de Desarrollo regional Cesar Cesar Vallejo, Pérou
Gospel Crusade and Social Welfare Service Activities Society, Inde	Instituto de Investigaciones Socio-Economicas y Tecnologicas (INSOTEC), Equateur
Gram Bikash Kendra, Bangladesh	Instituto para el desarrollo Educacion, Salud y Pacificacion, Pérou
Gram Unnayan Karma, Bangladesh	Instituto para el Desarrollo de la Mixteca A.C., Mexique
GRAM UTTHAN, Inde	Instituto Para el Desarrollo Hondureno, Honduras
Grama Siri, Inde	Instituto para la Superacion de la Miseria Urbanade, Guatemala
Grameen Bank, Bangladesh	Integrated Development Foundation, Bangladesh
Grameen Bank Biratnagar Nepal, Népal	Inter-Mission Micro Enterprise Development (Intermission Industrial Development Ass.), Inde
Grameen de la Frontera, Etats-Unis	International Pacleen Rural Development, Nigeria
Grameen Development Services, Inde	IREN - Development Innovations and Networks, Zimbabwe
Grameen Ghana, Ghana	Jagorani Chakra Foundation, Bangladesh
Grameen Jano Unnayan Sangstha, Bangladesh	Janodaya Trust, Inde
Grameen Koota, Inde	Jatio Kallyan Sangstha-Jakas, Bangladesh
Grameen Manobic Unnayan Sagstha, Bangladesh	JIGIYASO BA, Mali
Grameen Swapna, Bangladesh	Jordan Micro Credit Company, Tamweelcom, Jordanie
Grameen Trust Chiapas AC, Mexique	Joypurhat Rural Development Movement, Bangladesh
Grameen Uruguay, Uruguay	Juba Jiban Advancement Committee, Bangladesh
Grassroots Health Organization of Nigeria, Nigeria	Justice, Development and Peace Commission, Nigeria
GRET-CRDI, Myanmar	Jyotirmayee Mahila Samiti, Inde
Groupe Mitspa PHARMA-CREDIT, R. D. du Congo	Kabalikat Para Sa Maunlad Na Buhay, Inc., Philippines
Grupo Crediexpress, SA de CV, Mexique	Kafo Jiginew, Mali
Guidance Society for Labor, Orphans & Women, Inde	Kalanjiam Foundation (PRADAN), Inde
Hagdan Sa Pag-uswag Foundation, Philippines	Karagwe Development and Relief Services, Tanzanie
HEED Bangladesh (Health Education and Economic Development Bangladesh), Bangladesh	Karnataka Regional Organisation for Social Service, Inde
Heifer Project International China, R. de Chine	Kashf Foundation, Pakistan
Heifer Project International Kenya, Kenya	Kaunlaran Sa Kabuahan Microcredit Corporation, Philippines
Hilful Fuzul Samaj Kallyan Sangstha, Bangladesh	Kazama Grameen, Philippines
Holy Cross Social Service Centre, Inde	Kenya Enterprise Microfund Organisation, Kenya
Horizons Verts, Sénégal	Kenya Women Finance Trust, Kenya
Human Cooperation Centre in Bangladesh, Bangladesh	Khushhali bank, Pakistan
Human Management and Agricultural Resources Development Organization, Nigeria	Koinonia, Bangladesh
IMF CADEF, R. D. du Congo	Kraban Support Foundation, Ghana
IMF/APROSCAC, R. D. du Congo	Kushtia Palli Unnayon Sangstha, Bangladesh
INDCARE, Integrated National Development Center for Advancements Reforms & Education, Inde	Kyrgyz Agricultural Finance Corporation, Kirghizstan
Inden Cooperative Credit Society Limited, Inde	La Tontinière Nationale, Cameroun
Initiatives Pentecotistes d'Évangélisation et de Développement Economique, Togo	League for Education and Development, Inde
	Lebanese Association for Development-al-Majmoua, Liban
	Liberation Movement for Women, Inde
	Life Association, Bangladesh

Conseil des Opérateurs (cont.)

Lift Above Poverty Organization, Nigeria	Mutualité Femme et Développement, Burkina Faso
Madhya Paschimanchal Grameen Bikas Bank Head Office, Nepalgunj, Népal	Mutuelle d'Épargne et de Crédit APROFES-TERANGA, Sénégal
Madhyamanchal Grameen Bikas Bank (Mid-Region Rural Development Bank), Népal	Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Agents du Secteur Public et Parapublic, Sénégal
Maharshi Sambamurthy Institute of Social and Development Studies, Inde	Mutuelle d'Épargne et de Crédit Pour la Promotion de la Pêche à Mbour, Sénégal
MAHASEMAM TRUST, Inde	Nabalok, Bangladesh
Mahila Arthik Vikas Mahamandal Ltd, Inde	Nacional Financiera, S.N.C. Mexique, Mexique
Malawi Rural Finance Company, Ltd., Malawi	Nari Bikash Sangh, Népal
Malawi Union of Savings and Credit Cooperatives, Malawi	Naria Unnaayan Samity, Bangladesh
MAMATA, Bangladesh	National Bank for Agriculture and Rural Development, Inde
Manab Sampad Unnyan Kendra (Center for Human Resource Development), Bangladesh	National Development Society, Bangladesh
Manabik Shahajya Sangstha, Bangladesh	National Microfinance Foundation, Yémen
Martina Centre, Nigeria	National Youth Association for Food Security (Trust Fund for Food Security), Gambie
MEC ASAVOR, R. D. du Congo	Nav Bharat Jagriti Kendra, Inde
MECARUL, Sénégal	Navajyothi Rural Development Society, Inde
MEGECI, Côte d'Ivoire	Negros Women for Tomorrow Foundation, Philippines
Melghat Development Society, Inde	Neighborhood Society Service Centre, Népal
Mercy Economic Development International Corporation, Etats-Unis	Nelson Mandela Children's Fund, Afrique du Sud
Methodist Women Foundation, Nigeria	Nepal Rural Development Society Centre, Népal
MIBANCO S.A, Panama	Network Leasing Corporation Limited, Pakistan
MIBANCO, Banco de la Microempresa S.A., Pérou	New Life, Trichirappalli, Inde
Micro Bankers Trust, Zambie	Nicaraguan Community Development Loan Fund/PRESTANIC, Nicaragua
Micro Caisse de Solidarité Pamarim, R. D. du Congo	Nigerian Agricultural, Cooperative and Rural Development Bank, Nigeria
Micro Development Fund Belgrade, Serbie & Monténégro	NIJPATH, Bangladesh
Micro Enterprise Development Fund KAMURJ, Arménie	Nirdhan Utthan Bank Limited, Népal
Micro Enterprise Development Network, MED-Net, Ouganda	Nissi Finance, Zimbabwe
Microbancos Rurales, Mexique	Njema Microenterprise Initiative (Kamai Development Organization), Kenya
Microcredit Development Trust, Ouganda	Noakhali Rural Development Society, Bangladesh
Micro-Development Fund Belgrade, Serbie & Monténégro	Norfil Foundation, Inc., Philippines
Microfinance Delta Project, Myanmar	North Malabar Gramin Bank, Inde
Microfinance et Développement, Cameroun	Nowabenki Gonomokhi Foundation, Samabay Samity Ltd., Bangladesh
MICROFINANZA Rating, Italie	Nsoatreman Rural Bank, Ghana
Microfund for Women, Jordanie	Nung Ikono Ufok Pioneer Fishing MCPS Limited, Nigeria
MIGUI, Guinée	Nwabiagya Rural Bank Limited, Ghana
Milamdec Foundation, Inc., Philippines	Nyesigiso, Mali
Mina Micro-Enterprise Development Project, Mongolie	O.N.G de Desarrollo Corporacion de Beneficencia Jesus Niño, Chili
Modern Architects for Rural India, Inde	Odotobri Rural Bank Limited, Ghana
MORABI, Cap Vert	Omo Microfinance S.C., Ethiopie
Movimiento Manuela Ramos, Pérou	ONG A.C.M., Togo
MUCREFBO, Côte d'Ivoire	ONG le Tonus, Mali
MUFEC, Côte d'Ivoire	Oportunidad Latinoamerica Colombie, Colombie
Mukti Cox's Bazar, Bangladesh	Oportunidad Microfinanzas S.A. de C.V, Mexique

Conseil des Opérateurs (cont.)

Opportunity International-Sinapa Aba Savings & Loans Limited, Ghana	Prestadora de Servicios Integrales S.R.L., Bolivie
Organicaci3n de Desarrollo Empresarial Femenino, Honduras	PRIDE Tanzania, Tanzanie
Organization for Social Advancement, Bangladesh	PRIDE Uganda, Ouganda
Orix Leasing Pakistan Limited, Pakistan	PRIDE Zambia, Zambie
Oromia Credit & Savings Loan, Ethiopia	Pride/Finance, Guinée
OSA Foundation, Nigeria	Primer Banco de los Trabajadores de Santa Ana, El Salvador
Outreach Foundation, Nigeria	PRISM Bangladesh, Bangladesh
OUTREACH, Association of Volunteers for Rural Development, Inde	Prizma Mikro, Bosnie Herzégovine
P4K-III/Rural Income Generation Project, Indonésie	Pro Mujer - Bolivie, Bolivie
Pact Myanmar, Myanmar	Pro Mujer - Nicaragua, Nicaragua
PADAKHEP Manabik Unnayan Kendra, Bangladesh	Pro Mujer- Pérou, Pérou
PAGE Development Centre, Bangladesh	Procredit SLC, Ghana
PAHAL, Inde	Prodesarrollo: Finanzas y Microempresa, Mexique
Palashipara Samaj Kallayan Samity, Bangladesh	PRODIA, Burkina Faso
Palestinian Corporation for Micro-Credit and Development, The, Palestine	Prodipan, Bangladesh
Palli Daridra Bimochon Foundation, Bangladesh	Producers Rural Banking Corporation, Philippines
Palli Mongol Karmosuchi, Bangladesh	Professional Assistance for Development Action, Inde
Palli Progoti Shahayak Samity, Bangladesh	Programa de Fomento de Servicios Financieros para la Poblaci3n de Bajos Ingresos, Nicaragua
Palli Unnayan Samiti Baruipur, Inde	Programa de MicroCrédito do Banco do Nordeste do Brasil (CREDIAMIGO), Brésil
Pally Bikash Kendra, Bangladesh	Programa de MicroCrédito Grameen de FUDECE, Equateur
Partners for Development, Nigeria	Programme for Community Development, Bangladesh
Pashchimanchal Grameen Bikas Bank, Népal	Programme Mata Matu Dubar (Women in the move), Niger
Pastoral Social-Fondo Diocesano de Desarrollo-Promocion de la mujer, Equateur	Project Enterprise, Etats-Unis
Payyavor Community Development Project, Inde	Project Mainstream (Bharatiya Balvikas Trust), Inde
Peace Trust, Inde	Promocion de la Mujer y la Comunidad (Consorcio PROMUC), Pérou
Peasants Dragnet, Nigeria	Promotion de la Femme et des Enfants Victime du VIH/SIDA, R. D. du Congo
Peermade Development Society, Inde	PROSHIKA, A Center for Human Development, Proshika Manobik Unnayan Kendra, Bangladesh
People in Action, Gambie	Proyas Manobik Unnayan Society, Bangladesh
People Service Society, The, Inde	Puente de Amistad, Friendship Bridge, Guatemala
Peoples Bank of Caraga, Philippines	Pulse Holdings Limited, Zambie
People's Development Foundation, Sri Lanka	Pusat Pengembangan Sumberdaya Wanita (The Center for Women's Resources Development), Indonésie
People's Education and Development Organisation, Inde	Pwogram Fomasyon pou Oganizasyon Dyakona, Haïti
People's Multipurpose Development Society, Inde	Racimo Estrategico para el Desarrollo Rural (Red Rural Sondando), Pérou
People's Oriented Program Implementation, Bangladesh	Rahama Women Development Programme, Nigeria
People's Rural Education Movement, Inde	Rajshahi Krishi Unnayan Bank, Bangladesh
Philadelphia Development Partnership, Etats-Unis	Ramakrishna Mission Lokasiksha Parishad, Inde
Pioneer Trad (Missed Trust), Inde	Rangpur Dinajpur Rural Service, Bangladesh
Poribar Unnayan Songstha, Bangladesh	Rangtay Sa Pagrang-ay, Inc., Philippines
Port Sudan Small Scale Enterprise Programme, Soudan	Rashtriya Gramin Vikas Nidhi, Inde
Posobid Unnayan Sangstha, Bangladesh	Rashtriya Seva Samithi, Inde
Poverty Elimination Organization, Bangladesh	
Powerlines International, Inc., Ghana	

Conseil des Opérateurs (cont.)

Rastriya Banijya Bank- Micro and Small Enterprise Division, Népal	Shakti Foundation for Disadvantaged Women, Bangladesh
Red Centroamericana de Microfinanzas, Guatemala	Shaplaful, Bangladesh
Red Financiera Rural, Equateur	Share Microfin Limited, Inde
Réseau des Caisses d'Épargne Et De Crédit Des Femmes De Dakar, Sénégal	Shariatpur Development Society, Bangladesh
Réseau des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit, Côte d'Ivoire	SHD Savings and Credit Company, Zimbabwe
Réseau des Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit Yete Mali de Conakry, Guinée	Sheva Nari O Shishu Kallyan Kendra, Bangladesh
Resource Integration Centre, Bangladesh	Shri Mahila Sewa Sahakari Bank, Ltd., Inde
Rural Agency for Social and Technological Advancement, Inde	Shuva Shree Bikash Kendra, Népal
Rural Bank of Cantilan Inc., Philippines	Sinapi Aba Trust, Ghana
Rural Bank of Montevista, DAVAO, Philippines	Small and Medium Scale Business Association of Sierra Leone, Sierra Leone
Rural Bank of Pres. M. A. Roxas Zn Inc., Philippines	Small Enterprise Development Co., Ltd., Thaïlande
Rural Bank of Tacurong, Philippines	Small Enterprise Foundation, The, Afrique du Sud
Rural Cooperative Foundation of Nigeria, Nigeria	Small Entreprises Foundation, Tanzanie
Rural Development Organization, Inde	Small Farmers Development Programme, Bangladesh
Rural Development Organization, The, Inde	SNEHA MACS LIMITED, Inde
Rural Economic Support and Care for the Underprivileged, Bangladesh	Social Fund for Development Yemen, Yémen
Rural Entitlements and Legal Aid Society, Inde	Social Upliftment Foundation, Bangladesh
Rural Finance and Community Initiatives project, Gambie	Social Upliftment Society, Bangladesh
Rural Reconstruction Foundation (previously Rural Reconstruction Center), Bangladesh	Society Development Committee, Bangladesh
Rural Reconstruction Nepal - RRRN, Népal	Society for Development Initiatives, Bangladesh
Rural Resources Development Centre, Cameroun	Society for Empowerment of Rural Poor (SERP) (ancien Comissionerate of Women Empowerment and Self Employment), Inde
Rural Search Light Nigeria, Nigeria	Society for Social Service, Bangladesh
Rural Women Development Council, Cameroun	SOGESOL, Haïti
Sabalambay Unnayan Samity, Bangladesh	Solidarity, Bangladesh
Samadhan, Bangladesh	SOLIFE - Banco Financiero del Pérou, Pérou
Samaj Kallyan Sangstha, Bangladesh	Somaj O Jati Gathan, Bangladesh
Samannita Unnayan Seba Sangathan, Bangladesh	Somonnito Samaj Unnayan Sangstha/ Integrated Community Development Association, Bangladesh
Samastha Lanka Praja Sanwardana Mandalaya, Sri Lanka	Sonali Bank, Bangladesh
Samurdhi Authority of Sri Lanka, Sri Lanka	South Asia Partnership-Bangladesh, Bangladesh
Sanghamitra Rural Finance Service, Inde	South Asia Research Society, Inde
Sangkalpa Trust, Bangladesh	South Malabar Gramin Bank, Inde
Sangram Sangalitha Gramunnayan Karmasuchee, Bangladesh	South Pacific Business Development, Western Samoa
Sarvodaya Economic Enterprises Development Services, Sri Lanka	Spandana, Inde
Save the Poor, Pakistan	Sreema Mahila Samity, Inde
Self Reliance Economic Advancement Programme, Nigeria	Srizony Bangladesh, Bangladesh
Self-Help and Rehabilitation Programme, Bangladesh	Star Microfinance Service Society (formerly Star Youth Association), Inde
Self-Help Promotion For Health and Rural Development, Inde	State Ministry of National Family Planning Coordinating Board, Indonesia, Indonésie
Serviamus Foundation Incorporated Project: Small Enterprise Development Program, Philippines	Stedionica, Opportunity International, Serbie & Monténégro
Servicios Educativos El Agustino, Pérou	Suchana Suchana Samaj Unnyan Sangstha, Bangladesh
Servicios Financieros Cafetaleros, Bolivie	Sudar Paschimanchal G Bank, Pakistan
	SuduDiawdi, Mali

Conseil des Opérateurs (cont.)

Sudur Paschimanchal Bikas Bank, Népal
 Sustainable Economic Activity Development Inc./ CARE Philippines, Philippines
 Swabalamban Bikas Bank (SB Bank)-Nepal, Népal
 Swanirvar Bangladesh, Bangladesh
 Swayam Krishi Sangam, Inde
 Swayamkrushi Women's Dev. Mutually Aided Coop. Thrift Society, Inde
 Swaziland Development Finance Corporation, Fincorp (formerly Enterprise Trust Fund), Swaziland
 Talete King Panyulung Kampampangan, Philippines
 Taller de Capacitación e Investigador Familiar, Pérou
 Tekton Development Fund, Philippines
 Thengamara Mohila Sabuj Sangha, Bangladesh
 Tourism Promoters and Loans Cooperative Finance, Ltd., Cameroun
 Toutes Prestations de Services, Cameroun
 Triveni Development Bank, Népal
 TSPI Development Corporation, Philippines
 TURAME, Burundi
 TYM Fund (Tao You May Fund)- Vietnam Women's Union, Vietnam
 UCPB-CIIF Finance and Development Corporation, Philippines
 Uganda Finance Trust Ltd., Ouganda
 UM- Pamecas (Union des Mutuelles pour le Partenariat et la mobilisation de l'épargne), Sénégal
 UMEC, Sénégal
 UNDP Job Opportunities through Business Support (JOBS) Project, Bulgarie
 Union des Banques Populaires du Rwanda, Rwanda
 Union des Caisses d'Épargne et de Credit du Sahel (UCEC/SAHEL), Burkina Faso
 Union des Caisses d'Épargne et de Crédit du Zoundweogo (UCEC/Z), Burkina Faso
 Union Des Mutuelles De Crédit Epargne Du Togo, Togo
 United Development Initiatives for Programmed Actions (UDDIPAN), Bangladesh
 Unnayan, Bangladesh
 Unnayan Procheta, Bangladesh
 Upper Many KRO Rural Bank, Ghana
 Uttar Pradesh Bhumi Sudhar Nigam, Inde
 Uttara Development Programme Society, Bangladesh
 Vayalar Memorial Youth Club, Inde
 Vietnam Bank for Social Policies (Vietnam Bank for the Poor), Vietnam
 Vietnam Women's Union (Vietnamese-Belgian Credit Project), Vietnam
 Vijaya Mahila Mandali, Nandavaram, Inde
 Village Education Resource Center, Bangladesh

Village Welfare Society, Inde
 Village Women's Organisation, Cameroun
 Vision -A Rural Development Society, Inde
 Viswa Jyothi (Viswajyothi) Vidya Samsthe (R) Mysore, Inde
 Vital Finance, Bénin
 Volontaires Camerounais pour le Développement Rural, Cameroun
 Voluntary Association for Rural Development, Bangladesh
 Voluntary Rural Development Society, Bangladesh
 Wasasa Microfinance Institution, Ethiopie
 Wayamba Development Bank, Sri Lanka
 Welcomes Self Help Savings Co-operative Ltd., Inde
 Welfare Association of Village Environment, WAVE Foundation, Bangladesh
 Women and Associations for Gain both Economic and Social (WAGES), Togo
 Women Entrepreneurship Development Trust Fund, Tanzanie
 Women in Nigeria (WIN) Bauchi state Branch, Nigeria
 Women in Nigeria, Benne State, Nigeria
 Women's Assistance and Business Association, Ghana
 Women's Development business Microfinance, Afrique du Sud
 Women's World Banking Ghana Saving and Loan Company, Ghana
 Working Women's Forum, Inde
 World Concern - Bolivie, Bolivie
 World Council of Credit Unions Inc. / Credit Union Empowerment & Strengthening Progra, Philippines
 World Education, Inc., Etats-Unis
 World Relief Honduras, Honduras
 World Vision Myanmar, Myanmar
 Yayasan Bina Swadaya, Indonésie
 Yayasan Indonesia Sejahtera, Indonésie
 Yayasan Wahana Kria Putri Foundation, Indonésie
 Zakoura Microcredit Foundation, Maroc
 Zambuko Trust, Zimbabwe

Conseil des Institutions Religieuses

Asocol Iglesia de Jesucristo SUD, Colombie
 International Institute of Theology, Kenya
 World Christian Revival Evangelism Church, Ghana

Conseil des Clubs de Services

Youth President's Organization/World President's Organization:
 Microfinance Forum, Etats-Unis

Conseil des Agences des Nations Unies

Decentralized Local Governance Support Programme, Népal
 Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Italie

**La Campagne du Sommet du Microcrédit est reconnaissante
pour l'appui généreux de nos donateurs:**



CHARLES STEWART
MOTT FOUNDATION



MONSANTO FUND



OMIDYAR
NETWORK

Johnson & Johnson

La production du rapport a été possible grâce aux subventions de:

Austrian Development Agency

LDS Employment Services

Richard S. & Lois Gunther Family Foundation

Canadian International Development Agency (CIDA)



MICROCREDIT
SUMMIT
CAMPAIGN

VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Pour que 100 millions des familles les plus pauvres de la terre, notamment les femmes de ces familles, reçoivent des crédits qui leur permettront d'exercer une activité indépendante ainsi que d'autres services financiers et commerciaux d'ici l'an 2005.

Le Sommet Global du Microcrédit 2006 aura lieu à Halifax, Nouvelle-Écosse, Canada du 12-15 novembre, 2006. Pour plus d'informations, et pour s'inscrire au Sommet, nous vous prions de visiter: www.globalmicrocreditsummit2006.org

440 FIRST STREET NW, SUITE 460 WASHINGTON, DC 20001 USA
TEL: (202) 637-9600 FAX: (202) 637-3566 WEB: WWW.MICROCREDITSUMMIT.ORG



ISBN 0-9763704-1-7

5 0 5 0 0

9 780976 370413